RAPPORT 2025

Sauver des vies dans les zones de conflit : éducation aux risques et préparation aux conflits pour mieux protéger les civils dans les contextes EWIPA

Des défis aux solutions : renforcer l'éducation aux risques des engins explosifs (EREE) ainsi que la préparation et la protection en cas de conflit (PPC), grâce à des recommandations pratiques fondées sur des données probantes.

handicap international humanity &inclusion

Table des matières

Remerciements ... 3
Sigles et acronymes ... 4
Glossaire ... 6
Résumé ... 10
Introduction et méthodologie ... 15
Introduction ... 15
Aperçu de la méthodologie ... 16
Études de cas et contextes ... 17
I. Principes d'intervention : adapter l'EREE/la PPC aux réalités des contextes EWIPA ... 18
1.1 Évolution des menaces et conséquences pour l'EREE et la PPC ... 18
1.2 Enseignements tirés des études de cas sur les EWIPA ... 20
Étude de cas - Gaza, Palestine ... 22
Étude de cas - Liban ... 25
Étude de cas - Myanmar ... 28
Étude de cas - Ukraine ... 31
1.3 Lacunes structurelles : cadrage, positionnement et ressources ... 34
1.3.1 Définitions et normes ... 34
1.3.2 Intégrer l'EREE/la PPC dans des cadres plus globaux ... 36
1.3.3 Déficits de financement et risques en matière de pérennité ... 38
II. Atteindre les populations les plus exposées : accès, dynamique des risques et stratégies de ciblage ... 40
2.1 Faciliter l'accès dans les environnements à haut risque ... 40
2.1.1 Défis d'accès et de communication dans les environnements à haut risque ... 40
2.1.2 Sécurité et protection du personnel ... 41
2.1.3 Faciliter l'accès et améliorer la sécurité ... 43
2.2 Comprendre les schémas de risque et de vulnérabilité dans les contextes EWIPA ... 46
2.2.1 Schémas de risque, stratégies de survie et réceptivité ... 46
2.2.2 Groupes de population à risque élevé ... 48
2.3 Adapter les stratégies de mise en œuvre de l'EREE/de la PPC ... 51
2.3.1 Participation locale : garantir des messages adaptés et une couverture optimale ... 51
2.3.2 Adapter la mise en œuvre à l'évolution des risques et minimiser les traumatismes ... 53
III. Combler les lacunes en matière de données, de programmation et de capacités ... 57
3.1 Renforcer les données disponibles et promouvoir une action fondée sur des données probantes ... 57
3.1.1 Lacunes en matière de données et analyse des conflits ... 57

3.1.2 Renforcer les programmes d'EREE/de PPC fondés sur des données probantes 59
3.2 Renforcer les effectifs chargés de l'EREE/de la PPC 62
3.2.1 Développement des compétences opérationnelles et de la gestion de la qualité 62
3.2.2 Capacité institutionnelle et coordination avec les autorités 65
IV. Renforcer la coordination, l'intégration et l'ancrage local de l'EREE et de la PPC 67
4.1 Améliorer la coordination et promouvoir des approches intégrées 67
4.1.1 Plateformes de coordination et dispositifs intersectoriels 67
4.1.2 Approches intégrées : inclure l'EREE/la PPC dans tous les secteurs 69
4.2 Promouvoir un leadership local et durable 72
4.2.1 Appropriation nationale et ancrage local pérenne 72
4.2.2 Leadership de la société civile et représentation des dimensions HGA 75

Remerciements

Ce rapport n'aurait pu voir le jour sans la générosité, le temps et les éclairages des personnes interrogées, qui ont souvent participé à la recherche dans des conditions particulièrement éprouvantes, confrontées à l'insécurité, aux déplacements forcés et aux coupures de communication. Les personnes interrogées, de même que les participants à l'atelier sur l'EREE/la PPC de juin 2025 à Bruxelles (venus de Gaza, du Liban et d'Ukraine), ont joué un rôle déterminant dans l'élaboration de ce rapport. Ces participants sont ensuite retournés dans des zones de guerre, où ils poursuivent leurs actions d'EREE et de PPC, contribuant ainsi à sauver des vies. Certains d'entre eux nous ont confié, en toute sincérité, leurs inquiétudes pour leurs proches, leurs nuits sans sommeil et la difficulté d'exercer leur travail dans un contexte de menace permanente. Malgré tout, ils continuent à espérer, non seulement un cessez-le-feu, mais aussi un avenir dans lequel les civils seront à l'abri de l'impact dévastateur des armes explosives dans les lieux où ils vivent, travaillent ou cherchent refuge.

Leur courage et leur engagement nous imposent une responsabilité collective. C'est précisément en temps de crise, lorsque le droit international humanitaire est le plus menacé, que nous devons redoubler d'efforts pour en garantir le respect.

Cette étude a été menée par deux consultantes indépendantes, Ruth Bottomley et Audrey Torrecilla. Handicap International – Humanity & Inclusion a apporté un soutien et une expertise technique tout au long du processus de recherche. Cette recherche et sa publication ont été rendues possibles grâce au soutien financier de la Direction générale de la protection civile et des opérations d'aide humanitaire européennes (ECHO), ainsi que de l'Agence norvégienne de coopération pour le développement (NORAD). Les opinions, constats et conclusions exprimés dans ce document ne reflètent pas nécessairement ceux de la Commission européenne ou du ministère norvégien des Affaires étrangères.

Sigles et acronymes

AE	Armes explosives
ANLAM	Autorité nationale de lutte antimines
AQ	Assurance qualité
AV	Assistance aux victimes
CACP	Connaissances, attitudes, croyances et pratiques
CASM	Convention sur les armes à sous-munitions
CBRN	Chimique, biologique, radiologique et nucléaire
CCAC	Convention sur certaines armes classiques
CLAM	Centre libanais de lutte antimines
CPI	Comité permanent interorganisations
DIH	Droit international humanitaire
DSS	Département de la sûreté et de la sécurité (UNDSS)
ECHO	Direction générale de la protection civile et des opérations d'aide humanitaire européennes *(Directorate-General for European Civil Protection and Humanitarian Aid Operations)*
HI	Handicap International – Humanity & Inclusion
IA	Intelligence artificielle
LAM	Lutte antimines
MA AoR	Domaine de responsabilité de la lutte antimines *(Mine Action Area of Responsibility)*
NEDEX	Neutralisation et destruction d'engins explosifs
NILAM	Normes internationales de la lutte antimines
NORAD	Agence norvégienne de coopération pour le développement *(Norwegian Agency for Development Cooperation)*
NPA	Norwegian People's Aid
OCHA	Bureau de la coordination des affaires humanitaires *(Office for the Coordination of Humanitarian Affairs)*
ONG	Organisation non gouvernementale
ONGI	Organisation non gouvernementale internationale
ONU	Organisation des Nations Unies
OSC	Organisation de la société civile

EE	Engin explosif
EEI	Engin explosif improvisé
ER	Éducation aux risques
EREE	Éducation aux risques des engins explosifs
EWIPA	Armes explosives dans les zones peuplées *(Explosive Weapons in Populated Areas)*
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture *(Food and Agriculture Organization of the United Nations)*
FHM	Fonds humanitaire pour le Myanmar
GMP	Groupe mondial de la protection
HGA	Handicap, genre et âge
PAM	Programme alimentaire mondial
PPC	Préparation et protection en cas de conflit
REG	Restes explosifs de guerre
RRC	Réduction des risques de catastrophes
SGILAM	Système de gestion de l'information pour la lutte antimines
SMSPS	Santé mentale et soutien psychosocial
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance *(United Nations Children's Fund)*
VBG	Violences basées sur le genre

Glossaire

Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel

Également connue sous le nom de Traité d'Ottawa, la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel a été adoptée en 1997 et est entrée en vigueur en 1999. Il s'agit de l'un des traités de désarmement les plus largement ratifiés au monde, avec 165 États parties s'étant engagés à interdire l'emploi, le stockage, la production et le transfert des mines antipersonnel. Depuis 25 ans, ce traité incarne les progrès réalisés à l'échelle mondiale dans la protection des civils contre les effets dévastateurs des mines antipersonnel et des restes explosifs de guerre (REG). Les États parties sont tenus de décontaminer toutes les zones relevant de leur juridiction ou placées sous leur contrôle, d'assurer une éducation aux risques auprès des populations civiles et de fournir une assistance aux victimes. Ils doivent également présenter un rapport annuel sur les progrès accomplis, notamment en matière de décontamination, d'assistance aux victimes et d'éducation aux risques. Ces obligations de transparence permettent un suivi collectif des progrès réalisés et encouragent une mise en œuvre fondée sur des données probantes[1].

Convention sur les armes à sous-munitions (CASM)

Adoptée en 2008, la Convention sur les armes à sous-munitions (CASM) interdit l'emploi, la production, le stockage et le transfert de ces armes. Elle comporte des obligations similaires à celles de la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel, exigeant des États parties qu'ils décontaminent les zones concernées, apportent une assistance aux victimes et assurent une éducation aux risques pour prévenir de nouveaux préjudices[2].

Déclaration politique sur l'utilisation d'armes explosives dans les zones peuplées (EWIPA)

La Déclaration politique sur le renforcement de la protection des civils contre les conséquences humanitaires découlant de l'utilisation d'armes explosives dans les zones peuplées a été formellement adoptée par 83 États le 18 novembre 2022. En mars 2025, 88 États l'avaient signée[3]. Bien qu'elle ne soit pas juridiquement contraignante, cette Déclaration constitue le premier instrument de ce type incitant les États à repenser leurs politiques et pratiques militaires afin de

[1] Voir : Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction, 1997.
[2] Voir : Convention sur les armes à sous-munitions, 2008.
[3] Voir : Déclaration politique sur le renforcement de la protection des civils contre les conséquences humanitaires découlant de l'utilisation d'armes explosives dans les zones peuplées, 2022. États signataires (mai 2025) : Albanie, Allemagne, Andorre, Argentine, Australie, Autriche, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Brésil, Bulgarie, Cabo Verde, Cambodge, Canada, Chili, Chypre, Colombie, Comores, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Danemark, El Salvador, Équateur, Espagne, États-Unis d'Amérique, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Guatemala, Guyane, Hongrie, Indonésie, Irlande, Islande, Italie, Japon, Kenya, Kiribati, Kosovo, Koweït, Laos, Libéria, Liechtenstein, Luxembourg, Macédoine du Nord, Madagascar, Malaisie, Malawi, Maldives, Malte, Maroc, Mexique, Monaco, Monténégro, Norvège, Nouvelle-Zélande, Palau, Palestine, Pérou, Philippines, Portugal, Qatar, République centrafricaine, République de Corée, République de Moldavie, République dominicaine, République tchèque, Roumanie, Royaume des Pays-Bas, Royaume hachémite de Jordanie, Royaume-Uni, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Marin, Saint-Siège, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Sénégal, Serbie, Sierra Leone, Slovaquie, Slovénie, Somalie, Suède, Suisse, Thaïlande, Togo, Türkiye, Uruguay. Voir : Liste des États signataires (en anglais).

limiter, voire d'éviter, l'emploi d'armes explosives dans les zones peuplées, où leur utilisation présente un risque particulièrement élevé d'atteintes aux civils. Si elle est pleinement mise en œuvre, cette déclaration peut considérablement atténuer les souffrances civiles et renforcer le respect du DIH[4].

Zone peuplée

Aux fins de l'interprétation et de l'application des engagements contenus dans la Déclaration, le terme « zones peuplées » est considéré comme synonyme de « concentration de civils », tel que défini dans le DIH [Article 1 du Protocole III annexé à la Convention de 1980 sur certaines armes classiques (CCAC)]. Cela désigne « toute concentration de civils, qu'elle soit permanente ou temporaire, telle qu'il en existe dans les parties habitées des villes ou dans les bourgs ou des villages habités ou comme celles que constituent les camps et les colonnes de réfugiés ou d'évacués, ou les groupes de nomades ». La simple présence de civils ou de biens à caractère civil, même en nombre réduit, constitue un critère déterminant pour limiter l'emploi de certaines armes[5].

Armes explosives

Les armes explosives sont des armes conventionnelles dont les effets s'étendent sur une zone donnée en raison du souffle et de la fragmentation générés par leur détonation. Elles incluent notamment les grenades, les obus de mortier ou d'artillerie, les bombes aériennes, les missiles, ainsi que les engins explosifs improvisés (EEI). Ces armes tuent, blessent et causent des destructions matérielles autour du point d'explosion. Elles peuvent être utilisées de différentes façons : certaines sont projetées manuellement, d'autres tirées depuis le sol ou larguées depuis les airs, et l'ampleur de leurs effets varie. De manière générale, ces armes peuvent causer plusieurs types de dommages, mais le danger pour les civils devient particulièrement élevé lorsque l'arme possède un large rayon d'impact[6] (en raison de la puissance de l'explosion, du manque de précision du vecteur et/ou de l'utilisation simultanée de plusieurs engins sur une vaste zone). De nombreuses études montrent que leur usage dans des zones peuplées accroît considérablement les pertes civiles, les traumatismes psychologiques, les dommages environnementaux, ainsi que les atteintes aux infrastructures essentielles[7]. Dans bien des cas, l'utilisation d'armes explosives laisse derrière elle des engins non explosés ou abandonnés, qui continuent à représenter une menace durable pour les civils bien après la fin des combats[8].

Engin explosif

Ce terme est interprété comme englobant les activités mises en œuvre dans le cadre de la lutte antimines pour traiter les munitions suivantes : mines, armes à sous-munitions, engins non explosés, engins explosifs abandonnés, pièges, autres dispositifs définis par le Protocole II modifié de la Convention sur certaines armes classiques (CCAC), et engins explosifs improvisés (EEI). Les EEI qui répondent à la définition des mines, pièges ou dispositifs similaires entrent dans le champ

[4] CICR, Explosive Weapons in Populated Areas – Factsheet, juin 2023, p. 4.
[5] Article 36, Implementing the Political Declaration on the use of Explosive Weapons in Populated Areas: key areas and implementing actions, novembre 2022, p. 3.
[6] Réseau international sur les armes explosives (INEW), A commitment to Act: Protecting Civilians from the Use of Explosive Weapons in Populated Areas, September 2015, p. 5.
[7] Human Rights Watch et International Human Rights Clinic, A Humanitarian Interpretation of the Political Declaration on the Use of Explosive Weapons in Populated Areas, octobre 2022, p. 13.
[8] NILAM 4.10, Glossary of mine action terms, definitions and abbreviations, Amendment 12, octobre 2024, p. 14.

de la lutte antimines lorsqu'ils sont neutralisés à des fins humanitaires, dans des zones où les hostilités actives ont cessé[9].

Effets directs et indirects

Les effets directs sont causés par une explosion, résultant de l'onde de souffle à haute pression et de la fragmentation de l'engin. Ils peuvent provoquer des morts, des blessures, des destructions de biens de caractère civil, la contamination par des engins explosifs, des déplacements de population et des traumatismes psychologiques. Les effets indirects, ou « effets dominos », découlent de ces premiers effets et entraînent souvent des dommages prolongés pour les civils, au-delà du moment et du périmètre immédiat de l'explosion. Par exemple, la destruction d'infrastructures civiles cruciales peut entraver l'accès à des services essentiels (comme l'éducation, les soins de santé, l'eau ou l'assainissement), entraînant à son tour des décès, des blessures et des souffrances humaines, à court comme à long terme, notamment des déplacements de population, la perte de moyens de subsistance, un ralentissement économique et financier, voire des dommages environnementaux causés par la dispersion de substances dangereuses[10].

Lutte antimines

La lutte antimines regroupe l'ensemble des activités visant à réduire l'impact social, économique et environnemental des mines, des armes à sous-munitions et des REG. Elle repose sur cinq piliers fondamentaux : la décontamination, l'éducation aux risques, l'assistance aux victimes, le plaidoyer et la destruction des stocks[11].

Éducation aux risques des engins explosifs (EREE)

L'éducation aux risques des engins explosifs (EREE) désigne les activités qui visent à réduire les risques de blessures causées par les engins explosifs, en sensibilisant les populations et en promouvant des comportements sûrs. Il s'agit d'une obligation reconnue tant par la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel que par la CASM, qui imposent aux États parties d'assurer une éducation aux risques dans les zones contaminées. Initialement déployée en contexte post-conflit pour accompagner les opérations de déminage humanitaire et favoriser la liaison avec les communautés, l'EREE est aujourd'hui de plus en plus utilisée dans les situations d'urgence ou de conflit actif, y compris dans les contextes EWIPA, où elle joue un rôle essentiel en fournissant des informations opportunes et exploitables afin de protéger les civils pendant les hostilités. L'EREE a également élargi son champ d'application au-delà des mines, des restes explosifs de guerre et des armes à sous-munitions, pour inclure un éventail plus large de menaces explosives non explicitement couvertes par la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel ou la CASM, telles que les engins explosifs improvisés (EEI), les armes légères et de petit calibre (ALPC) ou les risques chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires (CBRN). Cette évolution reflète la complexité croissante des conflits contemporains et souligne la nécessité de stratégies d'éducation plus flexibles, intégrées, et adaptées aux risques, aux phases du conflit et aux groupes vulnérables.

[9] NILAM 4.10, Glossary of mine action terms, definitions and abbreviations, Amendment 12, octobre 2024, p. 14.
[10] Définition adaptée de : Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement, Understanding Civilian Harm from the Indirect or Reverberating Effects of the Use of Explosive Weapons in Populated Areas: Strengthening Data Collection to Implement the Political Declaration, octobre 2024, p. 11.
[11] NILAM 4.10, Glossary of mine action terms, definitions and abbreviations, Amendment 12, octobre 2024, p. 23.

Préparation et protection en cas de conflit (PPC)

La préparation et protection en cas de conflit (PPC) est une approche initialement conçue pour compléter l'EREE, en prenant en compte un éventail plus large de risques liés aux conflits, au-delà des seuls dangers posés par les engins explosifs. Elle vise à anticiper et atténuer les menaces auxquelles les civils sont exposés avant, pendant et après les conflits. Conceptualisée par Norwegian People's Aid (NPA) à la fin des années 2010, cette approche a depuis été adoptée par d'autres acteurs de l'EREE afin de réduire les risques liés aux engins explosifs et aux violences armées. La PPC est conçue pour s'adapter aux réalités locales, en tenant compte des menaces propres à chaque contexte, notamment celles liées aux EWIPA, comme les tirs d'obus et les bombardements, ainsi que leurs conséquences directes : blessures physiques, traumatismes psychologiques, déplacements forcés, évacuations d'urgence, coupures de courant, incendies, séparation des familles, et exposition à des armes controversées ou non discriminantes, comme le phosphore blanc. Bien que son champ d'application et son rôle au sein des dispositifs humanitaires et de développement fassent encore l'objet de débats, les participants à l'atelier sur l'EREE/la PPC de juin 2025 ont souligné l'importance d'accroître l'adhésion à la PPC et son appropriation par l'ensemble des secteurs impliqués dans la protection des civils, aussi bien dans les contextes EWIPA que dans d'autres situations de conflit.

Résumé

Sauver des vies dans les zones de conflit : éducation aux risques et préparation aux conflits pour mieux protéger les civils dans les contextes EWIPA

Les civils vivant dans des zones de conflit à travers le monde sont confrontés aux conséquences dévastatrices de l'utilisation d'armes explosives dans les zones peuplées (EWIPA). Dans de nombreux contextes EWIPA, notamment à Gaza, au Liban, au Myanmar et en Ukraine, les communautés ont subi des dommages sans précédent, causés à la fois par l'impact direct et indirect des attaques à l'arme explosive, par des déplacements répétés ainsi que par l'effondrement des services de base. Les conflits actuels ont également donné lieu à des violations systématiques et répétées du droit international humanitaire (DIH), notamment des frappes visant des écoles, des hôpitaux et des abris, ainsi que l'utilisation de mines antipersonnel et d'armes à sous-munitions. Dans ce contexte, les États ayant signé la Déclaration politique sur le renforcement de la protection des civils contre les conséquences humanitaires découlant de l'utilisation d'armes explosives dans les zones peuplées, ainsi que ceux Parties à la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel et à la Convention sur les armes à sous-munitions (CASM), doivent faire preuve de leadership collectif pour honorer leurs engagements en matière de protection des civils et mettre en œuvre des mesures concrètes de réduction des risques, notamment en limitant ou en évitant le recours aux armes explosives dans les zones peuplées. La reconnaissance, l'allocation de ressources et l'intégration de l'éducation aux risques des engins explosifs (EREE) ainsi que de la préparation et protection en cas de conflit (PPC) en tant que composantes clés de la protection des civils constituent à la fois un impératif humanitaire et une obligation pour respecter les engagements juridiques et politiques pris par les États au titre du DIH, de la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel, de la CASM et de la Déclaration politique sur les EWIPA.

L'EREE et la PPC fournissent aux populations touchées des informations vitales, des outils pratiques et des stratégies de protection avant, pendant et après un conflit. Pourtant, malgré leur importance cruciale, la PPC reste peu reconnue dans les cadres d'intervention humanitaires et nationaux, tandis que l'EREE souffre fréquemment d'un sous-financement chronique. L'aggravation des conséquences humanitaires des EWIPA exige un changement radical dans la manière dont ces interventions sont envisagées, hiérarchisées et intégrées aux initiatives de protection et de préparation.

Les **recommandations clés suivantes** sont le fruit d'un processus de recherche et de consultation de six mois, validé lors d'un atelier multipartite en juin 2025. Elles forment un programme d'action destiné à orienter les États, les organisations des Nations Unies, les acteurs de l'EREE/de la PPC, les bailleurs et les autres parties prenantes concernées vers un renforcement efficace de la protection des civils dans les contextes EWIPA.

1. **L'usage des EWIPA est devenu une caractéristique centrale des conflits armés contemporains, exposant les civils à des niveaux de risque inacceptables. Pourtant, malgré l'urgence d'actions de préparation et de protection dans les zones de conflit, l'EREE et la PPC ne sont toujours pas intégrées de manière systématique, ni suffisamment financées au sein des dispositifs de coordination humanitaire, de protection et de préparation.** L'intégration systématique de l'EREE et de la PPC dans ces cadres s'avère cruciale pour limiter tant les effets immédiats que les conséquences à long terme des EWIPA sur les civils. La refonte du système humanitaire constitue une opportunité unique d'ancrer durablement l'EREE et la PPC dans les dispositifs de coordination et de préparation, tout en garantissant un financement accessible.

Bailleurs et États concernés, organisations des Nations Unies, acteurs de l'EREE/de la PPC:

- Exploiter les synergies entre la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel, la CASM et la Déclaration politique sur les EWIPA en renforçant la collecte, l'analyse et le partage de données sur l'utilisation des armes explosives, la contamination qui en résulte et les victimes civiles. Utiliser ces données pour mettre en évidence les effets directs et indirects des EWIPA, et pour orienter les mesures coordonnées de protection, de préparation et d'éducation aux risques, ainsi que les priorités en matière de remise à disposition des terres dans le cadre des engagements.

États, bailleurs, organisations des Nations Unies et acteurs de l'EREE/de la PPC:

- Promouvoir et garantir que l'EREE et la PPC soient pleinement reconnues, adéquatement financées et systématiquement mises en œuvre, en tant qu'éléments essentiels de la protection des civils dans les contextes EWIPA, à toutes les phases des conflits. Cela peut inclure l'élaboration et la mise en œuvre de plans nationaux ou régionaux intégrant des mesures concrètes de préparation pour protéger les civils contre les AE.

Groupe consultatif sur l'EREE et domaine de responsabilité de la lutte antimines (MA AoR)/Groupe mondial de la protection (GMP):

- En collaboration avec les États bailleurs, plaider en faveur de l'intégration systématique de l'EREE/de la PPC dans les fonds de financement commun pour les pays (CBPF), ainsi que dans les mécanismes bilatéraux de financement.

2. **L'absence de normes ou de directives internationales en matière de PPC nuit à la cohérence des programmes et limite leur ancrage institutionnel. Il est impératif de concevoir collectivement des lignes directrices flexibles et adaptées au contexte en matière de PPC, en s'appuyant sur des pratiques ayant fait leurs preuves sur le terrain dans les domaines de l'EREE, de la réduction des risques de catastrophes (RRC) et d'autres secteurs.**

Groupe consultatif sur l'EREE, MA AoR/GMP:

- Rédiger, traduire et diffuser une directive mondiale sur l'EREE/la PPC adaptée aux situations d'urgence, y compris aux contextes EWIPA. Une Note technique sur l'éducation aux risques des engins explosifs pourrait fournir des orientations spécifiques et utiles pour le secteur de la lutte antimines.

3. **Intervenir dans les contextes EWIPA accroît fortement les risques d'accès et de sécurité pour les acteurs de l'EREE/la PPC, soulignant la nécessité de protocoles de sûreté et de sécurité renforcés et, dans certains cas, d'un dialogue avec les acteurs armés afin de garantir un accès sécurisé.**

États:

- Les États concernés doivent collaborer avec les acteurs compétents pour faciliter la mise en œuvre de l'EREE/de la PPC. Les États tiers, qui ne sont pas impliqués dans le conflit ou qui ne sont pas touchés par celui-ci, doivent mobiliser leurs canaux diplomatiques afin de négocier l'accès à ces services.

États bailleurs organisations des Nations Unies et acteurs de l'EREE/de la PPC:

- Fournir un soutien financier pour renforcer la gestion des risques sécuritaires et mettre en place des mesures de protection spécifiques aux EWIPA pour le personnel et les partenaires locaux et internationaux. Cela inclut des protocoles de sécurité adaptés, un soutien psychosocial, ainsi qu'un équipement et une assurance appropriés.

Forces armées étatiques et/ou groupes armés non étatiques:

- En dernier recours, lorsque l'accès aux populations touchées est compromis, faciliter et soutenir l'intégration de messages relatifs à l'EREE/à la PPC.

4. **Dans des environnements instables et en constante évolution, les populations touchées sont confrontées à une multitude de risques croisés, exacerbés par la convergence de divers facteurs de vulnérabilité. La détresse psychologique, les traumatismes ou la banalisation de la menace peuvent altérer la capacité des individus à comprendre, intégrer et retenir les messages. Certains groupes présentent une vulnérabilité accrue dans les contextes EWIPA, en particulier les enfants et les personnes handicapées. Les acteurs communautaires sont souvent les mieux placés pour concevoir et adapter les messages de manière collaborative, maintenir des boucles de rétroaction efficaces et en assurer la diffusion, y compris dans des zones inaccessibles à d'autres intervenants. Il est essentiel d'investir sur le long terme dans des modes de diffusion discrets et peu technologiques.**

Acteurs de l'EREE/de la PPC, organisations des Nations Unies et autorités nationales de lutte antimines (ANLAM):

- Mettre en œuvre des initiatives ciblées de collecte de données désagrégées par handicap, genre et âge (HGA), ainsi que selon d'autres dimensions de la diversité susceptibles d'entraîner des vulnérabilités croisées, afin de mieux répondre aux besoins spécifiques de ces groupes dans le cadre des programmes d'EREE et de PPC. Dans la mesure du possible, collaborer avec des parties prenantes possédant une expertise approfondie et des connaissances spécifiques sur les dimensions HGA.

Acteurs de l'EREE/de la PPC:

- Encourager l'appropriation communautaire de l'EREE/de la PPC en mobilisant les réseaux locaux pour co-construire et adapter les messages, tester les contenus et les supports, mettre en place des boucles de rétroaction afin d'en garantir la pertinence dans le temps et assurer leur pérennité au moyen de méthodes simples, peu coûteuses, discrètes et adaptées à des environnements instables et à haut risque.

5. **L'amélioration de la qualité des données et de leur utilisation est essentielle pour éclairer les programmes d'EREE/de PPC. Toutefois, des défis persistants continuent de freiner la collecte et l'exploitation de données pertinentes, contextuelles et inclusives. Le renforcement des protocoles de collecte ainsi que la promotion d'une collaboration intersectorielle peuvent permettre de mettre en œuvre des interventions plus ciblées, plus réactives et plus crédibles. Une analyse approfondie et sensible aux dynamiques conflictuelles devrait alimenter cette base de données afin de garantir que les programmes restent adaptés au contexte, évitent d'exacerber les tensions et ne causent aucun préjudice.**

Acteurs de l'EREE/de la PPC, MA AoR/GMP:

- Prendre l'initiative de rationaliser les sources et les produits de données afin de garantir leur précision, leur qualité et leur fiabilité, tout en les rendant plus accessibles aux autres acteurs

et parties prenantes, afin de soutenir une prise de décision et une programmation fondées sur des données probantes. Identifier les sources de données existantes pertinentes pour l'EREE/la PPC et élaborer des protocoles de partage pour améliorer l'interopérabilité et assurer un accès rapide à des informations spécifiques au contexte en vue de la planification des programmes.

Acteurs de l'EREE/de la PPC, MA AoR/GMP et organisations des Nations Unies:

- Donner la priorité à une analyse systématique de la sensibilité aux conflits dans la conception et l'adaptation des programmes d'EREE/de PPC, et y allouer les ressources nécessaires. Utiliser ces analyses pour guider la prise de décision, renforcer la redevabilité et ajuster les programmes afin d'éviter tout effet néfaste involontaire.

6. **Le déploiement efficace de l'EREE et de la PPC nécessite des investissements accrus dans la main-d'œuvre. Les acteurs locaux et nationaux, souvent en première ligne de l'aide, se heurtent encore à des insuffisances en matière de formation, d'appui technique et de gestion de la qualité. Il est essentiel d'évoluer vers un développement structuré des compétences, un appui technique réactif et un renforcement des capacités nationales, afin d'assurer des programmes cohérents, flexibles et adaptés au contexte.**

Acteurs de l'EREE/de la PPC, MA AoR/GMP:

- Donner la priorité au renforcement durable des capacités des OSC nationales et locales, en particulier dans les contextes à haut risque ou présentant des contraintes d'accès. Documenter et diffuser les approches concrètes ayant démontré leur efficacité pour améliorer l'action locale, la formation ou l'assurance qualité dans des contextes difficiles, afin d'en faciliter la reproduction à plus grande échelle.

ANLAM, autorités nationales extérieures au secteur de la lutte antimines, acteurs de l'EREE/de la PPC et organisations des Nations Unies:

- Renforcer la coordination nationale et le leadership technique en soutenant les ANLAM dans l'alignement de la mise en œuvre de l'EREE/de la PPC avec les dispositifs de préparation et de protection en situation d'urgence. Encourager des formations conjointes, l'adoption de normes de qualité harmonisées et une collaboration étroite avec les ministères clés (Santé, Éducation, Protection civile, etc.) afin de garantir des interventions cohérentes, adaptées au contexte et mises en œuvre à grande échelle.

7. **L'intégration de l'EREE et de la PPC dans des domaines plus larges de la lutte antimines et de l'aide humanitaire (tels que la santé, l'éducation, l'hébergement et les services de SMSPS) peut considérablement accroître la portée et la pertinence de ces actions, en particulier dans les premières phases de réponse à une crise. Un renforcement du positionnement de l'EREE/de la PPC au sein des dispositifs de coordination intersectorielle est nécessaire afin de permettre une planification conjointe et un financement mutualisé avec d'autres secteurs.**

Acteurs de l'EREE/de la PPC, organisations des Nations Unies et ANLAM:

- Renforcer les synergies entre l'EREE/la PPC et l'assistance aux victimes, afin que les survivants d'armes explosives bénéficient du même accompagnement et des mêmes services que les survivants d'EE, tout en consolidant les avancées vers la mise en œuvre de la Convention relative aux droits des personnes handicapées.

OCHA, organisations des Nations Unies concernées et acteurs de l'EREE/de la PPC:

- Intégrer systématiquement l'EREE et la PPC dans les dispositifs d'intervention rapide et les plans d'urgence interorganisations, afin de garantir que les messages de prévention parviennent aux communautés exposées dès les premiers stades des situations d'urgence, notamment dans les contextes EWIPA.

Acteurs de l'EREE/de la PPC, organisations des Nations Unies, MA AoR/GMP:

- Former les autres acteurs humanitaires, y compris les organisations locales, à l'EREE/à la PPC afin d'intégrer ces dimensions dans la fourniture d'une aide ou d'une protection plus globale (par exemple, distributions alimentaires, SMSPS, cliniques mobiles).

8. **Les acteurs locaux et nationaux jouent un rôle de premier plan dans l'EREE/de la PPC dans de nombreux contextes à haut risque. Leur rôle moteur à long terme, en particulier celui des organisations intégrant les dimensions HGA et dirigées par des survivants, doit être soutenu par des partenariats équitables, une inclusion réelle et des investissements durables. Ces initiatives peuvent aussi renforcer les synergies avec les programmes mondiaux de protection et de consolidation de la paix, comme le programme pour les femmes et la paix et la sécurité, tout en s'alignant sur les engagements pris dans le cadre de la Déclaration politique, de la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel et de la CASM.**

États et ANLAM:

- Mettre en place des dispositifs de suivi et d'information sur les progrès accomplis en matière de coopération et d'assistance dans le domaine de l'EREE/de la PPC, conformément aux obligations prévues par la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel et la CASM, ainsi qu'aux engagements formulés aux paragraphes 4.6 et 4.7 de la Déclaration politique. Cela implique notamment de favoriser la participation active des acteurs locaux, de promouvoir des partenariats inclusifs, et de documenter les initiatives visant à renforcer l'appropriation nationale et la pérennité des actions.

États bailleurs et organisations des Nations Unies:

- Favoriser l'ancrage local en mettant en place des sources de financement permettant d'orienter des ressources vers les acteurs communautaires, notamment grâce à des dispositifs simplifiés de subventions redistribuées. Donner la priorité à un financement flexible et pluriannuel des initiatives communautaires en matière d'EREE/de PPC dans les contextes EWIPA.

Ce rapport (ainsi que les recommandations qu'il formule) témoigne du courage, de l'adaptabilité et de la perspicacité des acteurs internationaux, nationaux et locaux, des travailleurs de première ligne, ainsi que des membres des communautés intervenant dans certains des conflits contemporains les plus périlleux. Leurs voix, ainsi que les enseignements concrets tirés de leur expérience, méritent une attention urgente. Le renforcement de l'EREE et de la PPC a pour objectif non seulement de réduire les préjudices, mais aussi de défendre le droit des civils à se préparer, à se protéger et à renforcer leur résilience face aux conflits.

Introduction et méthodologie

Introduction

Ces dernières années, l'utilisation d'armes explosives dans les zones peuplées (EWIPA) et le ciblage d'infrastructures essentielles ont eu des conséquences humanitaires dévastatrices. Les civils représentent la grande majorité des personnes tuées et blessées, et les survivants doivent souvent faire face à des problèmes de santé physique et mentale persistants. Les dommages causés aux infrastructures essentielles perturbent davantage encore l'accès aux soins de santé, à l'éducation et aux services publics, tandis que les déplacements de population et la perte des moyens de subsistance ont des effets particulièrement graves sur les personnes handicapées, les personnes âgées et les enfants[12].

En réponse, 88 États ont désormais signé la Déclaration politique sur le renforcement de la protection des civils contre les conséquences humanitaires découlant de l'utilisation d'armes explosives dans les zones peuplées, adoptée pour la première fois en novembre 2022[13]. Bien qu'elle ne soit pas juridiquement contraignante, cette Déclaration réaffirme les obligations existantes en matière de DIH et de droits humains, et appelle à la mise en œuvre de mesures concrètes pour limiter les atteintes aux civils, notamment en restreignant l'usage des armes explosives dans les zones peuplées.

Pour soutenir sa mise en œuvre, HI, Article 36 et Insecurity Insight ont lancé en 2023 un projet de deux ans, avec le soutien de la DG ECHO et du ministère norvégien des Affaires étrangères. Ce projet aborde quatre enjeux humanitaires majeurs dans les contextes EWIPA : la sécurité et l'accès humanitaire ; l'accès aux soins de santé ; l'EREE et la PPC ; ainsi que les besoins des groupes vulnérables. Sur ces thématiques, les défis restent importants, et il est urgent de renforcer la sensibilisation, d'adopter une approche stratégique ciblée et de mettre en œuvre des actions concrètes[14].

Le présent rapport se concentre sur le rôle de l'EREE et de la PPC dans l'atténuation des dommages et le renforcement de la résilience des populations civiles. Il examine comment ces approches peuvent contribuer à la protection des civils avant, pendant et après un conflit, conformément aux engagements opérationnels de la Déclaration, en particulier ceux liés à la lutte antimines et à l'éducation aux risques.

Cette recherche s'appuie sur une analyse documentaire, l'examen de données, des entretiens et un atelier multipartite organisé à Bruxelles (11–12 juin 2025), avec un accent particulier sur Gaza, le

[12] Handicap International – Humanité & Inclusion, Hors d'atteinte : L'impact des armes explosives en Ukraine – Focus sur les zones difficiles d'accès, février 2024, p. 2 ; et Comité international de la Croix-Rouge, Explosive Weapons with Wide Area Effects: a Deadly Choice in Populated Areas, janvier 2022, p. 24.

[13] Bureau des affaires de désarmement, Déclaration politique sur le renforcement de la protection des civils contre les conséquences humanitaires découlant de l'utilisation d'armes explosives dans les zones peuplées et List of Endorsing States, en date du 20 janvier 2025.

[14] Voir les rapports d'atelier de HI sur l'accès humanitaire sûr et fondé sur des principes (mai 2024) et le renforcement de l'accès aux soins de santé (janvier 2025). Une quatrième étude, consacrée aux groupes vulnérables et à leurs besoins spécifiques, sera menée ultérieurement en 2025. Le présent rapport de recherche met en lumière certaines lacunes spécifiques dans la prise en compte des besoins des personnes présentant des vulnérabilités croisées en matière d'EREE/de PPC. Nous espérons que la quatrième étude permettra de formuler des recommandations à cet égard.

Liban, le Myanmar et l'Ukraine[15]. Elle met en évidence les lacunes dans la mise en œuvre, recense des pratiques prometteuses et formule des recommandations concrètes, offrant ainsi une feuille de route aux États, aux organisations des Nations Unies, aux acteurs de l'EREE/de la PPC et à d'autres parties prenantes pour faire progresser la mise en œuvre de la Déclaration politique et renforcer la protection des civils dans les contextes EWIPA.

Aperçu de la méthodologie

Cette recherche a été guidée par six questions clés, déterminées par HI et les consultantes. Ces questions portaient sur les difficultés de mise en œuvre de l'EREE/de la PPC dans les contextes EWIPA, l'identification des groupes à risque, le renforcement des synergies intersectorielles, le développement des capacités locales et nationales, la promotion du leadership et de la participation de la société civile (en particulier en lien avec le handicap, le genre et l'âge [HGA], ainsi qu'avec d'autres groupes divers), et sur l'intégration de l'EREE et de la PPC. Les dimensions HGA ont été intégrées tout au long de la recherche. Dans la mesure du possible, les données ont été ventilées par handicap, genre et âge, et les personnes interrogées ont été sélectionnées de manière à refléter la diversité des vécus. Une approche intersectionnelle a été adoptée pour explorer la manière dont les facteurs interconnectés liés aux dimensions HGA influençaient l'accès à l'EREE/à la PPC, ainsi que leur mise en œuvre, même si la disponibilité des données variait selon les contextes.

Une approche mixte a été utilisée pour garantir des résultats robustes, fondés sur des données probantes. Les méthodes employées comprenaient notamment :

- Une analyse documentaire approfondie de plus de 50 ressources, incluant des rapports, des articles de presse et les conclusions du groupe de travail sur l'éducation aux risques en contexte d'urgence du Groupe consultatif sur l'EREE[16].
- Des données quantitatives fournies par NPA, couvrant les types d'incidents et d'armes, la répartition géographique ainsi que les données sur les victimes (ventilées par genre et par âge, dans la mesure du possible)[17]. D'autres données supplémentaires, mentionnées dans le présent rapport, ont été recueillies dans le cadre de cette analyse documentaire, notamment auprès de sources telles que l'Observatoire des armes explosives et l'Observatoire des mines et des armes à sous-munitions.
- Quarante-deux entretiens semi-dirigés menés auprès de parties prenantes aux niveaux mondial et national (25 femmes et 17 hommes), sélectionnées au moyen d'un échantillonnage boule de neige ciblé. Les personnes interrogées représentaient des bailleurs, des organisations des Nations Unies, des ONGI, des autorités nationales ainsi que des OSC présents à Gaza, au Liban, au Myanmar et en Ukraine. Vingt-huit de ces entretiens ont été conduits au niveau national, auprès de 14 membres du personnel national et 14 membres du personnel international issus de diverses organisations. Tous les entretiens ont été menés sur la base du consentement éclairé et dans un cadre confidentiel. Ils ont constitué une source précieuse d'informations qualitatives, incluant des citations directes illustrant les principaux défis, pratiques et recommandations présentés dans ce rapport. Ce

[15] Voir : Handicap International – Humanité & Inclusion, Saving Lives in Conflicts: Risk Education and Conflict Preparedness to Protect Civilians in EWIPA contexts, juin 2025.

[16] Au début de l'année 2024, le Groupe consultatif sur l'EREE a mis en place un groupe de travail sur l'éducation aux risques en contexte d'urgence, afin de fournir des conseils sur la mise en œuvre de l'EREE et de la PPC dans ces contextes. Ce groupe, composé de représentants d'organisations de lutte antimines et de protection, a été créé pour répondre à des menaces spécifiques telles que les conflits armés, les catastrophes naturelles et l'utilisation d'armes incendiaires.

[17] Les données partagées par NPA ont été essentiellement collectées et analysées par l'organisation elle-même, à partir d'informations en libre accès fournies par l'ACLED, ainsi que de données spécialisées provenant de Fenix Insight.

travail qualitatif reflète également une volonté délibérée de donner la parole aux acteurs humanitaires, en particulier à ceux qui travaillent directement dans les contextes EWIPA. Leurs témoignages offrent une compréhension essentielle des réalités du terrain dans ces contextes, et constituent une base solide pour un plaidoyer plus éclairé, fondé et percutant.

- Un atelier multipartite qui s'est tenu à Bruxelles les 11 et 12 juin 2025, rassemblant 38 participants issus de divers secteurs[18]. Cet atelier s'appuyait sur des études de cas, des débats d'experts et des groupes de travail pour examiner et valider les résultats. L'un de ses principaux aboutissements a été la formulation de recommandations concrètes et réalisables destinées aux parties prenantes, en vue de renforcer l'EREE et la PPC dans les contextes EWIPA. Ces recommandations ont été affinées et intégrées tout au long du rapport.

Études de cas et contextes

Selon l'Observatoire des armes explosives, *« les forces armées étatiques auraient causé des préjudices à des populations civiles par l'usage d'armes explosives dans plus de 1 000 incidents, répartis dans quatre contextes d'utilisation »*[19]. Les territoires concernés sont le Liban, le Myanmar, la Palestine et l'Ukraine. Dans le cadre de cette recherche, la bande de Gaza a été retenue comme étude de cas représentant la Palestine, aux côtés du Liban, du Myanmar et de l'Ukraine, afin d'illustrer les différents contextes EWIPA dans lesquels l'EREE et la PPC sont mises en œuvre. Chacun de ces contextes présente des profils de risque distincts, ainsi que des défis spécifiques en matière d'opérations, de coordination et de parties prenantes. Les résultats sont présentés à la section 1.2, et des exemples supplémentaires sont fournis dans des encadrés tout au long du rapport.

[18] Trois participants ont pris part à l'atelier en ligne, présentant leurs expériences à Gaza ainsi que dans d'autres contextes.

[19] Observatoire des armes explosives, Explosive Weapons Monitor 2024, mai 2025, p. 5.

I. Principes d'intervention : adapter l'EREE/la PPC aux réalités des contextes EWIPA

1.1 Évolution des menaces et conséquences pour l'EREE et la PPC

> *« Nous voyons des villages entiers détruits, des personnes qui tentent de rentrer chez elles et qui retrouvent leur domicile contaminé, leurs champs minés, leurs écoles et leurs hôpitaux bombardés. Le niveau de destruction dépasse tout ce que l'on peut imaginer, et pourtant la population est obligée de s'adapter, de survivre dans cette réalité. » ONGI, oblast de Kharkiv, Ukraine*[20]

L'utilisation d'armes explosives dans les zones peuplées (EWIPA) est devenue une caractéristique centrale des conflits armés contemporains, avec des conséquences dévastatrices pour les populations civiles. En 2024, selon l'Observatoire des armes explosives[21], les civils de 11 pays et territoires (notamment l'Éthiopie, le Liban, le Mali, le Myanmar, le Nigéria, la Palestine, la République démocratique du Congo, le Soudan, la Syrie, l'Ukraine et le Yémen) ont été gravement touchés par l'utilisation d'armes explosives. Les attaques à l'arme explosive dans les zones peuplées violent les principes fondamentaux de protection des civils établis par le droit international et soulignent l'urgence de mettre en œuvre la Déclaration politique sur les EWIPA.

La Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel et la Convention sur les armes à sous-munitions (CASM) reconnaissent toutes deux l'éducation aux risques comme une obligation légale pour les États parties. En vertu de l'article 5 de la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel et de l'article 4 de la CASM, les États concernés sont tenus de prendre toutes les mesures nécessaires et appropriées pour informer et alerter les civils sur les dangers posés par les mines, les armes à sous-munitions et les REG, notamment par le biais de l'éducation aux risques. Ces obligations renforcent la nécessité impérieuse de fournir une EREE opportune, inclusive et efficace, dans le cadre de stratégies de protection plus larges. Dans les contextes touchés par les armes à sous-munitions, les mines antipersonnel et autres AE, l'intégration de l'EREE dans les mesures de préparation aux conflits contribue au respect de ces engagements juridiques tout en renforçant la sécurité des populations civiles dans des environnements à haut risque. Le plan d'action de Siem Reap-Angkor 2025-2029 de la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel prévoit la mise en œuvre de programmes d'éducation et de réduction des risques, y compris « *dans les situations d'urgence et en cas de découverte de zones nouvellement minées* »[22]. Ce regain d'attention traduit une réalité opérationnelle de plus en plus marquée : l'EREE doit pouvoir être déployée, notamment lorsque les opérations d'enquête ou de déminage ne sont pas encore possibles. Cela confirme le rôle central de l'EREE comme mesure de protection primaire dans les contextes EWIPA.

[20] Entretien du 8 avril 2025.
[21] Observatoire des armes explosives, Explosive Weapons Monitor 2024, mai 2025, p. 4.
[22] Draft Siem Reap-Angkor Action Plan 2025-2029, Fifth Review Conference of the APMBC States Parties, novembre 2024, p. 11.

La section opérationnelle de la Déclaration politique sur les EWIPA invite les États à élaborer et à mettre en œuvre des politiques nationales de protection des civils dans le cadre de conflits armés impliquant l'utilisation d'armes explosives (section 3, paragraphe 3.1). Le paragraphe 3.5 met également en avant la lutte antimines et souligne que l'éducation aux risques constitue un levier essentiel de protection des civils, en particulier « *après la fin des hostilités actives* »[23]. Bien que la Déclaration constitue un cadre normatif essentiel, les programmes d'EREE et de PPC sont désormais mis en œuvre avec une fréquence et une urgence accrues, non seulement après les conflits, mais aussi en amont et au cours des hostilités, dans le cadre de stratégies globales de préparation et de réponse.

Cette évolution répond à la complexité croissante des contextes EWIPA : qu'ils soient urbains ou ruraux, les frontières entre infrastructures civiles et militaires, ainsi qu'entre les différentes phases du conflit, sont de plus en plus floues. Dans les études de cas, des violations du droit international humanitaire, des ruptures de cessez-le-feu et l'absence de zones sécurisées désignées ont été signalées et documentées, exposant les civils et les acteurs humanitaires à une incertitude persistante quant aux lieux et comportements encore considérés comme sûrs. À cela s'ajoutent les attaques directes contre les acteurs humanitaires : rien qu'en 2024, des armes explosives ont été utilisées lors d'attaques visant l'aide humanitaire dans 16 pays et territoires, près de 90 % de ces incidents ayant été recensés à Gaza, selon l'Observatoire des armes explosives[24].

Parallèlement, la dynamique des conflits évolue rapidement, avec l'intensification des tirs d'obus, des attaques de drones, des bombardements aériens, et le recours à des armes conventionnelles, interdites ou controversées, telles que les mines, les armes à sous-munitions, le phosphore blanc ou les engins explosifs improvisés (EEI). Ces évolutions accentuent les atteintes aux civils, compromettent l'accès humanitaire et mettent en évidence les limites des dispositifs actuels de protection. Dans ce contexte, les programmes d'EREE et de PPC doivent être proactifs, agiles et capables de s'adapter en temps réel à l'évolution des risques et à la contraction de l'espace humanitaire. Cela suppose notamment de prendre en compte les nouveaux systèmes d'armes, la mobilité des lignes de front, ainsi que la destruction d'habitations, d'écoles, d'abris et d'espaces communautaires qui servaient auparavant de lieux de prestation sûrs.

L'absence de directives spécifiques et de normes concernant la PPC, qui reste une approche relativement récente dans les secteurs de la lutte antimines et de la protection, rend les opérations encore plus complexes. Cela génère une incertitude quant aux messages à diffuser, notamment concernant les lieux sûrs à privilégier et les comportements à adopter à proximité des infrastructures lors d'incidents explosifs. On observe également des lacunes dans la couverture, ainsi que des disparités en termes de qualité et d'adaptation contextuelle des contenus. Une revue exploratoire récente a révélé l'ampleur de ce défi, mettant en lumière de fortes disparités et des lacunes dans les recommandations relatives à la mise à l'abri lors d'événements explosifs[25]. La création du groupe de travail sur l'éducation aux risques en contexte d'urgence du Groupe consultatif sur l'EREE, début 2024, vise à combler partiellement ces lacunes en proposant des orientations coordonnées, en favorisant une compréhension commune de la PPC, et en soutenant des approches harmonisées entre acteurs et contextes.

[23] Section 3, paragraphe 3.5. L'intégration de l'éducation aux risques dans la Déclaration est le fruit des efforts de plaidoyer menés par des organisations telles que HI, NPA, l'UNICEF et le Groupe consultatif sur l'EREE.
[24] Observatoire des armes explosives, Explosive Weapons Monitor 2024, mai 2025, p. 5.
[25] Alexandra Christine Hansen et *al.*, Civilian Sheltering Guidelines for Explosive Weapons in Populated Areas: A Scoping Review, *Disaster Medicine and Public Health Preparedness*, vol. 19, mai 2025.

Recommandations – Programme d'action

États signataires de la Déclaration politique sur les EWIPA, ainsi que les États parties à la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel et à la CASM

- Utiliser l'ensemble des voies diplomatiques, politiques et juridiques disponibles pour faire respecter le DIH et renforcer la protection des civils.

Bailleurs et États concernés, organisations des Nations Unies et acteurs de l'EREE/de la PPC

- Exploiter les synergies entre la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel, la CASM et la Déclaration politique sur les EWIPA, en améliorant la collecte, l'analyse et le partage de données sur l'utilisation des armes explosives, la contamination qui en résulte, ainsi que sur les victimes civiles. Utiliser ces données pour mettre en lumière les effets directs et indirects des EWIPA, et pour orienter les mesures coordonnées de protection, de préparation et d'éducation aux risques, ainsi que les priorités de remise à disposition des terres dans le cadre des engagements pris.

États, bailleurs, organisations des Nations Unies et acteurs de l'EREE/de la PPC

- Promouvoir et garantir que l'EREE et la PPC soient pleinement reconnues, suffisamment financées et systématiquement mises en œuvre, en tant qu'éléments essentiels de la protection des civils dans les contextes EWIPA, et ce à toutes les étapes des conflits. Cela peut inclure l'élaboration et la mise en œuvre de plans nationaux ou régionaux intégrant des mesures concrètes de préparation destinées à protéger les civils contre les AE.

1.2 Enseignements tirés des études de cas sur les EWIPA

Dans les quatre contextes étudiés (Gaza, le Liban, le Myanmar et l'Ukraine), l'usage indiscriminé d'armes explosives a causé un grand nombre de victimes civiles, perturbé les services essentiels, provoqué des déplacements répétés et engendré des besoins de protection et de relèvement à long terme, notamment des traumatismes, des blessures et l'effondrement d'infrastructures cruciales[26].

En 2024, 26 pays et territoires touchés par les armes explosives avaient signé la Déclaration politique. Parmi eux, la Palestine a été le contexte le plus gravement touché, représentant près de deux tiers des décès de civils causés par des armes explosives dans le monde[27].

Ces études de cas illustrent de manière concrète la façon dont les EWIPA affectent les civils et transforment l'environnement opérationnel de l'EREE/de la PPC. Chacune met en évidence des types de conflits distincts (par exemple, internationaux ou non), des difficultés d'accès spécifiques, ainsi qu'une variété d'atteintes aux civils. Le présent rapport s'appuie à la fois sur des conclusions qualitatives et sur les données relatives aux incidents et aux victimes fournies par NPA, mettant en

[26] Bien que cette recherche se concentre sur quatre études de cas, l'impact des armes explosives a également été documenté dans d'autres contextes EWIPA, notamment en Iraq, en Syrie et au Yémen. Voir par exemple : Handicap International – Humanité & Inclusion, Reconstruction impossible : Impact de la contamination liée aux engins explosifs sur les populations touchées en Irak, septembre 2021 ; The Waiting List: Addressing the immediate and long-term needs of victims of explosive weapons in Syria, septembre 2019 ; Explosive Weapons in Populated Areas (EWIPA), Contamination and Mine Action in Syria, novembre 2024 ; Des civils condamnés à mort : Impact durable des armes explosives dans les zones peuplées au Yémen, mai 2020 ; Mwatana et PAX, Not a single body in one piece: How civilian harm from explosive weapons in Yemen calls for immediate action, décembre 2022.

[27] Observatoire des armes explosives, Explosive Weapons Monitor 2024, mai 2025, p. 4.

lumière les schémas d'utilisation des armes explosives et leur répartition géographique[28]. Il existe inévitablement des écarts avec les chiffres sur les victimes rapportés par les autorités nationales ou les organisations des Nations Unies, ces dernières incluant tous les morts et blessés liés au conflit, alors que l'ensemble des données présenté ici se limite aux victimes directement causées par des armes explosives[29].

Malgré leurs limites, ces données offrent un aperçu indispensable de l'impact direct des armes explosives sur les civils. Elles soulignent à la fois l'urgence de renforcer la protection des populations civiles et la nécessité de collecter des données désagrégées de manière systématique, comme le préconise la Déclaration politique[30]. Elles rappellent également que les États, en particulier ceux qui ont signé la Déclaration ou qui sont parties à des traités de désarmement, ont la responsabilité de faire respecter le DIH, de condamner l'emploi indiscriminé d'armes explosives et de garantir l'obligation de rendre des comptes. Cette démarche doit s'accompagner d'une action mondiale pérenne, soutenue par le rôle essentiel de la société civile dans le suivi des violations, la promotion du changement et l'amplification des voix des communautés touchées.

[28] Données fournies par NPA. Les chiffres sont basés sur des données compilées et analysées par NPA à partir de deux sources principales : les ensembles de données de l'ACLED et de Fenix Insight. Les cartes et les schémas ont été élaborés par les consultantes en charge de ce rapport. Les ensembles de données couvraient les périodes suivantes : du 10 juillet 2023 au 5 février 2025 pour le Liban ; du 2 janvier 2021 au 4 avril 2025 pour le Myanmar ; du 10 juillet 2023 au 16 mai 2025 pour la Palestine ; et du 24 février 2022 au 16 mai 2025 pour l'Ukraine.

[29] Par exemple, le 14 mai 2025, le ministère de la Santé de Gaza a indiqué qu'au moins 52 928 Palestiniens avaient perdu la vie et 119 846 avaient été blessés. En Ukraine, le Haut-Commissariat aux droits de l'homme (HCDH) a fait état d'au moins 12 654 civils tués et 29 392 blessés entre février 2022 et février 2025. Voir : Bureau de la coordination des affaires humanitaires, Humanitarian Situation Update #288 | Gaza Strip, 14 mai 2025 ; et Haut-Commissariat aux droits de l'homme, Factsheet: Three years since the full-scale invasion of Ukraine, février 2025.

[30] Les paragraphes 1.8, 4.2 et 4.3 de la Déclaration politique encouragent les États à collecter, désagréger (par genre et par âge lorsque cela est possible) et à publier les données sur les effets directs et indirects des armes explosives dans les zones peuplées. Ces données sont destinées à éclairer les politiques de réduction des risques, à soutenir les enquêtes et l'obligation de rendre des comptes, et à faciliter le travail des Nations Unies, du CICR et des acteurs de la société civile.

Étude de cas - Gaza, Palestine

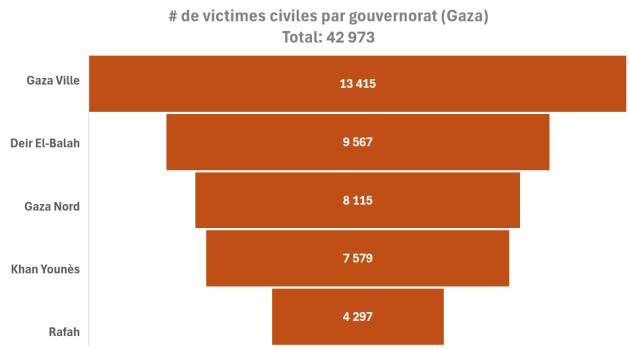

Figure 1. Nombre de victimes civiles par district de Gaza. Source : NPA.

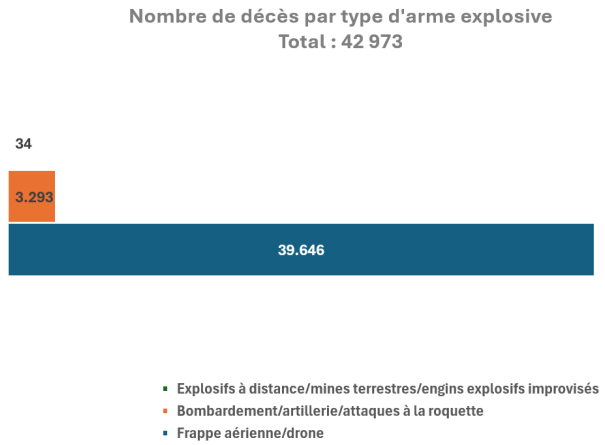

Figure 2. Nombre de décès par type d'arme explosive à Gaza. Source : NPA.

« Gaza est l'un des contextes d'intervention les plus complexes pour les humanitaires. À commencer, bien sûr, par les restrictions de circulation, sans oublier que certains acteurs se voient parfois refuser l'accès au territoire. […] Le nord de Gaza a été, et demeure, la cible des opérations militaires les plus intenses et les plus destructrices, y compris le pilonnage systématique de l'ensemble des axes routiers. » – ONGI, Gaza et Cisjordanie, Palestine[31]

Gaza figure parmi les contextes EWIPA les plus critiques au monde, caractérisé par le recours intensif et prolongé aux armes explosives par Israël dans des zones à forte densité de population.

Israël a déclaré avoir mené quelque 40 000 frappes aériennes entre octobre 2023 et octobre 2024. Des estimations indiquent que 5 à 10 % des munitions utilisées n'auraient pas explosé, créant un danger durable pour la population civile[32]. Plus de 90 % des habitants ont été déplacés, souvent à plusieurs reprises, tandis que 66 % des infrastructures ont subi des dommages, dont 92 % des habitations civiles. Cette destruction généralisée a généré environ 50 millions de tonnes de décombres, entravant les déplacements et l'accès humanitaire[33].

Les données disponibles sur les atteintes aux civils illustrent l'intensité de la violence, la létalité disproportionnée de certaines armes et la nécessité urgente de placer la protection et la préparation au cœur des réponses dans les environnements urbains

[31] Entretien du 8 avril 2025.
[32] Reuters, Gazans survive among unexploded bombs, 17 avril 2024.
[33] Human Rights Watch, Questions and Answers on Israel's Use of White Phosphorus in Gaza and Lebanon, 12 octobre 2023 ; Observatoire des armes explosives, Fragments: Explosive Weapons Monitor Quarterly, vol. 2, n° 4, décembre 2024, p. 2 ; et Nations Unies, Gaza: Destruction of vital lifting gear halts search for thousands buried under rubble, 22 avril 2025.

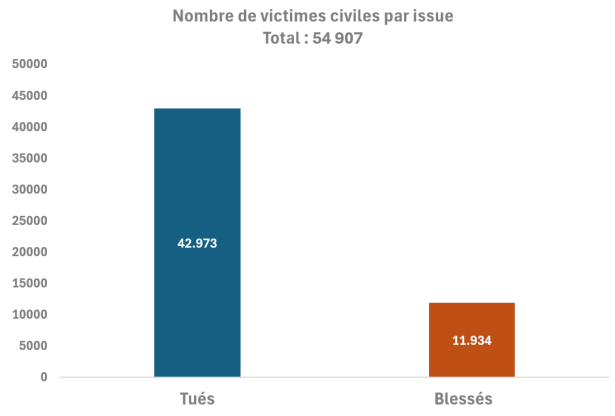

Figure 3. Nombre de victimes civiles par issue à Gaza. Source : NPA.

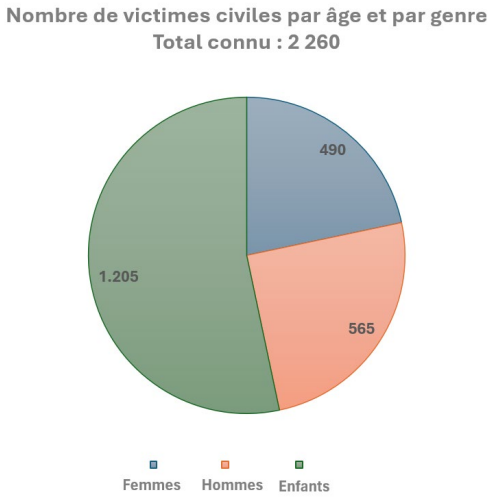

Figure 4. Nombre de victimes civiles par âge et par genre à Gaza. Source : NPA.

à haut risque. Entre juillet 2023 et mai 2025, l'ACLED a recensé au moins 16 248 attaques impliquant des armes explosives, ayant causé plus de 42 973 morts et 11 934 blessés civils. Plus de 92 % des décès sont attribuables à des frappes aériennes ou à des attaques de drones. À elle seule, la ville de Gaza enregistre plus de 13 000 morts. Les données désagrégées disponibles montrent que les enfants représentent la majorité des victimes.

L'accès humanitaire (y compris pour l'EREE/la PPC) reste extrêmement restreint. Les risques encourus par le personnel et les bénévoles, y compris les premiers secours, empêchent toute intervention traditionnelle. Depuis la rupture du cessez-le-feu en mars 2025, le blocus humanitaire imposé par les autorités israéliennes, combiné à l'effondrement des systèmes de santé et d'approvisionnement en eau, a encore aggravé la situation[34].

L'étude de cas sur Gaza met en lumière **l'extrême dangerosité opérationnelle** et l'évolution rapide des menaces dans les contextes EWIPA, ainsi que l'impérieuse nécessité de mettre en place **des mesures d'anticipation et de renforcer le soutien aux acteurs de première ligne**.

L'ONU et les organisations de la société civile ont appelé les États à intervenir sans délai face à la situation à Gaza, soulignant le recours massif aux armes explosives dans des zones densément peuplées et les entraves délibérées à l'acheminement de l'aide humanitaire[35].

[34] Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), UNRWA Situation Report #170 on the Humanitarian Crisis in the Gaza Strip and the West Bank, including East Jerusalem, 9 mai 2025.
[35] Human Rights Watch, Israël bloque à nouveau l'aide humanitaire à Gaza, mettant encore plus de vies en danger : Les Palestiniens sont délibérément privés de nourriture, d'eau et d'autres produits de première nécessité, 5 mars 2025 ; et Nations Unies, Israel must end 'cruel collective punishment' in Gaza, urges UN relief chief, 1er mai 2025.

Figure 5. Carte – Nombre d'incidents explosifs par gouvernorat – Palestine. Source : NPA.

Étude de cas - Liban

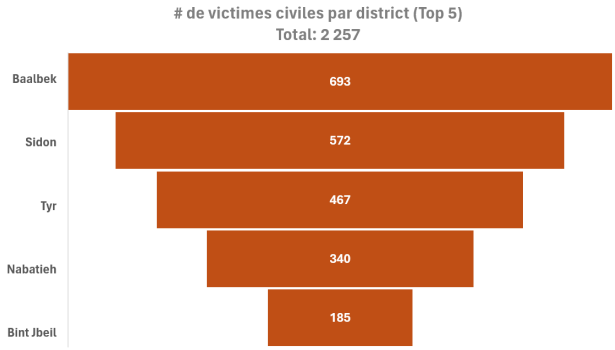

Figure 6. Nombre de victimes civiles par district au Liban. Source : NPA.

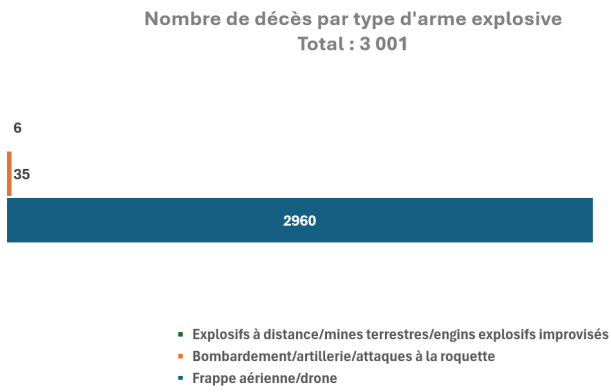

Figure 7. Nombre de décès par type d'arme explosive au Liban. Source : NPA.

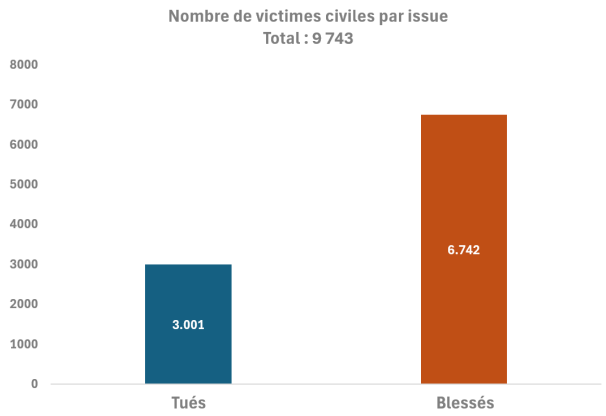

Figure 8. Nombre de victimes civiles par type d'issue au Liban. Source : NPA.

« Depuis le début du conflit, nous avons observé une évolution dans le type d'armement utilisé. Les cibles sont désormais majoritairement civiles et l'ampleur des destructions s'est considérablement accrue. Même des zones autrefois considérées comme sûres sont désormais visées. » – ONG locale, Liban[36]

L'utilisation d'armes explosives dans les zones peuplées (EWIPA) au Liban est étroitement liée au conflit à Gaza ainsi qu'à une dynamique régionale plus large. D'octobre 2023 jusqu'au cessez-le-feu de novembre 2024, le Liban a été la cible de bombardements intensifs menés par Israël, touchant plusieurs régions du sud et de l'est du pays, ainsi que Beyrouth. **Les acteurs de la lutte antimines ont donc dû passer rapidement d'une planification initiale de l'EREE à une approche réactive intégrant à la fois l'EREE et la PPC**.

Entre le 10 juillet 2023 et le 5 février 2025, plus de 15 400 attaques à l'arme explosive ont été recensées, causant au moins 3 001 morts et 6 742 blessés civils. Les frappes aériennes et les attaques de drones ont été responsables de 99 % des décès, et les enfants représentaient près de la moitié des victimes lorsque l'âge et le genre étaient connus. Environ 100 000 logements ont été endommagés ou détruits, et plus de 1,2 million de personnes ont été déplacées[37]. Les districts les plus touchés sont Baalbek, Sidon, Tyr, Nabatieh et Bint-Jbeil.

Le Liban ne disposait que d'une expérience limitée en matière de PPC, et **l'obtention de l'approbation du Centre libanais de lutte antimines (CLLAM) pour des programmes adaptés a constitué une étape précoce mais cruciale**. Le CLLAM, qui supervise l'ensemble des activités d'éducation aux risques, a soutenu cette transition. Les acteurs de l'EREE/de la PPC ont dû élaborer rapidement

[36] Entretien du 7 avril 2025.
[37] Agence des Nations Unies pour les réfugiés, Les familles déplacées au Liban aspirent à la paix et à un retour chez elles, 7 octobre 2024.

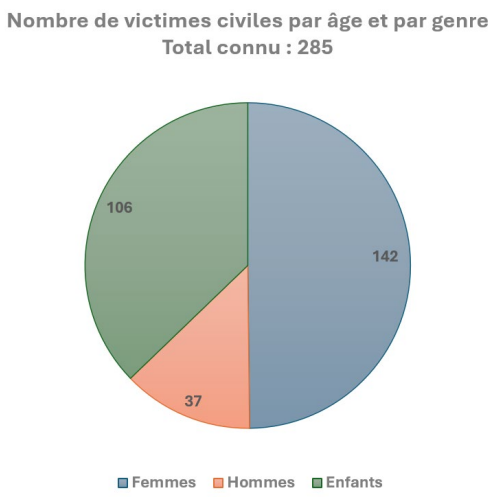

Figure 9. Nombre de victimes civiles par âge et par genre au Liban. Source : NPA.

de nouveaux messages, former leurs équipes, et surmonter divers défis techniques et contextuels. Parmi ces défis figuraient des menaces telles que l'utilisation de phosphore blanc, la nécessité d'adopter une communication sensible aux traumatismes, ainsi que la difficulté à transmettre efficacement les messages en période de conflit intense.

La sécurité du personnel a été une préoccupation constante, certaines équipes ayant été déplacées par le conflit. **L'accès aux zones politiquement sensibles a exigé un dialogue soutenu avec les responsables communautaires et les autorités locales**.

Malgré le succès de la transition vers la PPC pendant le conflit, d'importants défis subsistent. Après le cessez-le-feu, le CLLAM a redéfini l'EREE comme une priorité, ce qui a entraîné une réduction des activités de PPC. Si certains bailleurs ont fait preuve de flexibilité pendant la crise, la pérennité de la PPC à long terme demeure incertaine, notamment en raison des attaques régulières dans le sud du Liban et du risque persistant d'un débordement du conflit israélo-palestinien.

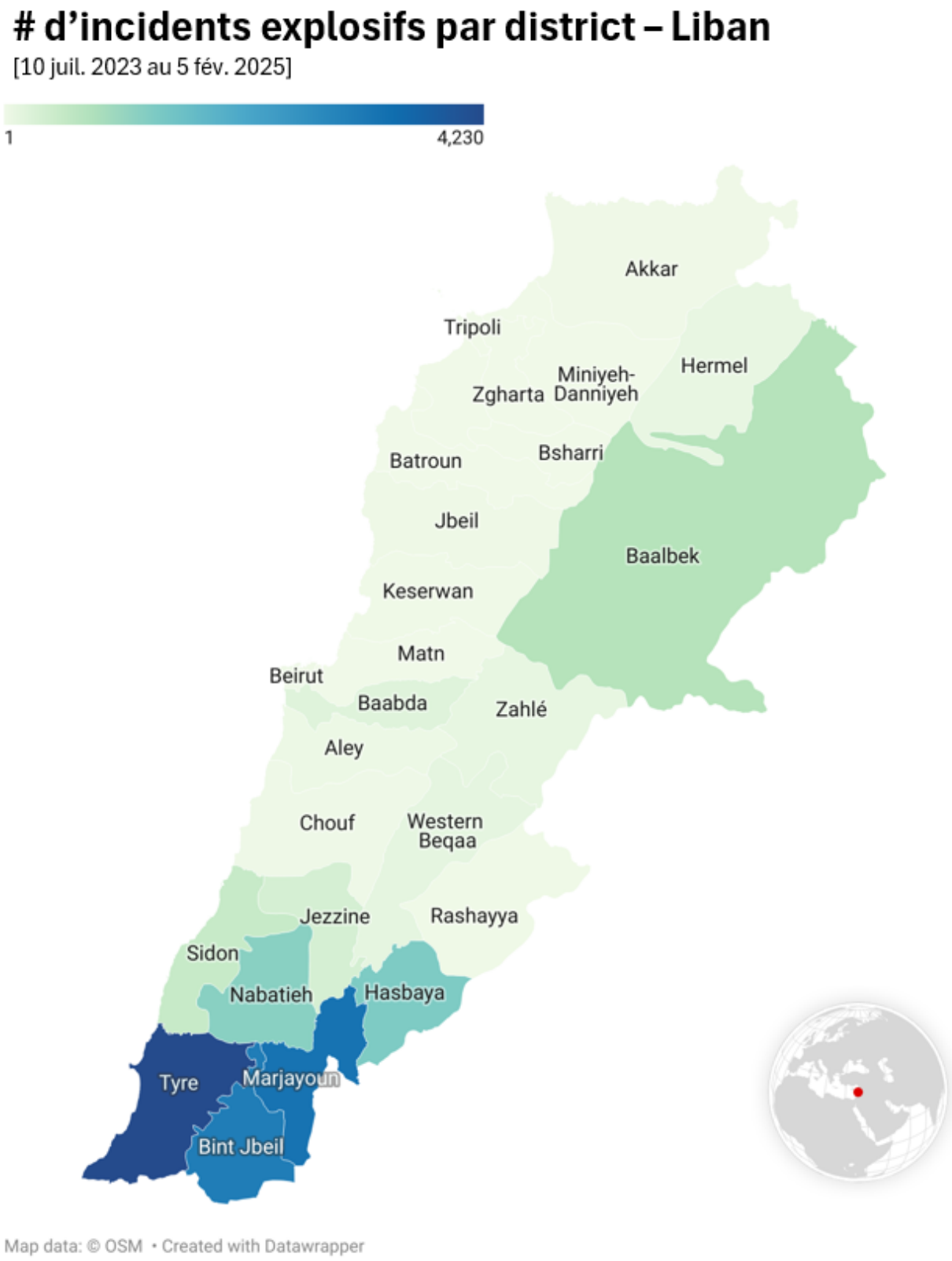

Figure 10. Carte – Nombre d'incidents explosifs par district – Liban. Source : OSM.

Étude de cas - Myanmar

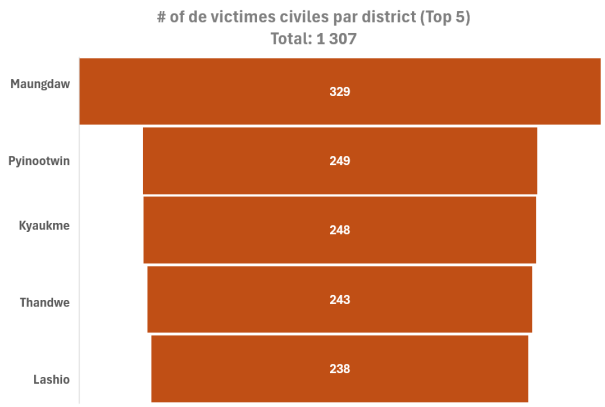

Figure 11. Nombre de victimes civiles par district au Myanmar. Source : NPA.

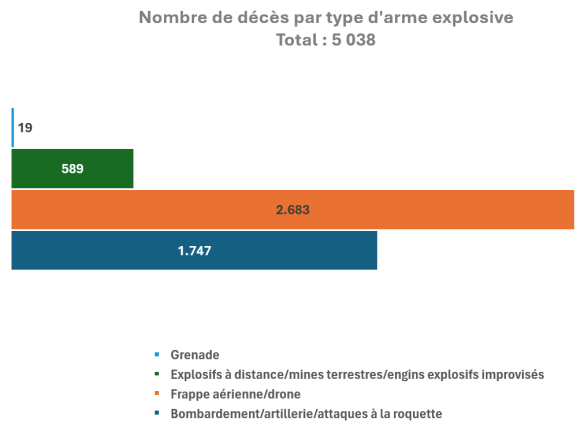

Figure 12. Nombre de décès par type d'arme explosive au Myanmar. Source : NPA.

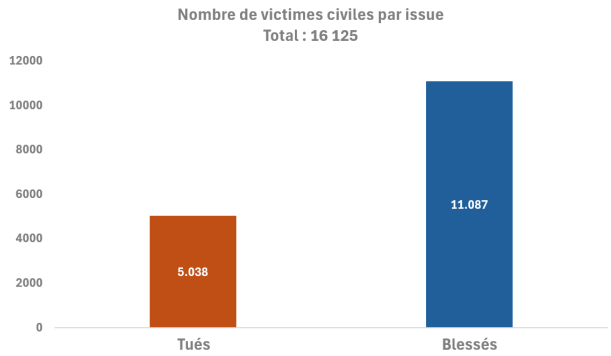

Figure 13. Nombre de victimes civiles par type de résultat au Myanmar. Source : NPA.

« Un nouvel élément est l'augmentation de la diversité des armes et des types de dispositifs utilisés à partir de 2022. Les frappes aériennes se sont multipliées, et l'on observe également l'emploi d'engins improvisés aéroportés, principalement des drones équipés d'obus de mortier modifiés. Nous avons dû adapter nos activités d'EREE/de PPC pour répondre à ces nouvelles réalités. » – ONGI, Myanmar[38]

Le Myanmar reste une crise largement oubliée, peinant à mobiliser l'attention internationale et à attirer des financements durables. Depuis le coup d'État militaire de février 2021, toutes les parties impliquées dans ce conflit interne ont intensifié leur recours aux armes explosives, y compris dans des zones jusque-là épargnées par la contamination. Bien que le pays soit majoritairement rural, les civils sont de plus en plus souvent pris pour cibles dans les zones où ils vivent et travaillent. Entre janvier 2021 et avril 2025, près de 20 000 attaques impliquant des armes explosives ont été enregistrées, faisant plus de 16 000 victimes civiles (5 038 morts et 11 087 blessés). Les frappes aériennes (53 %) et les tirs d'obus (35 %) sont les principales causes de décès.

Le conflit s'est étendu à de nouvelles zones dépourvues de capacités de lutte antimines, ce qui accentue la pression sur la riposte locale. La plupart des ONG internationales ne parviennent pas à accéder aux zones touchées. Dans ce contexte, **les organisations locales de la société civile et les réseaux communautaires sont devenus les principaux acteurs de l'EREE et de la PPC**, opérant souvent dans des conditions précaires et dangereuses.

L'accès est extrêmement restreint et risqué. De nombreuses communautés sont hors d'atteinte en raison des combats en cours, du manque d'infrastructures ou des inondations saisonnières, et ne sont accessibles qu'à

[38] Entretien du 27 mars 2025.

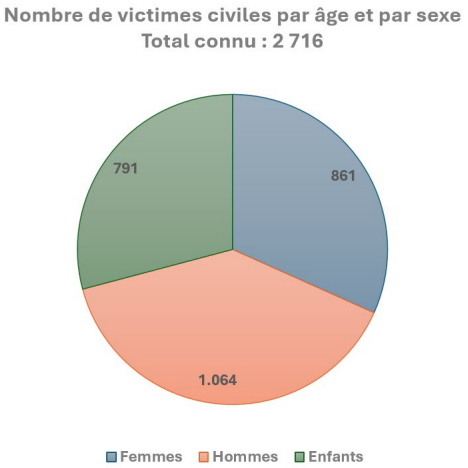

Figure 14. Nombre de victimes civiles par âge et par sexe au Myanmar. Source : NPA.

pied[39]. Les supports d'éducation aux risques sont parfois perçus comme politiquement sensibles, et leur acheminement à travers les postes de contrôle comporte de réels dangers. Les contenus portant sur les engins explosifs doivent souvent être adaptés pour ne pas susciter de soupçons, tandis que les coupures des télécommunications compromettent la coordination et la diffusion des messages. L'assurance qualité et le suivi s'avèrent difficiles, certains acteurs internationaux devant recourir au suivi à distance ou s'appuyer sur l'autodéclaration de leurs partenaires.

Le financement de l'EREE/de la PPC reste limité, la plupart des acteurs dépendant de microfinancements ou de **l'intégration de ces thématiques dans des programmes plus larges de protection ou de santé**. Cette situation a limité la couverture et contraint à opérer des choix difficiles en matière d'établissement des priorités. Cependant, en 2024, l'EREE est devenue une condition obligatoire pour accéder aux fonds de financement commun pour les pays (CBPF), en reconnaissance de l'ampleur de la contamination et des besoins de protection qui en découlent[40].

Le tremblement de terre de mars 2025 a renforcé les besoins de protection des civils au Myanmar, illustrant comment les catastrophes naturelles peuvent amplifier l'impact des EWIPA en forçant les populations à se déplacer vers des zones contaminées et en compromettant un accès humanitaire déjà restreint.

Malgré d'immenses défis, les acteurs locaux poursuivent des activités essentielles d'EREE/de PPC, adaptant leurs méthodes, nouant des relations de confiance et composant avec les menaces dans un environnement toujours plus instable et contraint.

[39] Bureau de la coordination des affaires humanitaires, Myanmar Humanitarian Update No. 44, 19 février 2025.
[40] Bureau de la coordination des affaires humanitaires, Myanmar Humanitarian Fund, s.d. ; et Centre international de déminage humanitaire, Éducation aux risques des engins explosifs : Analyse du secteur et des besoins, octobre 2024, p. 23.

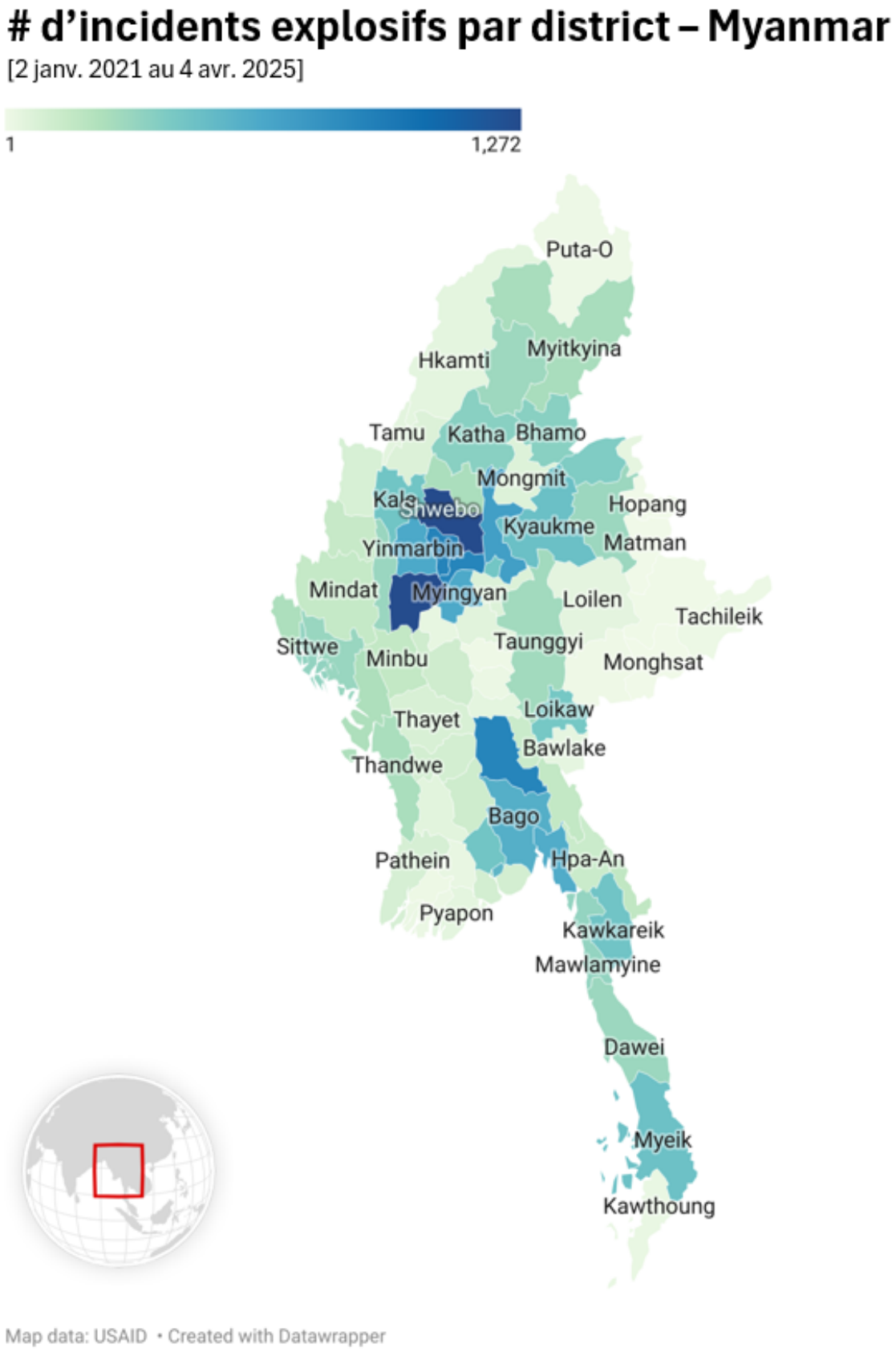

Figure 15. Carte – Nombre d'incidents explosifs par district – Myanmar. Source : USAID.

Étude de cas - Ukraine

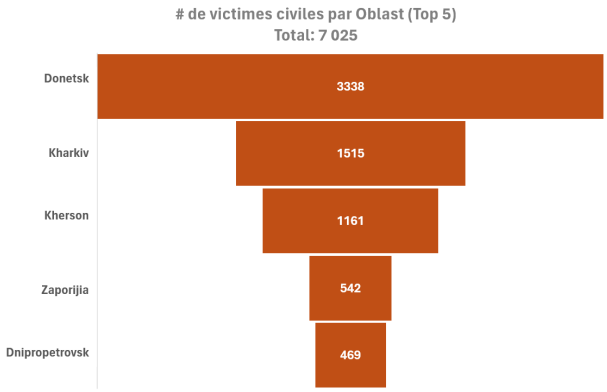

Figure 16. Nombre de victimes civiles par oblast en Ukraine. Source : NPA.

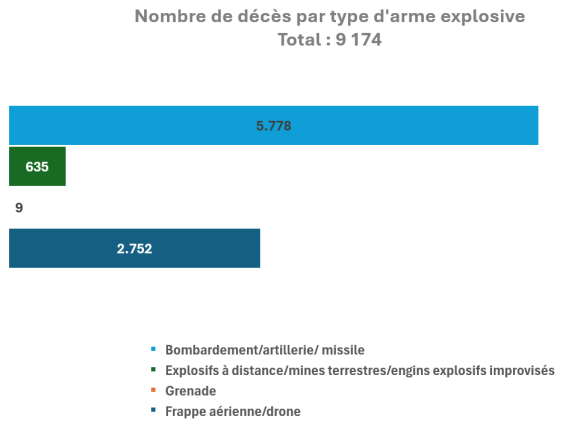

Figure 17. Nombre de décès par type d'arme explosive en Ukraine. Source : NPA.

« À Kharkiv, Tchernihiv, Mykolaïv et même Odessa, les frappes sont incessantes, les dégâts sont considérables et le danger est omniprésent. La population vit au milieu d'engins non explosés, de bâtiments en ruines et de zones inaccessibles même aux humanitaires. Et tout cela alors que chacun tente malgré tout de continuer à vivre, d'envoyer ses enfants à l'école ou de faire ses courses au marché. » – ONGI, Kharkiv, Ukraine[41]

Depuis le lancement de l'offensive russe à grande échelle le 24 février 2022, **l'Ukraine est la cible constante d'armes explosives, principalement dans les oblasts de l'est, mais aussi dans d'autres centres urbains, notamment Kiev**[42]. Les frappes ont visé des habitations, des hôpitaux, des écoles et des infrastructures énergétiques. Entre février 2022 et mai 2025, l'ACLED a recensé plus de 121 400 attaques impliquant des armes explosives, ayant causé plus de 9 174 morts et 29 337 blessés parmi les civils. Les tirs indirects et les armes aériennes, notamment les obus, l'artillerie, les missiles, les frappes aériennes et les drones, sont responsables d'environ 96 % des civiles enregistrées. Les oblasts de Donetsk, Kharkiv, Kherson, Zaporijia et Dnipro figurent parmi les plus durement touchés[43].

Les registres de victimes montrent que dans 95 % des cas, les informations relatives aux décès causés par des AE ne sont pas ventilées par genre et par âge. Lorsqu'elles le sont, les femmes et les enfants représentent une proportion importante des victimes. Le recours accru aux drones et aux bombes planantes pour frapper des zones urbaines, en particulier le long de la ligne de front,

[41] Entretien du 8 avril 2025.
[42] À partir de juin 2025, les attaques se sont de nouveau intensifiées à Kiev, la plus importante attaque de drones ayant eu lieu le 4 juillet, visant en particulier des zones résidentielles et des infrastructures civiles. Voir : Reuters, Russia pounds Kyiv with largest drone attack, hours after Trump-Putin call, 4 juillet 2025.
[43] En mai 2025, le HCDH avait recensé un total de 13 341 morts et 32 744 blessés parmi les civils victimes de violences liées au conflit, y compris les attaques impliquant des EWIPA. Voir : Haut-Commissariat aux droits de l'homme, Ukraine: Protection of Civilians in Armed Conflict, May 2025 Update, 11 juin 2025.

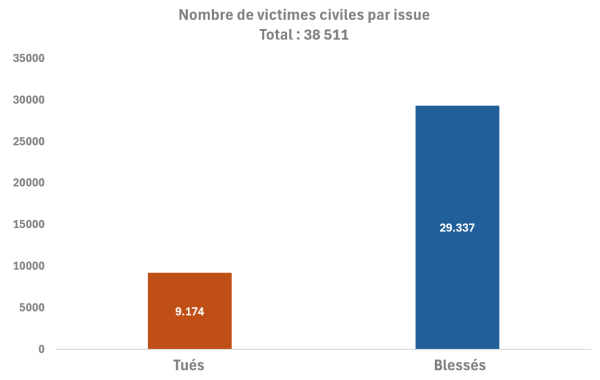

Figure 18. Nombre de victimes civiles par type de résultat en Ukraine. Source : NPA..

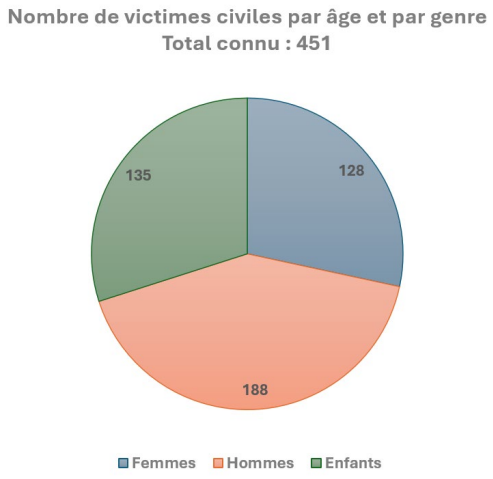

Figure 19. Nombre de victimes civiles par âge et par genre en Ukraine. Source : NPA.

exige des programmes d'EREE/de PPC adaptés[44].

L'Ukraine, riche en ressources, présente un contexte EWIPA particulièrement complexe, avec le plus haut niveau de financement mondial de la lutte antimines en 2022-2023, et un vaste réseau d'acteurs internationaux, nationaux et locaux engagés dans l'EREE et l'action humanitaire. Cela offre des opportunités d'intégrer la PPC et de veiller à l'inclusion de groupes divers et vulnérables, y compris en lien avec le handicap, le genre et l'âge (HGA). Cependant, le contexte sécuritaire varie fortement d'une région à l'autre, ce qui influence la mise en œuvre des programmes d'EREE et de PPC.

Si certains acteurs nationaux de l'EREE sont certifiés, de nombreuses organisations humanitaires locales diffusent des messages sans certification, soulevant des inquiétudes quant à la cohérence et à la qualité des interventions[45]. Le manque de coordination entre les acteurs certifiés et non certifiés, ainsi qu'entre les oblasts, complique l'harmonisation des messages et compromet la fiabilité des données. Néanmoins, certaines organisations ont uni leurs efforts pour élaborer et diffuser des messages de PPC harmonisés[46]. L'intégration formelle de la PPC dans les initiatives de lutte antimines demeure limitée et sporadique, car les efforts nationaux restent principalement concentrés sur l'élaboration de normes pour l'EREE. Par conséquent, la PPC reste peu reconnue et insuffisamment financée. **Les activités de PPC sont ainsi généralement intégrées de manière informelle dans les programmes d'EREE plus larges, avec une visibilité et un soutien restreints.**

[44] ACLED, Bombing into submission: Russian targeting of civilians and infrastructure in Ukraine, 21 février 2025.
[45] Centre international de déminage humanitaire, Mapping of the Explosive Ordnance Risk Education Sector in Ukraine, 9 septembre 2024, p. 4 et 11.
[46] Handicap International – Humanité & Inclusion, Norwegian People's Aid et Ukrainian Deminers Association, Conflict Preparedness & Protection Messages in Ukraine, 12 décembre 2023.

Figure 20. Carte – Nombre d'incidents explosifs par oblast – Ukraine. Source : NPA.

1.3 Lacunes structurelles : cadrage, positionnement et ressources

1.3.1 Définitions et normes

> *« Alors que l'EREE se concentre sur la prévention des accidents causés par les engins explosifs, la PPC aborde des risques plus larges liés aux déplacements, aux conflits et au manque d'accès aux services essentiels. Ensemble, ces deux approches permettent aux communautés d'être informées des risques physiques immédiats, de disposer de stratégies pour se protéger en cas de conflit actif ou de déplacement, et d'être mieux préparées à prendre des décisions éclairées dans des environnements imprévisibles et à haut risque. »*
> *Centre national de lutte antimines, Liban*[47]

Bien qu'elle suscite un intérêt croissant, la PPC reste encore mal définie et insuffisamment intégrée aux structures institutionnelles et de coordination existantes. Tandis que l'EREE est largement reconnue et formellement intégrée comme un pilier de la lutte antimines, le périmètre, la définition, l'appropriation et l'ancrage institutionnel de la PPC restent flous.

Certaines parties prenantes considèrent la PPC comme une extension naturelle de l'EREE, notamment dans les contextes nécessitant des mesures de préparation et d'autoprotection en période de conflit actif. Cette approche s'appuie sur l'expérience du secteur de la lutte antimines en matière de messages de sécurité, de coordination civilo-militaire et de gestion des risques opérationnels, en collaboration avec les autorités nationales compétentes. Il existe aussi un lien manifeste entre l'emploi d'armes explosives au cours d'hostilités et la présence d'engins explosifs, qu'ils aient été délibérément posés ou qu'ils résultent de détonations avortées. Ce constat renforce la pertinence de l'EREE/de la PPC ainsi que des autres piliers de la lutte antimines, comme la remise à disposition des terres ou l'assistance aux victimes. Le secteur de l'EREE a déjà étendu son champ d'action pour inclure l'éducation aux risques des engins explosifs improvisés (EEI) ainsi qu'aux armes légères et de petit calibre (ALPC), bien que ces dernières ne soient pas entièrement couvertes par les principaux traités relatifs à la lutte antimines. Les parties prenantes ayant adopté une approche globale, tels que le CICR ou HI, ont également intégré des éléments de préparation aux conflits et de réduction des risques dans leurs programmes d'éducation aux risques[48].

D'autres acteurs, en revanche, considèrent la PPC comme appartenant au champ plus large de la protection, de la réduction des risques de catastrophes (RRC) ou des initiatives de préparation aux situations d'urgence, ce qui la place en dehors du périmètre traditionnel de la lutte antimines. Dans cette perspective, la PPC englobe des aspects tels que la préparation aux catastrophes ou aux conflits, la santé mentale et le soutien psychosocial (SMSP), les premiers secours, la sécurité incendie et les plans d'évacuation, qui relèvent en général d'autres secteurs ou autorités nationales (santé, protection civile, éducation, etc.). Les participants à l'atelier ont veillé à ne pas « *réduire la PPC à un cadre trop étroit* », reconnaissant son potentiel à englober un éventail plus large de risques, en fonction des besoins spécifiques des communautés touchées.

Cette absence de consensus sur le positionnement de la PPC a un impact direct sur la conception des programmes et la prise de décisions. Contrairement à l'EREE, qui a été formalisée par les

[47] Présentation faite par le Centre libanais de lutte antimines (CLLAM) lors de l'atelier sur l'EREE/la PPC dans les contextes EWIPA, 11-12 juin 2025.
[48] Centre international de déminage humanitaire, Éducation aux risques des engins explosifs : Analyse du secteur et des besoins, octobre 2024, p. 21.

Normes internationales de la lutte antimines (NILAM) et leur intégration dans les cadres et normes nationaux, la PPC ne dispose, à ce jour, d'aucun cadre de référence reconnu au niveau international, ni d'exigences minimales de qualité ou de dispositifs formels de suivi et de reddition de comptes. Il en résulte des initiatives parcellaires, caractérisées par de fortes disparités en matière de qualité, de portée et de responsabilité des programmes de PPC selon les contextes.

En l'absence de NILAM ou d'orientations techniques équivalentes, certains acteurs de la lutte antimines, y compris les autorités nationales de lutte antimines (ANLAM), hésitent à élargir leur champ d'action au-delà de leur mandat habituel et se heurtent parfois à des résistances internes ou externes. Pour combler ce déficit d'orientations, plusieurs organisations du secteur ont déjà développé, ou sont en train de concevoir, des procédures opérationnelles standard et des outils internes visant à renforcer l'harmonisation et la cohérence des initiatives de PPC sur le terrain. À l'échelle mondiale, un sous-groupe du groupe de travail sur l'éducation aux risques en contexte d'urgence, relevant du Groupe consultatif sur l'EREE, élabore actuellement une définition de la PPC susceptible d'être largement adoptée par l'ensemble du secteur.

Plusieurs personnes interrogées ainsi que des participants à l'atelier ont suggéré que le secteur de l'EREE, par l'intermédiaire de ce Groupe consultatif, prenne l'initiative de combler cette lacune en élaborant une Note technique sur la lutte antimines[49]. Cette nouvelle Note technique pourrait aider à préciser quels aspects de la PPC relèvent du champ d'action de la lutte antimines, lesquels sont du ressort d'autres secteurs ou nécessitent des approches concertées.

De l'éducation aux risques des EEI à l'éducation aux risques des armes explosives : un modèle d'orientation technique.

En 2022, la Note technique 12.10/01 sur l'éducation aux risques des engins explosifs improvisés (EEI) a été rédigée par un groupe de travail spécial coprésidé par le GICHD et l'UNICEF. Cette Note technique a été conçue pour répondre au besoin croissant des acteurs de l'EREE de prendre en compte la menace représentée par les EEI, un domaine qui n'était jusque-là pas couvert par les NILAM existantes. La Note technique a fourni des orientations techniques actualisées visant à harmoniser les pratiques déjà en place et a encouragé plusieurs ANLAM à intégrer officiellement l'éducation aux risques des EEI dans leurs modules nationaux d'EREE, qui étaient jusqu'alors centrés sur les mines et autres restes explosifs de guerre. Contrairement aux NILAM, qui établissent des exigences minimales pour le secteur de la lutte antimines, les Notes techniques ne sont pas contraignantes. Elles complètent l'application des NILAM par des conseils pratiques et adaptables. Elles suivent également un processus de rédaction et d'approbation relativement rapide, ce qui les rend particulièrement utiles dans des contextes opérationnels en constante évolution. S'appuyant sur ce précédent, plusieurs parties prenantes ont appelé à l'élaboration d'une nouvelle Note technique consacrée à l'éducation aux risques des armes explosives, spécifiquement conçue pour les contextes EWIPA. « Nous avons rencontré quelques difficultés techniques lors de l'adoption de la PPC. Mais une Note technique élaborée par des experts, comme celles dont nous disposons dans le cadre des NILAM, serait vraiment utile. Nous gérons déjà tout ce qui relève de l'après-conflit, alors pourquoi ne pas bénéficier également de recommandations sur ce qui se passe pendant les hostilités ? » – Centre national de lutte antimines, Liban.

Ce manque persistant de clarté et de normalisation continue de freiner l'engagement des institutions, qu'il s'agisse des autorités nationales, des partenaires de mise en œuvre, des organisations partenaires ou des bailleurs. Les participants à l'atelier ont recommandé l'élaboration de directives internationales plus larges, destinées à compléter (et non à dupliquer) une éventuelle

[49] Voir : Note technique 12.10/01 : Éducation aux risques des engins explosifs improvisés (EEI), Première édition, 22 novembre 2022.

Note technique. Cela pourrait passer par une mise à jour des Directives sur l'éducation aux risques liés aux mines en situation d'urgence, afin de mieux tenir compte des contextes de conflit et de catastrophe naturelle, ainsi que par l'élaboration de nouvelles orientations sur la mise en œuvre de la PPC dans le cadre de la lutte antimines et d'autres secteurs pertinents[50].

Recommandations – Programme d'action

Groupe consultatif sur l'EREE et MA AoR/GMP

- Rédiger, traduire et diffuser une directive mondiale sur l'EREE/la PPC adaptée aux situations d'urgence, y compris aux contextes EWIPA. Une Note technique sur l'éducation aux risques des engins explosifs pourrait fournir des orientations concrètes et pertinentes pour le secteur de la lutte antimines.

1.3.2 Intégrer l'EREE/la PPC dans des cadres plus globaux

> *« La coordination entre le domaine de responsabilité de la lutte antimines et les acteurs de la protection s'améliore, mais la PPC ne bénéficie toujours pas d'un ancrage institutionnel clair au sein de ces structures. » ONGI, acteur mondial*[51]

L'intégration de la PPC dans la préparation et la réponse aux situations d'urgence demeure un défi, en raison de l'absence de norme internationale et de positionnement clair au sein des cadres de protection plus larges, ainsi que des dispositifs nationaux et humanitaires de coordination. Une personne interrogée estime que la PPC « *se trouve dans une zone grise* », ce qui reflète l'hésitation de nombreux acteurs (y compris certaines autorités nationales de lutte antimines) à l'intégrer dans leurs opérations[52]. Cette réticence s'explique souvent par la crainte de susciter la panique, les messages de PPC pouvant être perçus comme présageant un conflit imminent, ou par une sensibilité politique particulière, notamment dans les contextes où les objectifs et la portée de la PPC n'ont pas fait l'objet d'une sensibilisation en amont. Par ailleurs, de nombreux systèmes de coordination restent centrés sur des réponses réactives aux conflits, sans accorder une attention suffisante aux approches préventives. Cela peut en partie expliquer pourquoi la PPC est souvent reléguée au second plan, les cadres humanitaires actuels n'étant pas encore pleinement adaptés pour soutenir des mesures d'anticipation dans les situations de conflit, notamment dans les contextes EWIPA[53].

En conséquence, les acteurs de la préparation et de la protection coopèrent rarement, et de nombreuses autorités nationales ne disposent pas de procédures établies pour la mise en œuvre de la PPC. Même dans des contextes comme l'Ukraine, où des organismes extérieurs au secteur de la lutte antimines (tels que les services d'incendie ou de protection civile) contribuent aux actions de préparation, la coordination interministérielle reste fragmentée.

[50] Entre 2008 et 2009, l'UNICEF et le GICHD ont élaboré des directives mondiales sur l'éducation aux risques en situation d'urgence, mais celles-ci sont aujourd'hui largement considérées comme obsolètes. Voir : GICHD et UNICEF, Emergency Risk Education: A Training Manual in support of IMAS MRE Best Practice Guidebook 9, 2009 , et UNICEF, Emergency Mine Risk Education Toolkit, juillet 2008.
[51] Entretien du 7 mai 2025.
[52] ONGI, Liban. Entretien du 19 mars 2025.
[53] Gemma Davies, Veronique Barbelet et Leigh Mayhew, Reducing Violence and Strengthening the Protection of Civilians: Debunking Assumptions, Humanitarian Policy Group, novembre 2024, p. 1.

À Gaza, une coordination informelle de l'EREE/de la PPC a émergé en réponse aux défaillances de l'action institutionnelle.

Le dispositif officiel de coordination de la lutte antimines a été brutalement interrompu à la suite des événements du 7 octobre 2023. Les principaux acteurs chargés des initiatives de préparation n'ont pas été en mesure d'intervenir, en raison de la violence extrême et de l'usage d'EWIPA. Cette rupture a mis en lumière l'absence de dispositifs d'urgence adaptés à un conflit d'une telle intensité. Faute d'un cadre opérationnel structuré, la réponse a reposé en grande partie sur l'engagement individuel de certains acteurs et sur la souplesse de leurs organisations. Des canaux informels, comme des groupes WhatsApp, ont permis de concevoir et de diffuser rapidement des contenus d'éducation aux risques. « Il s'agissait plus d'une coordination WhatsApp que d'une réponse structurée. » – Organisation des Nations Unies, acteur mondial.[54] *Avec la reprise progressive de la coordination, les acteurs de l'EREE/de la PPC ont pu soutenir des initiatives humanitaires plus larges et aligner leurs messages sur ceux des autres secteurs. Le cas de Gaza illustre le rôle de passerelle que peuvent jouer les acteurs de la lutte antimines, non seulement entre préparation et protection, mais aussi entre leur domaine et d'autres secteurs essentiels, à condition que l'EREE et la PPC soient reconnues, correctement financées et intégrées en amont dans les dispositifs de préparation et de réponse. En l'absence de planification formelle et d'un ancrage institutionnel solide, ces contributions risquent d'arriver trop tard ou de se perdre, justement lorsqu'elles sont le plus nécessaires.*

Bien que l'EREE ait connu d'importants progrès et soit souvent intégrée dans des secteurs tels que la protection, l'éducation et la santé, son déploiement reste inégal et encore trop peu soutenu[55].

Les participants à l'atelier ont suggéré que les discussions en cours sur la refonte du système humanitaire représentent une opportunité unique d'intégrer de manière systématique l'EREE et la PPC dans les nouvelles structures de coordination et de préparation. Les propositions actuellement à l'étude, telles que la réforme des groupes sectoriels, la coordination multisectorielle, la planification par zone et le financement commun, pourraient constituer des leviers d'intégration plus explicite de l'EREE/de la PPC dans les systèmes de préparation et de protection en situation d'urgence. Pour tirer parti de cette dynamique, il est essentiel de plaider pour la reconnaissance des contributions uniques de l'EREE et de la PPC, non seulement comme interventions vitales, mais aussi comme leviers favorisant un accès sécurisé, la mobilisation communautaire et des mesures d'anticipation dans les contextes EWIPA.

Recommandations – Programme d'action

Comité permanent interorganisations (CPI), Groupe mondial de la protection et MA AoR

- Veiller à ce que l'EREE et la PPC soient explicitement intégrées dans toute architecture de coordination humanitaire révisée, issue de la refonte du système humanitaire, notamment dans les dispositifs de préparation, de protection en situation d'urgence et de mise en œuvre de mesures d'anticipation. Cela suppose notamment de reconnaître l'EREE et la PPC comme des leviers transversaux essentiels pour favoriser l'accès sécurisé, renforcer la mobilisation communautaire et protéger les civils dans les contextes EWIPA.

[54] Entretien du 13 mars 2025.

[55] Centre international de déminage humanitaire, Éducation aux risques des engins explosifs : Analyse du secteur et des besoins, octobre 2024, p. 25-27.

1.3.3 Déficits de financement et risques en matière de pérennité

> *« Les initiatives de préparation sont trop souvent reléguées au second plan dans les décisions de financement et d'établissement des priorités humanitaires, alors qu'elles peuvent sauver des vies. » Bailleur, acteur mondial*[56]

Dans tous les contextes, l'insuffisance de financements reste l'un des principaux freins structurels à la mise en œuvre de programmes d'EREE et de PPC durables. Bien que ce secteur ait pris de l'importance dans les récentes situations d'urgence, il ne bénéficie toujours pas d'un financement régulier et suffisant. De nombreux acteurs tentent de pallier ces lacunes par l'optimisation des ressources ou en mobilisant des sources de financement privées alternatives, mais ces efforts restent insuffisants face à la demande croissante[57].

Les initiatives de préparation, y compris la PPC, risquent particulièrement d'être reléguées au second plan dans les cycles de financement humanitaire, qui ont tendance à privilégier les interventions réactives à court terme au détriment des mesures d'anticipation. Un acteur régional a souligné : *« Le montant des financements diminue… Il est donc logique que les fonds consacrés à l'anticipation des conflits soient de moins en moins disponibles, les conflits en cours étant considérés comme prioritaires*[58]*. »* Les formats de proposition et les systèmes de compte-rendu aux bailleurs tiennent rarement compte de la nature transversale et hybride des interventions d'EREE/de PPC. Faute d'une conceptualisation et d'une intégration claires de la PPC, certaines organisations intègrent de manière informelle des éléments de préparation dans d'autres projets financés, faute d'accès à un financement spécifique.

L'intégration dans des programmes plus larges de protection, d'éducation ou de RRC peut certes étendre la portée des interventions et garantir leur maintien malgré la réduction des financements. Toutefois, cette approche transversale est rarement soutenue par des budgets dédiés ou un encadrement technique adéquat, ce qui nuit à l'efficacité des actions et compromet leur qualité en raison du manque de ressources allouées au suivi[59].

Les organisations locales sont souvent les plus durement touchées par ces carences structurelles en matière de financement. En première ligne de l'action humanitaire et bénéficiant d'un accès privilégié aux communautés les plus vulnérables ou les plus difficiles d'accès, elles jouent un rôle clé dans la mise en œuvre de systèmes d'EREE/de PPC durables et ancrés dans les dynamiques communautaires. Pourtant, elles sont bien souvent les premières à subir les coupes budgétaires. Dans le même temps, les acteurs internationaux et les bailleurs hésitent encore à transférer l'ensemble des ressources et des responsabilités, invoquant des risques juridiques, financiers ou opérationnels, ou des cadres de financement contraignants. En l'absence de dispositifs spécifiques de soutien, l'action locale risque de demeurer une promesse plus rhétorique que concrète, notamment dans les crises sous-financées ou négligées[60].

[56] Entretien du 9 avril 2025.
[57] Centre international de déminage humanitaire, Éducation aux risques des engins explosifs : Analyse du secteur et des besoins, octobre 2024, p. 13-14.
[58] ONGI, Moyen-Orient. Entretien du 19 mars 2023.
[59] Centre international de déminage humanitaire, Éducation aux risques des engins explosifs : Analyse du secteur et des besoins, octobre 2024, p. 27.
[60] Voir : Véronique Barbelet et *al.*, Interrogating the evidence base on humanitarian localisation: a literature study, ODI Global, p. 11 ; Markus Schindler, Localization in Mine Action: Where the Possible Meets the Necessary, *The Journal of Conventional Weapons Destruction*, n° 28.1, 2024, p. 6-8 ; et Mark Wilkinson et *al.*, Local Is Possible: An Analysis of HMA Localization Efforts and a Proposed Pathway for Future Projects, *The Journal of Conventional Weapons Destruction*, n° 28.2, 2024, p. 44-45.

Les acteurs de la lutte antimines, les personnes interrogées et les participants à l'atelier ont demandé une distinction plus claire entre les financements alloués à l'EREE et ceux destinés au déminage, un engagement renforcé des bailleurs via des plateformes telles que le Groupe d'appui à la lutte antimines, ainsi qu'une reconnaissance élargie de l'EREE et de la PPC comme leviers essentiels pour assurer un accès sécurisé et la protection des civils dans les contextes EWIPA[61]. Le financement demeure inégal d'un contexte EWIPA à l'autre. Alors que certains conflits très médiatisés (comme celui en Ukraine) suscitent l'intérêt des bailleurs, d'autres (comme au Myanmar) souffrent d'un sous-financement chronique. Les restrictions généralisées de l'aide humanitaire en 2025 ne font qu'aggraver ces déséquilibres. La refonte actuelle du système humanitaire représente une opportunité unique d'intégrer l'EREE et la PPC en tant que composantes clés des efforts d'anticipation et de réduction des risques, et de garantir que les acteurs, qu'ils soient locaux ou internationaux, disposent des compétences et des ressources nécessaires à leur mise en œuvre.

Myanmar : l'EREE intégrée au financement humanitaire national.

En 2024, le Fonds humanitaire pour le Myanmar (FHM) est devenu l'un des premiers fonds de financement commun pour le pays à intégrer systématiquement l'éducation aux risques des engins explosifs (EREE) dans ses orientations de projet. Cette décision témoigne de la reconnaissance, par l'équipe humanitaire de pays, de l'ampleur de la menace que représentent les engins explosifs dans les États du Myanmar touchés par les EWIPA. En conséquence, tous les projets sollicitant un financement du FHM doivent désormais inclure une composante EREE, afin de garantir que les messages de prévention vitaux parviennent aux communautés exposées. Cette exigence ne constitue pas seulement une mesure préventive, mais reflète également un engagement institutionnel fort. L'EREE est ainsi reconnue comme un levier transversal, favorisant un accès sécurisé et la protection des civils dans ce contexte EWIPA largement sous-financé. « Le besoin a été largement reconnu. Désormais, chaque projet (santé, protection, EAH) doit démontrer de quelle manière il intègre l'EREE. Cela a profondément modifié la perception de l'éducation aux risques. » – ONGI, Myanmar[62] Cet exemple illustre comment les dispositifs de financement commun peuvent favoriser l'intégration durable de l'EREE au sein d'interventions humanitaires plus larges, tout en proposant un modèle reproductible pour inclure l'EREE et la PPC dans des réponses menées dans d'autres contextes touchés par les EWIPA.

Recommandations – Programme d'action

Groupe consultatif sur l'EREE et MA AoR/GMP

- En collaboration avec les États bailleurs, plaider en faveur de l'intégration systématique de l'EREE/de la PPC dans les fonds de financement commun pour les pays (CBPF), ainsi que dans les mécanismes bilatéraux de financement.

[61] Voir également les appels à l'action formulés dans : Centre international de déminage humanitaire, Éducation aux risques des engins explosifs : Analyse du secteur et des besoins, octobre 2024, p. 13-14.
[62] Entretien du 2 avril 2025.

II. Atteindre les populations les plus exposées : accès, dynamique des risques et stratégies de ciblage

2.1 Faciliter l'accès dans les environnements à haut risque

2.1.1 Défis d'accès et de communication dans les environnements à haut risque

> *« Gaza est désormais une zone de guerre à part entière. Il est, pour l'heure, impossible de mener des opérations NEDEX. L'une des parties au conflit a imposé des restrictions qui empêchent le partage de l'emplacement des REG… Cela rend l'évaluation des risques et la sécurité des déplacements extrêmement complexes. » Organisation des Nations Unies, Gaza et Cisjordanie, Palestine*[63]

La mise en œuvre de l'EREE/de la PPC dans les zones de conflit actif engendre un ensemble spécifique de défis opérationnels pour les acteurs concernés. L'accès aux communautés touchées peut être entravé par l'insécurité, les déplacements, les destructions d'infrastructures ou les restrictions gouvernementales, ce qui non seulement complique la mise en œuvre, mais expose également les équipes de terrain à des risques majeurs.

La mobilité des lignes de front, les pilonnages intensifs, les sièges et les combats urbains représentent des risques opérationnels majeurs pour les équipes de terrain. Tandis que dans les contextes de contamination héritée, les frontières entre zones sûres et dangereuses peuvent être clairement définies, dans un contexte EWIPA, ces limites deviennent de plus en plus floues, et, dans certains cas comme à Gaza, quasiment inexistantes. Les bombardements actifs et répétés entravent fortement la capacité des opérateurs à mettre en œuvre l'EREE/la PPC, exposant les équipes à une nouvelle contamination par les EE, ainsi qu'à des risques accrus liés aux tirs d'obus et aux frappes.

Même lorsqu'une zone est accessible, il reste souvent difficile d'atteindre physiquement les communautés touchées en raison de la destruction des infrastructures, notamment des routes et des bâtiments publics. Les décombres ainsi que les infrastructures détruites ou endommagées représentent un danger réel pour les équipes qui cherchent à atteindre les populations touchées par les EWIPA. Comme l'a souligné une personne interrogée, *« nous manquons souvent d'espaces protégés pour organiser des séances d'EREE dans les zones de conflit actif, ce qui limite grandement les possibilités de mise en œuvre »*[64]. Les pannes d'électricité et l'instabilité des télécommunications compromettent la mise en œuvre des activités, entravent la diffusion des messages et soulèvent d'importants enjeux de protection. Comme l'a rappelé le CICR, la connectivité devient de plus en plus essentielle à la survie des civils et à l'efficacité de l'action humanitaire. Une perte de connectivité peut empêcher une évacuation en toute sécurité, perturber

[63] Entretien du 14 mai 2025.
[64] ONGI, acteur mondial Entretien du 28 mars 2025.

la coordination de l'aide et exposer les populations à un risque accru de violence, de désinformation et d'isolement[65].

Il peut également être difficile d'établir des priorités et d'atteindre les personnes ayant besoin de services d'EREE/de PPC, en raison de l'augmentation des déplacements de populations fuyant le conflit. Dans les contextes où une capacité d'EREE existe déjà, le conflit peut s'étendre à des zones qui en sont dépourvues, ce qui rend plus difficile l'intensification de la réponse.

Myanmar et Ukraine : faire face à l'insécurité et aux difficultés d'accès.

Dans les contextes EWIPA, l'évolution rapide des menaces, les restrictions d'accès, les enjeux de sécurité ainsi que les infrastructures endommagées peuvent rendre la mise en œuvre de l'EREE/de la PPC particulièrement difficile. En Ukraine, les attaques régulières de drones et les tirs d'obus dans les zones proches de la ligne de front contraignent les équipes à faire preuve d'une vigilance constante et à adapter régulièrement leurs itinéraires. Les infrastructures endommagées, la présence d'EE et le manque d'abris empêchent les équipes d'atteindre les communautés touchées. Les séances d'EREE/de PPC sont souvent menées discrètement en raison des risques sécuritaires associés aux rassemblements. Les écoliers sont généralement accueillis dans des abris souterrains, les écoles étant fermées. « Les équipes organisent des séances dans les écoles du métro de Kharkiv, car c'est le seul endroit où il est possible d'assurer la sécurité des séances en présentiel. »[66] *Les coupures fréquentes de communication et d'électricité compliquent la coordination entre les responsables et le personnel de terrain, et empêchent la tenue des séances d'EREE/de PPC prévues. Au Myanmar, les défis logistiques pour atteindre les communautés touchées sont également considérables. « Un autre problème, qui concerne aussi notre personnel, est la difficulté d'accès aux villages. Les trajets durent des heures et sont particulièrement éprouvants. Dans certaines zones, nous devons marcher ou utiliser des motos, les routes étant détruites, ce qui complique considérablement l'organisation des séances de sensibilisation et la mise en œuvre du soutien. » – ONG locale, Myanmar*[67]

Recommandations – Programme d'action

États:

- Les États concernés doivent soutenir activement la mise en œuvre de l'EREE/de la PPC en coordination avec les acteurs impliqués. Les États tiers, qui ne sont pas parties au conflit ni touchés par celui-ci, doivent mobiliser leurs canaux diplomatiques pour faciliter l'accès à ces services.

2.1.2 Sécurité et protection du personnel

> *« Nos équipes sont exposées à de nombreux risques, notamment les tirs d'obus, les attaques de drones et les missiles balistiques, car elles évoluent principalement à proximité de la ligne de front… Depuis les coupes budgétaires, il est clair que la responsabilité de protéger les travailleurs humanitaires locaux et le personnel de première ligne a été reléguée au second plan. » ONG nationale, Ukraine*[68]

[65] Cléa Thouin, Hors réseau et en danger : les conséquences humanitaires d'une connectivité interrompue, Blog « Droits politiques et humanitaires » du CICR, 1er juillet 2025.
[66] ONGI, Ukraine. Entretien du 23 avril 2025.
[67] Entretien du 18 avril 2025.
[68] Entretien du 24 avril 2025.

Travailler dans des contextes EWIPA accroît fondamentalement les risques sécuritaires pour ceux qui mettent en œuvre l'EREE/la PPC sur le terrain. Le risque d'accidents de la route ou de blessures causées par des débris et des infrastructures endommagées est accru, de même que celui de rencontrer ou de déclencher des engins explosifs. Les incidents de violence basée sur le genre peuvent également augmenter les risques pour le personnel, notamment pour les femmes, dans les zones de conflit.

Le personnel local et les partenaires doivent assumer une double charge : d'une part, être des civils exposés aux dangers des EWIPA, et d'autre part, agir comme humanitaires dans des environnements extrêmement difficiles. De nombreux membres du personnel national impliqués dans l'EREE/la PPC dans les contextes EWIPA sont eux-mêmes touchés par le conflit ou les déplacements, et peuvent donc avoir besoin d'un soutien tout aussi important que celui apporté aux communautés, afin de préserver leur bien-être.

Les équipes locales en première ligne des risques liés aux EWIPA.

Dans de nombreux contextes EWIPA, les animateurs en EREE/PPC ne se contentent pas de transmettre des messages vitaux au cœur du danger : ils sont également des civils exposés aux mêmes risques que les communautés qu'ils accompagnent. À Gaza, le personnel national a vu ses maisons et ses bureaux détruits, tout en poursuivant son travail au cœur des bombardements et des déplacements, souvent sans bénéficier d'un soutien adéquat en matière de sécurité ni d'un accompagnement psychosocial[69]. En Ukraine, plusieurs animateurs ont rapporté avoir été déplacés depuis des régions désormais occupées par les forces russes, tandis que d'autres ont décrit des conditions de travail extrêmement périlleuses, aggravées par la hausse de l'alcoolisme et la montée des tensions au sein des communautés situées à proximité de la ligne de front. Au Myanmar, un membre du personnel local a raconté comment il avait construit un abri anti-bombes pour protéger sa famille du pilonnage intensif. Ces témoignages illustrent un défi partagé : les humanitaires qui mettent en œuvre l'EREE/la PPC sont souvent aussi exposés que les civils qu'ils cherchent à protéger. Un membre du personnel national de Gaza a livré un témoignage poignant : « J'étais déplacé, sous les bombardements et je devais tout coordonner seul. Je voulais simplement travailler. Je leur ai demandé de me fournir un bureau et un ordinateur portable. Mais personne ne m'a aidé. C'était nous qui prenions tous les risques pour tenter de protéger les autres. » – Organisation des Nations Unies, Gaza, Palestine[70] Faute de mesures de sécurité durables, d'un accompagnement en SMSPS et d'un véritable devoir de protection, les risques encourus par les équipes locales demeurent excessivement élevés et trop souvent ignorés.

Le rapport de HI sur l'accès humanitaire dans les contextes EWIPA a constaté que, lorsque des menaces pèsent sur les travailleurs humanitaires et les populations, les organisations humanitaires internationales peuvent être amenées à suspendre ou interrompre leurs activités, et à relocaliser ou évacuer leur personnel expatrié[71]. Une telle situation risque de priver les civils les plus vulnérables d'un accès essentiel à l'aide humanitaire et aux soins médicaux. Par ailleurs, elle entraîne souvent un transfert de la gestion des risques opérationnels vers le personnel et les partenaires locaux. Certaines personnes interrogées, ainsi que les travaux existants, soulignent que, lorsque les organisations internationales confient la mise en œuvre à des partenaires nationaux ou locaux dans les zones de conflit, elles transfèrent fréquemment les risques sans garantir le soutien nécessaire

[69] Groupe mondial de la protection, Occupied Palestinian Territory (oPt): Gaza Protection Analysis Update, décembre 2024, p. 6-7.
[70] Entretien du 25 mars 2025.
[71] Handicap International – Humanité & Inclusion, Rapport – Atelier en ligne – 30 mai 2024 : Comment la Déclaration politique sur l'utilisation d'armes explosives dans les zones peuplées peut-elle favoriser un accès humanitaire sûr et fondé sur des principes ?, juillet 2024, p. 6.

en matière de sûreté et de sécurité, ce qui soulève d'importantes questions éthiques[72]. De manière préoccupante, certaines OSC nationales et locales interrogées ont indiqué que les protocoles de sûreté et de sécurité (notamment les équipements de protection individuelle, les transports sécurisés et le soutien psychosocial au personnel) étaient parfois insuffisamment financés, alors qu'ils sont essentiels à la protection du personnel intervenant dans des environnements dégradés. Veiller à ce que les partenaires locaux ne soient pas exposés à des risques sans préparation adéquate constitue un impératif éthique fondamental.

Recommandations – Programme d'action

États bailleurs organisations des Nations Unies et acteurs de l'EREE/de la PPC:

- Fournir un soutien financier pour renforcer la gestion des risques sécuritaires et mettre en place des mesures de protection spécifiquement adaptées aux EWIPA, à l'intention du personnel ainsi que des partenaires locaux et internationaux. Cela inclut la mise en place de protocoles de sécurité adaptés, un soutien psychosocial, ainsi que la fourniture d'un équipement et d'une assurance appropriés. Par exemple, élaborer et mettre en œuvre des procédures opérationnelles relatives à la sûreté et à la sécurité du personnel local, des partenaires et des bénévoles communautaires, accompagnées d'un dispositif de suivi approprié.

2.1.3 Faciliter l'accès et améliorer la sécurité

> *« Cela montre clairement l'importance des organisations communautaires dans la mise en œuvre de la PPC et de l'éducation aux risques. Elles sont les mieux placées pour intervenir sur le terrain : elles connaissent le contexte, les communautés et partagent les mêmes réalités difficiles. C'est ce qui les motive fortement à transmettre des messages pertinents et adaptés aux autres. » ONGI, acteur mondial73*

La négociation de l'accès dans les contextes EWIPA est souvent complexe et peut nécessiter une intervention à plusieurs niveaux. Les acteurs interrogés s'accordent à dire que la meilleure façon de garantir l'accès est de renforcer la coordination entre les acteurs de la lutte antimines et ceux de la protection, afin d'éviter des approches dispersées et des informations partielles sur l'accès.

L'accès humanitaire peut être facilité par des dispositifs de collaboration, notamment en impliquant des acteurs tels que le domaine de responsabilité de la lutte antimines (MA AoR), le Groupe mondial de la protection, l'International NGO Safety Organisation (INSO), le Département de la sûreté et de la sécurité (DSS), OCHA ou d'autres organisations des Nations Unies chargées de coordonner l'accès via une coordination civilo-militaire. Ces dispositifs peuvent inclure des accords visant à protéger les acteurs humanitaires et à préserver l'espace humanitaire.

Les participants à l'atelier ont suggéré que, lorsque le contexte le permet, les autorités nationales de lutte antimines pourraient jouer un rôle clé en facilitant le dialogue avec les acteurs de la sécurité, afin de permettre une programmation sûre et adaptée aux réalités locales. Dans les situations où

[72] Handicap International – Humanité & Inclusion, Rapport – Atelier en ligne – 30 mai 2024 : Comment la Déclaration politique sur l'utilisation d'armes explosives dans les zones peuplées peut-elle favoriser un accès humanitaire sûr et fondé sur des principes ?, juillet 2024, p. 3 et 9 ; Tristan Creac'h, Fostering Principled and Safe Humanitarian Access: Protecting aid workers and the civilians they serve in contexts of explosive weapons use, *Fragments*, vol. 2, n° 3, septembre 2024, p. 8.

[73] Entretien du 13 mars 2025.

l'accès humanitaire direct est compromis, il a également été proposé qu'en derniers recours, les messages d'EREE/de PPC puissent être relayés par des acteurs ayant accès aux populations touchées (y compris des forces armées et des groupes armés non étatiques), à condition que cela se fasse avec les garanties appropriées et dans le cadre d'une coordination rigoureuse.

L'urgence des contextes EWIPA rend la planification et la coordination en matière de sûreté et de sécurité particulièrement difficiles. Les organisations internationales disposent souvent d'équipes ou de services chargés d'évaluer l'accès humanitaire et la sécurité avant le déploiement sur le terrain, mais ces procédures doivent être constamment adaptées et actualisées afin de garantir une réponse adéquate aux risques liés aux interventions dans des contextes EWIPA en constante évolution. Cela comprend notamment l'approvisionnement en équipements de sécurité, des moyens de transport sûrs, l'accès à des structures médicales, et la réalisation d'évaluations de risques dynamiques pour assurer un suivi continu des déplacements du personnel. Les acteurs de l'EREE/de la PPC utilisent des outils de communication simples ou des plateformes de messagerie sécurisée pour garder le contact avec les équipes de première ligne ou les partenaires, en cas de défaillance des réseaux classiques. Cependant, les personnes interrogées ont souligné que certaines décisions liées à l'accès et à la sécurité sur le terrain doivent parfois être prises rapidement, sans directives claires, en s'appuyant souvent sur l'appréciation du personnel de terrain en temps réel. Cela met en lumière la nécessité de renforcer en permanence les protocoles d'accès et de sécurité, tant au sein des organisations qu'entre elles.

Dans les environnements à haut risque ou au tout début d'un conflit, lorsque le personnel expatrié a un accès limité, ce sont souvent les équipes locales, les organisations nationales et les relais communautaires qui assurent l'essentiel des responsabilités opérationnelles. Ce recours aux acteurs locaux doit toutefois s'accompagner d'une formation et d'un soutien adéquats pour les aider à gérer les enjeux liés à l'accès, à la sécurité et à la négociation.

La mise en place de plans d'urgence concrets peut contribuer à protéger le personnel de première ligne ou les partenaires en cas de nouvelles menaces ou d'escalade du conflit, y compris dans des situations de siège ou de blocus. Mais cela suppose des investissements durables dans la formation des équipes locales. Des organisations comme le DSS, qui jouent un rôle central dans l'organisation de séances d'information et de formations pratiques à destination du personnel humanitaire, peuvent être mobilisées pour dispenser des formations ciblées aux acteurs internationaux et nationaux[74].

Gaza : enseignements tirés du plan d'urgence interorganisations élaboré en anticipation du conflit.

À Gaza, un effort conjoint de planification d'urgence mené par OCHA, le DSS, le SLAM, l'OMS, le PAM et d'autres organisations a abouti à l'élaboration d'un plan d'urgence interorganisations anticipant une intensification du conflit. Finalisé en septembre 2020, ce plan visait à garantir un niveau minimal de préparation dans l'ensemble des secteurs humanitaires en cas d'escalade majeure du conflit. Il présentait divers scénarios, des indicateurs d'alerte précoce ainsi que les principales lacunes de la réponse humanitaire, dont beaucoup se sont malheureusement concrétisés lors de l'escalade de 2021, puis à nouveau (à une échelle bien plus importante) au cours des hostilités ayant débuté en octobre 2023. Bien que ce plan ait posé les bases de la préparation, il n'avait pas été conçu pour faire face à une crise d'une ampleur et d'une intensité sans précédent, ni pour répondre aux effets du blocus humanitaire total imposé depuis le 2 mars 2025. Dans les deux cas, l'ampleur des

[74] Les thèmes abordés lors de la formation à la sûreté et à la sécurité incluent la connaissance de la situation, les mesures de sécurité personnelle, les protocoles de déplacement, la sécurité numérique, les premiers secours, ainsi que les stratégies d'atténuation des risques adaptées au contexte.

attaques et l'intensité des besoins humanitaires ont largement dépassé la portée du plan, mettant en lumière les limites majeures de la préparation collective et de la réponse interorganisations. Même s'il ne portait pas spécifiquement sur l'EREE ou la PPC, ce plan montre comment une planification coordonnée de la préparation (entre les organisations des Nations Unies et en partenariat avec les acteurs nationaux) peut contribuer à garantir la continuité des opérations, réduire les risques et protéger le personnel en première ligne. Plusieurs acteurs interrogés ont souligné l'importance d'intégrer l'EREE/la PPC dans ces plans de préparation dès leur élaboration.

Certains acteurs apportent également un soutien direct aux humanitaires, tous secteurs confondus, en matière d'EREE et de PPC, en leur fournissant les connaissances et les outils nécessaires pour intervenir en toute sécurité dans des zones contaminées et pour transmettre des informations claires et essentielles aux communautés touchées. Que ce soit en Ukraine ou à Gaza, la demande de séances de sensibilisation à la sécurité à destination des travailleurs humanitaires, ainsi que de formations sur l'EREE spécifiquement conçues pour les ONG, s'est révélée particulièrement forte[75].

Recommandations – Programme d'action

Acteurs de l'EREE/de la PPC:

- Renforcer les capacités de dialogue avec les acteurs armés dans une optique de sensibilité aux conflits, en s'appuyant sur des consultations d'experts et sur les dispositifs de coordination civilo-militaires (OCHA, DSS), afin de faciliter la négociation de l'accès humanitaire pour les acteurs de l'EREE et de la PPC.

Forces armées étatiques et/ou groupes armés non étatiques:

- En dernier recours, lorsque l'accès aux populations touchées est compromis, faciliter et soutenir l'intégration de messages relatifs à l'EREE/à la PPC.

Acteurs de l'EREE/de la PPC, DSS, SLAM et ONG en charge de la sécurité:

- Former les acteurs humanitaires, y compris les partenaires locaux, aux bonnes pratiques de sûreté et de sécurité dans les contextes EWIPA.

[75] Nick Vovk, Emergency Explosive Ordnance Risk Education: Lessons Learned from Ukraine, *The Journal of Conventional Weapons Destruction*, vol. 28, n° 1, mars 2024.

2.2 Comprendre les schémas de risque et de vulnérabilité dans les contextes EWIPA

Partenaire délivrant des sessions d'education aux risques et de preparation aux conflits axés sur les enfants au Liban. ©HAMAP

2.2.1 Schémas de risque, stratégies de survie et réceptivité

> *« La population est à bout de forces. Elle vit sous les bombardements depuis plus de deux ans. Beaucoup ont déjà suivi une formation aux risques et connaissent les messages clés. Mais au moment de les mettre en pratique, le stress ou la panique les en empêchent parfois. Leur seule priorité est de survivre et de trouver un abri. » ONGI, Ukraine*[76]

Le caractère indiscriminé des EWIPA implique que des analyses plus fines sont souvent nécessaires pour appréhender l'exposition à la menace, au-delà de l'identification des populations traditionnellement à risque. Les schémas de risque dépendent davantage des comportements, de l'exposition contextuelle (par exemple, déplacements pendant les bombardements, activités de subsistance) et de l'emplacement géographique, plutôt que de critères sociodémographiques tels que l'âge, le genre ou la profession (même si ces derniers conservent une certaine influence). Les personnes vivant dans des conflits prolongés adoptent souvent des comportements de « survie », c'est-à-dire qu'elles prennent délibérément des risques pour satisfaire des besoins essentiels comme l'accès à la nourriture, la collecte de combustible ou d'eau, ou la protection de leurs biens. Les activités civiles de subsistance, telles que l'agriculture, la récupération de ferraille, la pêche, ainsi que la collecte d'eau ou de carburant, entraînent une augmentation significative de l'exposition, toutes catégories démographiques confondues.

[76] Entretien du 19 mars 2025.

Il est bien établi que l'exposition aux armes explosives provoque une détresse psychologique[77]. Une exposition prolongée à la violence peut également entraîner une banalisation de la menace et une tolérance accrue au risque[78]. Les traumatismes peuvent altérer la capacité à assimiler et à retenir les messages, tandis que des mécanismes d'adaptation psychologique (comme le fatalisme ou le déni) peuvent également influencer la prise de décisions liées aux risques, tant à l'échelle individuelle que collective.

Ukraine : atteindre les civils exposés quotidiennement et frappés par la lassitude.

En Ukraine, l'exposition répétée aux armes explosives, les déplacements et la durée prolongée du conflit ont entraîné une détresse psychologique généralisée, qui influence directement les comportements des civils et les schémas de risque. Les civils entreprennent fréquemment des activités dangereuses, telles que la traversée de zones contaminées pour récupérer des biens essentiels ou accéder à de l'eau et du carburant, bien qu'ils soient conscients des risques. Les agriculteurs, notamment, figurent parmi les groupes les plus exposés, en raison de la poursuite de leurs activités dans des zones potentiellement contaminées par des EE[79]. Cette exposition prolongée a également conduit à une banalisation de la menace et à une réactivité réduite aux systèmes d'alerte précoce, comme les sirènes anti-aériennes. Cette désensibilisation a réduit l'impact des messages d'éducation aux risques et de préparation aux conflits. En 2023, plus de 50 % des Ukrainiens interrogés ont reconnu avoir adopté des comportements à risque liés aux armes explosives[80]. Un rapport de HI met en lumière des préoccupations croissantes quant à la banalisation de la violence et à la diminution de la réactivité face aux alertes[81]. « On observe un sentiment de lassitude généralisée. Tout le monde connaît désormais l'EREE et la PPC. Il y a les canaux Telegram et le système public d'alerte aérienne. Une certaine routine s'est installée. La lassitude, combinée à une forme de banalisation, s'est peu à peu enracinée. C'est épuisant. Chaque jour, il y a un raid aérien, parfois trois ou quatre. » – ONGI, Ukraine[82]. Cette étude de cas montre que les stratégies en matière d'EREE/de PPC doivent tenir compte des conséquences psychologiques des EWIPA, en veillant à ce que les messages soient pertinents, responsabilisants et adaptés à la pression quotidienne que subissent les civils.

Lorsque les conflits se prolongent, les populations finissent par se lasser et deviennent moins réceptives aux messages de sécurité, surtout lorsque les conseils paraissent peu pertinents, irréalistes ou difficiles à mettre en pratique. Des messages isolés, dépourvus d'autres formes de soutien à la lutte antimines (comme la remise à disposition des terres ou la fourniture de services répondant aux besoins immédiats), peuvent également renforcer la lassitude et susciter de la frustration. Comme l'a souligné une personne interrogée : « *Les communautés locales sont, en quelque sorte, fatiguées de l'éducation aux risques. Non pas qu'elles la jugent inutile. Elles estiment*

[77] Comité international de la Croix-Rouge, Explosive Weapons with Wide Area Effects: a Deadly Choice in Populated Areas, janvier 2022, p. 37-40.
[78] Handicap International – Humanité & Inclusion, Hors d'atteinte : L'impact des armes explosives en Ukraine – Focus sur les zones difficiles d'accès, février 2024, p. 14.
[79] Handicap International – Humanité & Inclusion et Danish Refugee Council, KABP Survey Report – Ukraine, 2023, janvier 2024, p. 32 ; Ukraine Protection Cluster, Ukraine – Protection Analysis Update: The Critical Need for Protection amongst Armed Conflict and Violence, juillet 2024, p 12.
[80] Handicap International – Humanité & Inclusion et Danish Refugee Council, KABP Survey Report – Ukraine, 2023, janvier 2024, p. 70.
[81] Handicap International – Humanité & Inclusion, Hors d'atteinte : L'impact des armes explosives en Ukraine – Focus sur les zones difficiles d'accès, février 2024, p. 14.
[82] Entretien du 12 mars 2025.

simplement en avoir fait le tour. Ce qu'elles veulent maintenant, c'est avant tout qu'on les débarrasse de ces mortiers, de ces mines et de tout le reste[83]. »

Dans certains contextes EWIPA, l'urgence de communiquer auprès des populations touchées a parfois conduit les acteurs de l'EREE/de la PPC à diffuser des messages standardisés peu adaptés au contexte local. Même si cela peut parfois être la seule manière de transmettre rapidement des informations, ce type de message peut renforcer la lassitude et nuire à leur crédibilité. Il est donc essentiel de veiller à ce que les messages d'EREE/de PPC soient pertinents et crédibles.

Recommandations – Programme d'action

Acteurs de l'EREE/de la PPC et chercheurs:

- Adapter les stratégies d'éducation aux risques en tenant compte des comportements d'exposition et des profils de risque liés à la survie (par exemple, chez les agriculteurs, les ferrailleurs ou les aidants). Adapter et actualiser régulièrement les messages en conséquence.

2.2.2 Groupes de population à risque élevé

> *« L'un des principaux défis consiste à garantir l'accessibilité de l'éducation aux risques pour les femmes et les filles handicapées, en particulier dans les zones rurales. » ONG locale, Ukraine*[84]

Les données et témoignages disponibles révèlent que certains groupes sont systématiquement plus exposés aux risques liés à l'utilisation d'armes explosives. Cette étude montre que les hommes (en particulier ceux en âge de travailler) figurent souvent parmi les premières victimes, en raison de leurs déplacements et de leurs responsabilités professionnelles qui les conduisent dans des zones à haut risque[85]. Les schémas culturels et psychologiques, tels que les récits héroïques ou les attentes liées au genre, peuvent également influencer la manière dont les individus perçoivent le risque et y réagissent. En Ukraine, par exemple, un récit largement partagé d'héroïsme face au conflit semble inciter les hommes à prendre des risques, notamment en manipulant ou en déplaçant les EE[86]. Bien qu'ils constituent un groupe à haut risque, les hommes sont souvent sous-représentés dans les programmes, en raison de la difficulté à les atteindre au sein des communautés ou sur les lieux de travail, mais aussi de leur réticence à participer aux séances, notamment dans certains contextes où la crainte de la conscription les dissuade d'y assister.

On sait que les enfants, et particulièrement les garçons, sont susceptibles de manipuler les EE par curiosité ou par manque de sensibilisation[87]. À l'échelle mondiale, les enfants représentent près de

[83] ONGI, Myanmar. Entretien du 27 mars 2025.
[84] Entretien du 23 avril 2025.
[85] Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement, Second Menu of Indicators to Measure the Reverberating Effects on Civilians from the Use of Explosive Weapons in Populated Areas, février 2022, p. 10 ; Centre international de déminage humanitaire, Mapping of the Explosive Ordnance Risk Education Sector in Ukraine, 9 septembre 2024, p. 12-13 ; Danish Refugee Council, Killing Long After they Fall: the Cost of Active Warfare and Explosive Ordnance on Civilians in Gaza, novembre 2024, p. 24.
[86] Handicap International – Humanité & Inclusion et Danish Refugee Council, KABP Survey Report – Ukraine, 2023, janvier 2024, p. 32 ; Ukraine Protection Cluster, Ukraine – Protection Analysis Update: The Critical Need for Protection amongst Armed Conflict and Violence, juillet 2024, p 12.
[87] Comité international de la Croix-Rouge, L'enfance sous les décombres : les conséquences humanitaires de la guerre en milieu urbain sur les enfants, décembre 2023, p. 8.

la moitié (43 %) des victimes civiles enregistrées depuis 1999, lorsque le groupe d'âge était connu[88]. Dans les contextes EWIPA, les enfants dépendent souvent des adultes (parents, enseignants ou frères et sœurs plus âgés) pour assurer leur sécurité, même si, dans bien des cas, ils participent aussi aux revenus familiaux. À Gaza et au Liban, les enfants ont été identifiés comme particulièrement vulnérables lors des déplacements ou des évacuations, surtout lorsqu'ils circulent dans des quartiers dégradés ou qu'ils s'impliquent dans les activités quotidiennes de survie, y compris la récupération de ferraille[89].

Les femmes sont souvent considérées comme un public clé en matière d'EREE/de PPC, car elles s'occupent des enfants, et peuvent atteindre et influencer les hommes adultes. Cependant, les rôles traditionnellement attribués aux hommes et aux femmes sont souvent profondément bouleversés par les EWIPA. Alors que les femmes et les filles sont généralement considérées comme moins enclines à prendre des risques en lien avec les EE, leur exposition aux dangers posés par les EWIPA à Gaza s'est accrue, notamment lorsqu'elles accomplissent des tâches essentielles à la survie, comme la collecte d'eau ou la fouille des décombres pour y récupérer des matériaux réutilisables ou des effets personnels. Les ménages dirigés par des femmes rencontrent des obstacles supplémentaires lorsqu'ils tentent de fuir, notamment la responsabilité de s'occuper seules des personnes à leur charge, ainsi que le manque de ressources ou de protection. Ceux qui ne peuvent pas partir restent bloqués dans des zones très dangereuses, avec un accès limité à l'aide, ce qui augmente le risque de préjudice[90]. En Ukraine, une étude a révélé que l'incidence des violences basées sur le genre avait augmenté depuis 2023, les femmes et les filles étant particulièrement touchées[91].

Le personnel humanitaire, les agents de santé, les premiers intervenants, les employés des services publics ainsi que les civils qui déblaient les débris pour rétablir les services ou l'accès font également partie des groupes à haut risque, car ils pénètrent dans des zones bombardées potentiellement contaminées par des EE.

Cette recherche a mis en évidence d'importantes lacunes dans les connaissances et les données disponibles concernant la manière dont les facteurs de discrimination croisée (notamment le handicap, le genre, l'âge, le statut de déplacement ou l'origine ethnique) accentuent les vulnérabilités dans les contextes EWIPA, ainsi que la façon dont l'EREE et la PPC peuvent y répondre de manière optimale dans l'élaboration et la diffusion des messages. Il est nécessaire d'investir davantage dans la recherche afin de mieux comprendre les vulnérabilités spécifiques et croisées dans les contextes EWIPA, et de s'assurer que la conception des supports et les méthodes de mise en œuvre tiennent davantage compte de ces risques, souvent imbriqués et cumulatifs.

Certains groupes, comme les personnes handicapées, sont considérés comme plus vulnérables dans les contextes EWIPA, en raison de facteurs pouvant limiter leur capacité à évacuer ou à se protéger. Les personnes handicapées et les personnes âgées peuvent avoir des problèmes de mobilité ou des déficiences sensorielles les empêchant de recevoir des informations, de réagir aux sirènes ou d'évacuer à temps[92]. En Ukraine, les personnes âgées ont souvent un fort attachement à

[88] Campagne internationale pour interdire les mines, Landmine Monitor 2024, novembre 2024, p. 42.
[89] Groupe mondial de la protection ,Occupied Palestinian Territory (oPt): Gaza Protection Analysis Update, décembre 2024, p. 6-7 ; ACAPS, Lebanon Briefing Note, mars 2025, p. 2.
[90] Danish Refugee Council, Killing Long After they Fall: the cost of active warfare and explosive ordnance on civilians in Gaza, novembre 2024, p. 20.
[91] World Vision et l'ONG « Girls », Gender-Based Violence in Ukraine Amid War: An Assessment Report, avril 2024.
[92] Handicap International – Humanité & Inclusion, Devastating impact of conflict on persons with disabilities living in Lebanon, 2024, p. 1 ; Handicap International – Humanité & Inclusion, Hors d'atteinte : L'impact des armes explosives en Ukraine – Focus sur les zones difficiles d'accès, février 2024, p. 2 et 17 ; ACAPS, Myanmar – Three Years Post-Coup: Recent Developments and Humanitarian Situation, février 2024, p. 5.

leur domicile et à leur terre, et refusent de partir, s'exposant ainsi à des risques accrus, notamment le long de la ligne de front et dans les zones tampons. Au Myanmar, un animateur local a indiqué que les personnes âgées avaient rarement la possibilité de fuir lors de tirs d'obus[93]. Cependant, les données restent limitées quant à la manière dont le handicap influence la compréhension des messages et la capacité à mettre en pratique les conseils fournis, ainsi que sur l'impact spécifique des EWIPA sur les personnes handicapées. Des efforts ont été déployés dans certains contextes, comme en Ukraine et à Gaza, pour veiller à ce que les messages d'EREE/de PPC soient accessibles à certaines personnes en situation de handicap, mais ces mesures ne sont pas encore systématiquement mises en œuvre.

Les enfants handicapés sont plus exposés aux risques liés aux EWIPA.

Les enfants handicapés courent des risques disproportionnés dans les situations de conflit, notamment lors d'attaques à l'arme explosive et de déplacements forcés. En cas d'attaque, ils dépendent souvent de l'aide d'autrui ou sont tout simplement incapables de fuir. Un rapport de Human Rights Watch publié en 2022 met en évidence ces dangers à travers les témoignages directs de familles syriennes, révélant les obstacles qui mettent en péril la vie des enfants atteints de handicaps physiques, sensoriels ou intellectuels dans les contextes EWIPA. L'absence d'aides techniques (fauteuils roulants, prothèses ou appareils auditifs) aggrave encore la situation, notamment en cas d'évacuation soudaine. Les parents et les accompagnants sont souvent confrontés à des choix impossibles : certains ont dû laisser un enfant derrière eux pour fuir en sécurité avec d'autres. Le père d'un enfant atteint d'infirmité motrice cérébrale a confié : « Une maison près de nous a été touchée. Tout le monde a commencé à courir et je ne savais pas quoi faire… Je pensais à Reem et à mes autres enfants. Je me demandais comment fuir en portant Reem. » Certains enfants ont exprimé leur inquiétude à l'idée d'être un fardeau pour leurs proches : « J'ai l'impression d'être un poids pour ma famille : ils doivent m'aider à fuir, ce qui les met en danger. Mais si je décide de rester à la maison, ils resteront avec moi. Ce qui me fait le plus peur, quand j'entends une frappe aérienne, c'est de savoir que je pourrais perdre quelqu'un que j'aime. » D'autres ont raconté avoir été abandonnés : « Tout le monde a pensé à soi et s'est mis à courir, et je suis resté seul. Heureusement, j'ai réussi à marcher très lentement jusqu'à un endroit où j'ai pu me cacher. » Ce rapport et ces témoignages soulignent la nécessité d'adapter les systèmes d'évacuation, les plans d'urgence et les programmes d'EREE/de PPC aux besoins spécifiques des enfants handicapés[94].

Les personnes interrogées ont également fait état de difficultés à communiquer les informations relatives à l'EREE/à la PPC à certains groupes marginalisés, notamment la communauté rom en Ukraine, ou à des groupes ethniques minoritaires, en raison de barrières linguistiques ou de l'absence d'enregistrement à l'état civil et de documents d'identité reconnus[95].

Recommandations – Programme d'action

États bailleurs organisations des Nations Unies et acteurs de l'EREE/de la PPC:

- Effectuer des recherches approfondies sur les facteurs de vulnérabilité croisée dans les contextes EWIPA, et s'assurer que les analyses intersectionnelles guident l'élaboration et la formulation des messages.

[93] Entretien du 18 avril 2025.
[94] Human Rights Watch, "It Was Really Hard to Protect Myself": Impact of the Armed Conflict in Syria on Children with Disabilities, 8 septembre 2022, p. 11-16.
[95] Voir aussi : Ukraine Protection Cluster, Ukraine – Protection Analysis Update: The Critical Need for Protection amongst Armed Conflict and Violence, juillet 2024, p. 12.

Acteurs de l'EREE/de la PPC, organisations des Nations Unies et autorités nationales de lutte antimines:

- Mettre en œuvre des initiatives ciblées de collecte de données désagrégées par handicap, genre et âge (HGA), ainsi que selon d'autres dimensions de la diversité susceptibles d'entraîner des vulnérabilités croisées, afin de mieux répondre aux besoins spécifiques de ces groupes dans le cadre des programmes d'EREE et de PPC. Dans la mesure du possible, collaborer avec des parties prenantes disposant d'une expertise approfondie et d'une connaissance fine des dimensions HGA.

Acteurs de l'EREE/de la PPC:

- Travailler en collaboration avec les secteurs de la SMSPS et de la protection de l'enfance afin de garantir des messages crédibles et sensibles aux traumatismes, en tenant compte du handicap, du genre, de l'âge et des autres dimensions de la diversité.

2.3 Adapter les stratégies de mise en œuvre de l'EREE/de la PPC

Session d'education aux risques et de preparation aux conflits à Gaza. ©HI

2.3.1 Participation locale : garantir des messages adaptés et une couverture optimale

> *« Les approches communautaires, dans lesquelles les acteurs locaux co-conçoivent et diffusent les messages, se sont révélées particulièrement efficaces dans les contextes EWIPA à haut risque. » ONGI, Gaza*[96]

De nombreuses personnes interrogées ont souligné l'importance d'associer les populations et communautés touchées par les EWIPA afin de garantir que les messages d'EREE/de PPC, ainsi que les approches utilisées, soient pertinents et adaptés au contexte, tout en élargissant la portée des activités d'éducation aux risques.

[96] Entretien du 8 avril 2025.

La participation de la communauté à la conception des contenus d'EREE et de PPC a renforcé la pertinence des messages vis-à-vis de la réalité vécue par les populations, assurant ainsi une meilleure réception des messages. Les acteurs locaux sont également bien positionnés pour fournir des conseils sur les dimensions culturelles, linguistiques et politiques, afin d'adapter les messages à la réalité des communautés. Ils peuvent identifier les langues pertinentes et recommander les formats de diffusion les plus adaptés, tels que la radio locale, les visites en porte-à-porte ou les réseaux sociaux. Cette étude met en lumière plusieurs exemples de communautés touchées par les EWIPA ayant participé à la conception et à la diffusion des messages d'EREE et de PPC, ce qui a permis d'atteindre des zones isolées et de maintenir les programmes malgré d'importantes difficultés d'accès. Les entretiens menés au Myanmar indiquent que les jeunes bénévoles, les leaders religieux et les chefs traditionnels jouent souvent un rôle clé dans l'adaptation des messages au contexte culturel et linguistique local. La possibilité de recueillir un retour d'information continu de la part des populations concernées permet de tester, d'ajuster et de faire évoluer les messages en fonction des besoins locaux et des menaces émergentes. En Ukraine, les acteurs de l'EREE/de la PPC entretiennent des relations étroites avec des autorités locales de confiance, ce qui facilite leur travail auprès des communautés et favorise une meilleure acceptation des programmes. Des efforts ont également été entrepris pour intégrer ces messages dans les programmes scolaires et dans la formation des enseignants.

Certaines organisations nationales et locales de la société civile spécialisées (telles que des organisations de femmes, des réseaux de jeunes ou des associations de personnes handicapées) parviennent à atteindre des publics spécifiques et à répondre à des vulnérabilités croisées. Elles peuvent notamment fournir des conseils pour la création de messages inclusifs, recommander des canaux de communication adaptés, ou faciliter l'accès à certains groupes. Comme l'a expliqué une organisation de femmes ukrainiennes : *« Notre démarche consiste à intégrer l'EREE et la PPC dans les activités menées par les jeunes, afin de les rendre plus concrètes et attrayantes. L'un de nos principaux défis consiste à garantir l'accessibilité de l'éducation aux risques pour les femmes et les filles handicapées, en particulier dans les zones rurales. »*[97] Des organisations de personnes handicapées, telles que Fight for Right en Ukraine, ont réalisé des recherches approfondies et élaboré des outils d'orientation et de plaidoyer spécialement conçus pour faciliter l'évacuation sécurisée des personnes handicapées en situation de conflit. Bien qu'elles ne participent pas directement à la mise en œuvre de l'EREE ou de la PPC, ces organisations apportent un éclairage précieux, susceptible d'inspirer des messages et stratégies de préparation plus inclusifs. Leur expertise reste néanmoins insuffisamment exploitée, alors qu'elle pourrait être mobilisée de manière plus systématique pour garantir l'accessibilité et la pertinence de l'EREE et de la PPC pour toutes et tous[98].

Les femmes dans l'EREE/la PPC : participation locale et approches sensibles au genre.

Dans l'ensemble des études de cas, la participation des femmes s'est révélée déterminante dans l'élaboration de messages fiables, pertinents et efficaces liés à l'EREE et à la PPC. Les entretiens menés au Liban et au Myanmar ont mis en lumière le rôle essentiel des organisations dirigées par des femmes, des groupes de mères et des femmes bénévoles de la communauté dans le codéveloppement des contenus, le choix des formats de diffusion et l'accès aux groupes à haut risque négligés ou difficiles à atteindre (notamment les adolescents et les aidants). « Nous nous sommes efforcés d'impliquer les femmes et les groupes de jeunes dans les activités d'éducation aux risques,

[97] ONG locale, Ukraine. Entretien du 23 avril 2025.

[98] Voir : Fight for Right, Evacuation of People with Disabilities: International Standards and Ukrainian realities, décembre 2022 ; et Disability and War: Analytical report on the results of research, 2022. Voir aussi le site de Fight for Right : https://ffr.org.ua/en/.

car ils sont des messagers de confiance au sein de leurs communautés. » – ONG locale, Myanmar[99]. *En parallèle, la plateforme Laaha, soutenue par l'UNICEF et disponible dans sept pays, offre aux femmes et aux filles un espace numérique sécurisé pour accéder à des informations sur la santé sexuelle et reproductive, ainsi qu'à des services de prévention et de prise en charge des violences basées sur le genre. Elle inclut désormais un module consacré à l'EREE et trois modules dédiés à la PPC, conçus avec la participation active de femmes et de filles, proposant notamment des conseils pratiques pour rester en sécurité en cas de bombardements ou de tirs d'obus*[100].

Au Myanmar et en Ukraine, les organisations ont également établi des partenariats avec des médias nationaux et locaux indépendants afin de diffuser plus largement les contenus liés à l'EREE/à la PPC. La formation et le mentorat en journalisme responsable et en éducation aux risques ont permis de renforcer les compétences des journalistes, tandis que les contenus diffusés par une diversité de médias ont permis d'atteindre un public plus large.

Recommandations – Programme d'action

Acteurs de l'EREE/de la PPC:

- Encourager l'appropriation communautaire de l'EREE/de la PPC en mobilisant les réseaux locaux pour co-construire et adapter les messages, tester les contenus et les supports, mettre en place des boucles de rétroaction afin d'en garantir la pertinence dans le temps et assurer leur pérennité au moyen de méthodes simples, peu coûteuses, discrètes et adaptées à des environnements instables et à haut risque.

Acteurs de l'EREE/de la PPC, organisations des Nations Unies et bailleurs:

- Établir des partenariats avec, et/ou financer, des organisations, des réseaux et des groupes nationaux et locaux capables d'atteindre des publics spécifiques exposés à des risques élevés ou marginalisés, notamment les hommes en âge de travailler, les femmes déplacées, les jeunes, les personnes handicapées et les travailleurs de première ligne.

2.3.2 Adapter la mise en œuvre à l'évolution des risques et minimiser les traumatismes

> *« L'un des aspects positifs de la PPC était qu'elle intégrait une composante importante de soutien psychologique, car le fait de donner aux personnes vulnérables les moyens de trouver elles-mêmes des solutions à leurs problèmes les aide à se recentrer et à atténuer en partie le stress qu'elles ressentent légitimement. » Organisation des Nations Unies, Gaza et Cisjordanie, Palestine*[101]

Il est particulièrement difficile de fournir des services d'EREE/de PPC dans les contextes EWIPA. Les approches traditionnelles de l'EREE sont parfois trop rigides pour répondre efficacement aux besoins des communautés touchées, ou reposent sur des méthodes de conception, de pilotage et de diffusion de messages trop longues à mettre en œuvre. Le manque de ressources matérielles pour l'impression, ainsi que les difficultés de communication et d'accès durant les phases de conflit actif, limitent souvent la capacité à produire et à adapter les messages en temps réel[102]. Les tests

[99] Entretien du 18 avril 2025.
[100] Voir Laaha : un espace sûr virtuel pour les femmes et les filles.
[101] Entretien du 14 mai 2025.
[102] Nick Vovk, *Emergency Explosive Ordnance Risk Education: Lessons Learned from Ukraine*, *The Journal of Conventional Weapons Destruction*, vol. 28, n° 1, mars 2024.

sur le terrain sont rarement envisageables pour des raisons de sécurité, et la mobilité constante des populations complique l'évaluation de la mémorisation des messages.

De nombreux acteurs de l'EREE/de la PPC ont expérimenté et adopté des solutions de niveau technologique modeste, flexibles et mobiles, afin de préserver leur capacité d'action. À Gaza, les équipes ont eu recours à des méthodes improvisées peu sophistiquées, telles que des haut-parleurs mobiles et des visites en porte-à-porte, pour diffuser des messages pendant les coupures d'électricité et les bombardements intensifs. En Ukraine, des séances sont organisées dans des abris pour les élèves lorsque les écoles sont détruites ou endommagées.

Les personnes interrogées ont souligné que les supports préconçus d'EREE/de PPC deviennent souvent rapidement obsolètes dans des environnements instables et conflictuels. L'apparition de nouvelles menaces (telles que l'usage de drones ou de phosphore blanc) ainsi que l'évolution des schémas d'attaque imposent une adaptation immédiate des messages et des méthodes. Les acteurs ont insisté sur l'importance de maintenir des stratégies de communication flexibles et répétitives, qui permettent une révision régulière des contenus, la prise en compte des retours de la communauté et une mise à jour rapide des conseils de sécurité en fonction de l'évolution des risques.

Adapter l'EREE aux contextes de conflit et d'urgence : réponses rapides au Myanmar, à Gaza et en Ukraine.

Depuis l'intensification de la violence au Myanmar à la suite du coup d'État de 2021, les acteurs internationaux de la lutte antimines ont dû repenser la mise en œuvre de l'EREE pour relever les nombreux défis posés par les difficultés d'accès, les interruptions généralisées des communications, les déplacements massifs de population et un conflit en évolution constante. Les organisations ont élaboré un panel de méthodes de diffusion, allant de solutions à faible technologie jusqu'à des outils de pointe, afin que les messages puissent atteindre efficacement les populations concernées, être aisément adaptés et mis à jour en fonction de l'évolution de la situation, tout en permettant aux animateurs de rester discrets. « Le conflit nous a poussés à développer de nombreuses alternatives pour diffuser l'information. » – ONGI, Myanmar[103]. L'EREE est souvent assurée par des bénévoles et des partenaires locaux afin de limiter les déplacements. Des tableaux à feuilles mobiles ou des tableaux noirs sont utilisés pour transmettre les messages, évitant ainsi le transport de supports d'EREE à travers les points de contrôle. Les médias numériques, les réseaux sociaux, les SMS, les appels téléphoniques ainsi que la diffusion de messages par le biais de médias indépendants sont de plus en plus utilisés. Le recours aux outils numériques a également permis de réagir rapidement à d'autres urgences. À Gaza, le MAG (Mines Advisory Group) a pu tirer parti de ses ressources numériques internes en matière d'EREE pour diffuser rapidement des messages dès le début du conflit. En Ukraine, l'économie numérique était déjà bien développée avant l'invasion russe. Une application nationale d'alerte a rapidement été lancée. Elle est largement utilisée par la population, et les contenus relatifs à l'EREE/à la PPC sont diffusés massivement par les chaînes de télévision publique ukrainiennes, les systèmes d'affichage public et les réseaux de transport en commun[104]. À la suite de la destruction du barrage de Kakhovka, en Ukraine, le 6 juin 2023, et des craintes liées à la dispersion de la contamination, le MAG a pu mettre en œuvre une réponse numérique rapide via des publicités Facebook, déployées quelques heures seulement après la catastrophe, avec un budget très limité[105].

[103] Entretien du 27 mars 2025.
[104] ONGI, acteur mondial. Entretien du 28 mars 2025.
[105] Centre international de déminage humanitaire, Éducation aux risques des engins explosifs : Analyse du secteur et des besoins, octobre 2024, p. 54.

Pour maintenir la confiance et la crédibilité, les messages doivent rester ancrés dans la réalité du terrain et être faciles à appliquer pour les personnes concernées. Les personnes interrogées ont souligné que certains comportements recommandés en matière de sécurité, tels que la mise à l'abri dans les salles de bain ou les sous-sols, n'étaient pas toujours réalisables, en raison de la nature des constructions ou de l'ampleur des destructions. Dans certains contextes EWIPA, la réalité a largement dépassé les scénarios envisagés par de nombreux supports d'EREE ou de PPC. À Gaza, les attaques généralisées contre les abris, les écoles, les hôpitaux et les intervenants humanitaires ont mis à mal les messages de protection les plus élémentaires. La notion d'« espaces protégés » s'est effondrée face aux violations systématiques du DIH, obligeant les spécialistes à repenser la manière de communiquer sur les comportements à moindre risque, dans un contexte où aucun lieu ne peut être considéré comme véritablement sûr.

Les stratégies de mise en œuvre tenant compte des traumatismes sont souvent essentielles dans les contextes EWIPA. Les sensibilités peuvent être particulièrement vives dans le domaine de la PPC, lorsque les messages portent sur des menaces en cours, des pratiques de mise à l'abri ou des bombardements actifs. Cependant, les personnes interrogées ont également indiqué que les messages de PPC contribuaient souvent à renforcer l'autonomisation des personnes touchées par le conflit, en leur fournissant des conseils pratiques, applicables pendant les bombardements et les tirs d'obus, à un moment où elles peuvent se sentir particulièrement impuissantes. L'intégration des messages relatifs à l'EREE et à la PPC dans les séances s'est révélée efficace, non seulement pour éviter la lassitude du public, mais aussi pour mieux refléter la réalité : les civils sont souvent confrontés simultanément ou à peu d'intervalle, à la contamination et aux attaques actives.

Solliciter l'expertise de spécialistes de la protection de l'enfance ou de la SMSPS pour intégrer ces dimensions dans la conception et la mise en œuvre de l'EREE et de la PPC peut contribuer à réduire les risques de préjudices. Dans la mesure du possible, établir des passerelles entre les séances et les dispositifs de référencement en matière de SMSPS disponibles, ou former les animateurs aux premiers secours psychologiques, peut renforcer la sécurité et la pertinence des initiatives d'éducation aux risques. Au Myanmar, les groupes communautaires de protection de l'enfance ont contribué à la mise en place de séances d'éducation aux risques adaptées aux enfants, ainsi qu'au référencement vers des services médicaux et psychosociaux. D'autres acteurs ont souligné que l'acquisition de compétences pratiques, comme la familiarisation avec le contenu des « sacs d'urgence », la maîtrise de la position latérale de sécurité ou la pratique d'exercices de respiration, offrait aux individus des outils concrets pour faire face aux situations difficiles. Pour les enfants d'Ukraine, les activités participatives basées sur le jeu se sont avérées être un moyen efficace pour transmettre des messages et favoriser leur mémorisation, sans raviver les traumatismes[106].

Recommandations – Programme d'action

Groupe consultatif sur l'EREE:

- Recenser les outils et pratiques existants en matière de PPC, et développer des modules de PPC adaptés aux besoins, des cadres de suivi et d'apprentissage, ainsi que des outils pratiques, en s'appuyant sur les bonnes pratiques et les expériences issues des secteurs de l'EREE, de la réduction des risques de catastrophes et d'autres domaines connexes.

[106] L'UNICEF a récemment mis au point un module de formation sur la SMSPS et l'EREE, qui a été testé à l'échelle mondiale lors de la formation annuelle 2024 destinée aux acteurs de l'EREE à Spiez. Voir : UNICEF, MHPSS & EORE, 2024.

Acteurs de l'EREE/de la PPC et ANLAM:

- Concevoir et promouvoir des modèles de séances intégrées d'EREE/de PPC, ainsi que des modules de formation adaptés aux différentes phases du conflit et aux divers profils de publics, en veillant à ce que les messages soient concrets, réalisables et n'accentuent pas les traumatismes ni la lassitude face aux communications.

III. Combler les lacunes en matière de données, de programmation et de capacités

3.1 Renforcer les données disponibles et promouvoir une action fondée sur des données probantes

3.1.1 Lacunes en matière de données et analyse des conflits

> *« Nous recueillons des données provenant de diverses sources, notamment l'INSO, des organisations locales et les autorités locales. Cependant, faute de base de données centralisée, les informations demeurent fragmentaires. » ONGI, Ukraine*[107]

Dans tous les contextes touchés par les EWIPA, les acteurs humanitaires ainsi que ceux engagés dans la lutte antimines soulignent régulièrement l'urgence d'améliorer la qualité, la disponibilité et l'utilisation des données, afin d'éclairer les programmes d'EREE/de PPC. Pourtant, des obstacles persistants continuent de freiner la collecte et l'exploitation de données fiables, adaptées au contexte et véritablement inclusives, pourtant essentielles pour comprendre à la fois les effets directs et les effets dominos des EWIPA[108].

Les données fiables concernant les atteintes aux civils, les menaces et les comportements à risque restent limitées ou inaccessibles aux acteurs de l'EREE/de la PPC dans de nombreuses zones de conflit. Dans des environnements fortement politisés, l'accès à des informations neutres et vérifiées est souvent restreint, et les sources de données peuvent être incomplètes, biaisées ou manipulées. Les informations de base manquent souvent dans les zones récemment touchées, ce qui complique l'évaluation des risques émergents, tels que le retour des populations déplacées dans des zones contaminées. Ces défis dépassent le cadre du secteur de l'EREE/de la PPC. Comme l'a souligné une personne interrogée en Ukraine : *« Nous manquons de données de base fiables sur les besoins de protection, ce qui rend difficile l'identification précoce des vulnérabilités liées aux comportements*[109]*. »*

Les données désagrégées représentent toujours une lacune majeure. Le manque de données fiables, ventilées par handicap, genre et âge, continue de compromettre les efforts visant à adapter les messages d'éducation aux risques et de préparation aux besoins spécifiques des différents groupes[110]. Le suivi destiné à mieux comprendre les mécanismes d'adaptation et à ajuster les interventions après un incident est rarement réalisé ou partagé dans le cadre d'un apprentissage structuré ou à travers des récits de réussite. Les systèmes de collecte de données en temps réel

[107] Entretien du 19 mars 2025.
[108] Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement, Understanding Civilian Harm from the Indirect or Reverberating Effects of the Use of Explosive Weapons in Populated Areas: Strengthening Data Collection to Implement the Political Declaration, octobre 2024, p. 13.
[109] ONGI, Ukraine. Entretien du 11 avril 2025.
[110] Fight for Right, Evacuation of People with Disabilities: international standards and Ukrainian realities, décembre 2022, p. 31 ; Comité international de la Croix-Rouge, L'enfance sous les décombres : les conséquences humanitaires de la guerre en milieu urbain sur les enfants, décembre 2023, p. 45-46.

sont souvent limités ou inexistants selon le contexte, ce qui empêche d'adapter le contenu de l'EREE/de la PPC à l'évolution des menaces, aux déplacements de population et aux besoins de protection.

Ukraine – Renforcer l'EREE/la PPC grâce à une analyse des risques fondée sur des données probantes.

Afin de combler les importantes lacunes en matière d'information dans un contexte de conflit qui évolue rapidement, HI et le Danish Refugee Council (DRC) ont mené une vaste enquête sur les connaissances, attitudes, croyances et pratiques (CACP) dans six oblasts d'Ukraine[111]*. Cette étude a associé 2 294 réponses à l'enquête à 24 groupes de discussion et 11 entretiens avec des informateurs clés, ainsi qu'à l'analyse des données sur les victimes issues du SGILAM et du HCDH. Cette méthodologie mixte a permis d'identifier les groupes les plus exposés, de comprendre les raisons pour lesquelles les individus prennent des risques et d'évaluer la manière dont les communautés réagissent aux messages d'EREE et de PPC. En combinant plusieurs sources de données, l'étude a offert une vision plus précise des comportements et des besoins de protection dans chaque région. Alors que la PPC reste insuffisamment reconnue dans les cadres formels de la lutte antimines, cette étude CACP constitue un exemple d'intégration de données désagrégées sur les risques, d'analyses des comportements et de perspectives communautaires dans les programmes conjoints d'EREE/de PPC. Elle montre comment une collecte ciblée de données peut favoriser des activités d'EREE/de PPC plus souples, plus responsables et fondées sur des données probantes dans des environnements à haut risque. « En comprenant l'origine des comportements des différents publics à risque et en adaptant les interventions d'EREE/de PPC en conséquence, ces données peuvent être transformées en puissants messages de sécurité pour les populations touchées par les conflits. » – ONGI, Ukraine*[112].

De plus, l'analyse systématique des conflits n'est que rarement intégrée aux programmes d'EREE/de PPC. De nombreuses interventions d'EREE/de PPC sont mises en œuvre sans véritable évaluation de la sensibilité aux conflits ni prise en compte suffisante des dynamiques politiques, historiques et sociales[113]. Plusieurs personnes interrogées ont reconnu que ce type d'analyse ne relevait pas de leur expertise ni des outils existants, ce qui met en évidence un déficit de capacités plus important dans le secteur. Par ailleurs, les systèmes de données sectoriels dans les domaines de la lutte antimines, de la santé, de la protection et de la coordination humanitaire sont rarement compatibles entre eux, ce qui entrave l'analyse globale et la planification coordonnée des interventions. Comme l'a souligné une organisation des Nations Unies en Palestine : « *Le partage des données reste un processus cloisonné. Le DSS, le SLAM, OCHA, le HCDH… Chacun détient une partie de l'information, mais il n'existe pas d'analyse coordonnée pour les contextes EWIPA*[114]*.* »

Les conséquences sur les programmes sont clairement perceptibles. Des données insuffisantes ou obsolètes réduisent la capacité à cibler précisément les populations à risque. Les systèmes de surveillance peinent souvent à identifier les comportements à risque ou les schémas d'exposition, ce qui conduit à la mise en place de programmes inadaptés. L'assurance qualité et l'adaptation des programmes sont également freinées par la forte mobilité de la population, la faible mobilisation communautaire et les contraintes opérationnelles dans les zones difficiles d'accès.

[111] Handicap International – Humanité & Inclusion et Danish Refugee Council, KABP Survey Report – Ukraine, 2023, janvier 2024.
[112] Entretiens des 2 avril et 20 juin 2025.
[113] voir aussi : Gemma Davies, Veronique Barbelet et Leigh Mayhew, Reducing Violence and Strengthening the Protection of Civilians: Debunking Assumptions, Humanitarian Policy Group, novembre 2024, p. 9-10.
[114] Entretien du 14 mai 2025.

Recommandations – Programme d'action

Acteurs de l'EREE/de la PPC, MA AoR/GMP et organisations des Nations Unies:

- Donner la priorité à une analyse systématique de la sensibilité aux conflits dans la conception et l'adaptation des programmes d'EREE/de PPC, et y allouer les ressources nécessaires. Utiliser ces analyses pour guider la prise de décision, renforcer la redevabilité et adapter les programmes afin d'éviter tout impact négatif involontaire.

Acteurs de l'EREE/de la PPC et MA AoR/GMP:

- Prendre l'initiative de centraliser et harmoniser les sources et les produits de données afin de garantir leur précision, leur qualité et leur fiabilité, tout en assurant l'accessibilité des données à l'ensemble des acteurs et parties prenantes, afin de soutenir une prise de décision et une programmation fondées sur des données probantes. Identifier les sources de données existantes pertinentes pour l'EREE/la PPC et élaborer des protocoles de partage pour renforcer l'interopérabilité et garantir un accès rapide à des informations adaptées au contexte, en vue de la planification des programmes.

3.1.2 Renforcer les programmes d'EREE/de PPC fondés sur des données probantes

> *« Nous nous basons sur des projections pour définir nos priorités et anticiper les risques potentiels (en exploitant les données disponibles, par exemple). Cela nous permet de repérer les tendances, mais il reste très difficile d'obtenir des informations fiables. » ONGI, Myanmar*[115]

Des efforts sont en cours pour mettre en place des systèmes de collecte et d'analyse de données plus structurés, plus réactifs et plus inclusifs, afin de mieux orienter la programmation dans les contextes EWIPA à haut risque. Conformément aux engagements pris dans le cadre de la Déclaration politique, les organisations de la société civile, telles que PAX, ont recommandé aux États, aux acteurs militaires et aux institutions chargées de la sécurité d'établir des systèmes accessibles de recensement des atteintes aux civils, élaborés en concertation avec la société civile, et de partager en libre accès des données sur l'utilisation des armes, ventilées par lieu, plateforme et type de munition[116].

Plusieurs personnes interrogées ont cité la plateforme d'échange humanitaire de données (gérée par OCHA) et l'ACLED comme des sources clés d'informations publiques sur les victimes civiles d'armes explosives, les types d'armes utilisées et l'emplacement des frappes, ainsi que sur les tendances plus générales liées au conflit et à son contexte[117]. Bien qu'utiles, ces plateformes ne fournissent pas d'informations en temps réel sur les incidents en cours, les zones d'évacuation ou de mise à l'abri sûres, ou d'autres données essentielles, telles que les mécanismes d'adaptation des civils et les comportements à risque, dont les acteurs de l'EREE/de la PPC ont besoin pour adapter rapidement leurs messages et stratégies de mise en œuvre. Au cours de l'atelier sur l'EREE/la PPC, Action on Armed Violence (AOAV) a souligné l'intérêt de renforcer la coopération en matière de partage et d'analyse des données avec les acteurs de l'EREE/de la PPC, en s'appuyant sur sa vaste

[115] Entretien du 2 avril 2025.
[116] PAX, Protection of Civilians – Civilian harm reporting mechanisms: A useful means to support monitoring and accountability?, mai 2022, p. 9-10 ; Airwars, Center for Civilians in Conflict, PAX, Université d'Utrecht et IRW, Looking back to look forward: Recommendations to improve the protection of civilians in Dutch military operations, 28 mai 2024, p. 4-6.
[117] Voir : OCHA, The Humanitarian Data Exchange et ACLED, Conflict Data.

base de données sur l'impact civil des armes explosives, y compris sur les groupes vulnérables comme les enfants et les réfugiés[118].

Plusieurs acteurs renforcent les systèmes afin de mieux surveiller les atteintes aux civils, évaluer les besoins et détecter les schémas d'exposition, en recourant à des méthodes mixtes telles que les déclarations d'incidents, les données en libre accès, les commentaires de la communauté sur les réseaux sociaux et l'IA[119]. Comme l'a expliqué une personne interrogée : *« Il y a bien sûr une part d'incertitude autour des informations diffusées sur les réseaux sociaux, mais il est important de les utiliser plutôt que d'attendre que les agents NEDEX arrivent sur le terrain pour confirmer la menace. Le temps que cela se produise, l'urgence peut déjà être passée*[120]. » Ces efforts visent à évaluer rapidement les menaces et à soutenir la planification adaptative, notamment lorsque l'accès direct est restreint. Cependant, sans un partage coordonné et intersectoriel des données entre les domaines de la lutte antimines, de la protection, de la santé et de l'hébergement, ces systèmes risquent de ne fournir qu'une vision partielle de la situation. Une coopération plus étroite en matière de données est essentielle pour améliorer la pertinence, la rapidité et la portée de l'EREE/de la PPC, réduire les doublons et veiller à ce que la programmation prenne en compte les vulnérabilités croisées.

Le suivi des incidents et de l'utilisation des armes permet d'éclairer directement les décisions relatives aux programmes. À Gaza, les rapports localisés et la cartographie mobile des risques ont aidé HI et ses partenaires à détecter les évolutions des schémas de ciblage, comme l'intensification des frappes de drones sur les abris, et à adapter leurs messages de sécurité en conséquence. Les bénévoles et les membres de la communauté ont aussi joué un rôle clé en partageant des vidéos et des images sur les réseaux sociaux, ce qui a permis d'identifier les risques émergents ainsi que les changements de comportement à la suite des événements du 7 octobre. Les équipes NEDEX ont également appuyé les efforts d'EREE/de PPC en identifiant à distance les armes explosives et en participant à la conception de supports adaptés à la menace. Ces exemples illustrent l'importance d'intégrer des dispositifs de retour d'information sur les incidents dans les programmes d'EREE/de PPC, notamment dans des contextes en rapide évolution. L'Open Source Munitions Portal, géré par Airwars et l'Armament Research Service, fournit des données détaillées et des modèles 3D des armes utilisées dans les conflits, incluant leurs composants, leur origine et leurs caractéristiques physiques qui subsistent après la détonation, notamment les « restes de diagnostic » susceptibles d'aider à identifier les types de munitions employées lors des frappes[121]. Cette ressource peut contribuer à enrichir les messages d'EREE/de PPC, à soutenir la planification des enquêtes et des opérations de déminage lorsque les conditions permettent un accès sécurisé, ainsi qu'à renforcer les efforts de plaidoyer fondés sur des données probantes, en vue de la mise en œuvre de la Déclaration politique[122].

[118] Voir : Action on Armed Violence, Impact of Explosive Violence on Civilians.
[119] Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement, Understanding Civilian Harm from the Indirect or Reverberating Effects of the Use of Explosive Weapons in Populated Areas: Strengthening Data Collection to Implement the Political Declaration, octobre 2024, p. 18-45.
[120] ONGI, Moyen-Orient. Entretien du 19 mars 2025.
[121] Voir : Open Source Munitions Portal et The GBU-39 air-delivered bomb: a visual guide. Bien que cette plateforme constitue une ressource publique précieuse, elle présente certaines limites en matière de quantité et de diversité des armes répertoriées. En conséquence, certains acteurs de la lutte antimines s'appuient aussi sur des services commerciaux (comme Fenix Insight) pour obtenir des données techniques complémentaires.
[122] Cela fait référence à l'engagement pris dans la Déclaration politique (partie B, section 3.3), selon lequel les forces armées sont tenues d'adopter et de mettre en œuvre des politiques visant à prévenir les atteintes aux civils, notamment en limitant ou en s'abstenant d'utiliser des armes explosives dans des zones peuplées lorsqu'elles risquent de causer des dommages aux civils.

Malgré les progrès réalisés, la cartographie localisée des incidents et la surveillance communautaire restent peu développées. Ces approches permettent non seulement de renforcer les messages d'adaptation, mais aussi d'améliorer la sécurité du personnel en identifiant les zones sensibles et les déplacements opérationnels, au service de la sécurité du personnel et des partenaires. La collecte de données menée par la communauté peut également favoriser l'appropriation locale et accroître la confiance envers les programmes. Cependant, ces dispositifs nécessitent un soutien, une formation et une protection continus pour les personnes impliquées dans la collecte des données.

Les technologies émergentes ouvrent par ailleurs de nouvelles perspectives. L'utilisation de l'IA et de plateformes librement accessibles a gagné en popularité auprès de certains acteurs de l'EREE/de la PPC, offrant une analyse en quasi-temps réel des tendances des conflits, des lieux des frappes et de leur impact sur les populations civiles. Ces outils peuvent compléter les données recueillies sur le terrain et soutenir la planification anticipée, à condition d'être assortis de garanties solides visant à éviter la diffusion d'informations erronées ou trompeuses, à en assurer une interprétation adaptée au contexte et à prévenir tout usage abusif. L'analyse assistée par l'IA de données en libre accès permet un suivi continu de l'émergence et de l'évolution des conflits, notamment lorsque l'accès sur le terrain est limité et qu'il est impossible de mener des évaluations directes. En particulier, le Système d'alerte aux conflits de l'ACLED a été présenté lors d'une réunion du groupe de travail sur l'éducation aux risques en contexte d'urgence comme un outil prédictif efficace, capable de soutenir les initiatives de préparation et d'anticiper les conflits potentiels ainsi que les besoins en matière d'EREE/de PPC[123].

Norwegian People's Aid (NPA) – Utiliser l'IA et les données en libre accès pour adapter les stratégies d'EREE/de PPC et assurer une alerte précoce.

Face aux défis persistants que représente l'adaptation de l'EREE/de la PPC à des contextes de conflit en évolution rapide, NPA a développé une approche avancée, pilotée par l'IA, pour le suivi des conflits et l'analyse des données. Son système intègre la collecte automatique des données de l'ACLED et d'autres sources, l'analyse des incidents liés aux engins explosifs, ainsi que des tableaux de bord ciblés qui identifient les zones à haut risque, les groupes vulnérables et les délais optimaux pour l'EREE/la PPC. NPA partage ces tableaux de bord et analyses directement avec ses partenaires, en utilisant la traduction assistée par IA pour les rendre accessibles dans les langues locales, ce qui renforce la connaissance collective de la situation, améliore l'accessibilité et facilite une prise de décision plus coordonnée et flexible avec les acteurs nationaux. Au Mozambique, NPA a également testé un système d'alerte précoce qui analyse les rapports médiatiques, les classe en fonction de leur pertinence et gravité, puis transmet des alertes au personnel et aux partenaires communautaires via des plateformes de messagerie sécurisées. Bien qu'elle soit encore en phase d'ajustement, cette approche offre un potentiel prometteur pour être reproduite dans les contextes EWIPA. En investissant dans la gestion et le partage transparent des données, NPA améliore sa programmation stratégique et l'allocation de ses ressources, permettant ainsi aux équipes de terrain de mieux anticiper et répondre à l'évolution des menaces. « Nous utilisons l'IA et des outils en accès libre pour anticiper les risques et adapter les programmes à la réalité du terrain. Ce n'est pas parfait, mais ça change la donne. » – NPA, acteur mondial[124].

[123] Réunion du groupe de travail sur l'éducation aux risques en contexte d'urgence, 21 janvier 2025. Le Système d'alerte aux conflits de l'ACLED (CAST) est un outil de portée internationale permettant de prédire des épisodes de violences politiques jusqu'à six mois à l'avance. Voir : ACLED, CAST | Conflict Alert System.
[124] Entretien du 21 mai 2025.

Recommandations – Programme d'action

Acteurs de l'EREE/de la PPC:

- Renforcer la capacité d'anticipation en intégrant des outils prédictifs et des systèmes d'alerte précoce à des mesures concrètes de préparation communautaire, afin de permettre une mise en œuvre rapide de l'EREE et de la PPC dans les contextes EWIPA.

3.2 Renforcer les effectifs chargés de l'EREE/de la PPC

3.2.1 Développement des compétences opérationnelles et de la gestion de la qualité

> *« L'EREE et la PPC sont souvent perçues comme faciles à mettre en œuvre, alors qu'elles constituent en réalité des domaines très techniques. Il faut du temps pour former correctement le personnel, non seulement à transmettre efficacement les messages, mais aussi à répondre aux attentes des communautés. Cette démarche est particulièrement efficace lorsqu'un soutien technique solide est en place. Par exemple, nous comptons une personne chargée de l'assurance qualité à distance, qui accompagne les équipes sur le terrain en participant à des séances via Zoom ou en visionnant les enregistrements. Il s'agit davantage d'un dispositif de renforcement des capacités en matière d'assurance qualité que d'une démarche de contrôle. » – ONGI, Myanmar.*[125]

La mise en œuvre de programmes d'EREE/de PPC flexibles et efficaces dans les contextes EWIPA nécessite une main-d'œuvre qualifiée, bénéficiant d'un appui approprié. Toutefois, les lacunes en matière de compétences techniques, d'assurance qualité et de soutien institutionnel peuvent nuire à la continuité opérationnelle et à la cohérence de la mise en œuvre entre les différents acteurs et contextes.

Dans de nombreux contextes, des systèmes d'accréditation formels existent pour l'EREE mais pas pour la PPC, en raison de l'absence de normes spécifiques dans le secteur de la lutte antimines. La qualité de la formation et les normes de mise en œuvre varient d'une organisation à l'autre, en particulier lorsque la PPC est intégrée sans encadrement technique, interne ou externe, clairement défini. Cependant, certains acteurs de l'EREE/de la PPC ont noté que les processus formels d'accréditation ou de certification en matière d'EREE peuvent constituer un frein pour les organisations locales, notamment dans les zones reculées, du fait de contraintes liées à la responsabilité et de lourdeurs administratives. En Ukraine, certaines OSC extérieures au secteur de la lutte antimines ont indiqué que le processus de certification EREE/PPC était trop complexe et engendrait des coûts que certaines ne pouvaient pas assumer, mettant ainsi en évidence la nécessité d'une certification simplifiée et gratuite pour les acteurs locaux[126]. Certaines organisations ont utilisé la PPC comme point d'accès opérationnel dans des régions où l'accréditation EREE n'était pas disponible ou s'avérait trop restrictive, ce qui leur a permis de diffuser rapidement des messages de préparation vitaux.

Les compétences spécialisées en EREE/PPC restent largement insuffisantes dans de nombreux contextes. Si beaucoup de membres du personnel de première ligne possèdent une certaine expérience dans la mise en œuvre de l'EREE, les compétences essentielles à la préparation et à la protection dans les contextes EWIPA (telles que les premiers secours, les premiers secours

[125] Entretien du 21 mars 2025.

[126] Centre international de déminage humanitaire, Mapping of the Explosive Ordnance Risk Education Sector in Ukraine, 9 septembre 2024, p. 9 et 14.

psychologiques et la communication sensible aux traumatismes) font souvent défaut. Ces lacunes sont fréquemment accentuées par une forte rotation du personnel, due à des contrats de courte durée, à des redéploiements d'urgence, à l'épuisement psychologique et à des conditions de travail dangereuses. Compte tenu des risques auxquels sont exposés de nombreux membres du personnel dans les contextes EWIPA, les systèmes internes d'accompagnement psychosocial (notamment l'accès aux services de SMSPS et à des espaces de débriefing sécurisés) sont cruciaux pour préserver le bien-être du personnel.

Le renforcement durable des capacités ne se résume pas à une formation ponctuelle. Les organisations qui investissent dans le développement de carrière, l'apprentissage par les pairs, les sessions de remise à niveau et le mentorat contribuent à fidéliser et à motiver leurs équipes. Dans des environnements difficiles, même de modestes opportunités d'apprentissage et de reconnaissance peuvent avoir un impact significatif. Plusieurs personnes interrogées localement ont confié que travailler au sein de leur organisation leur procurait un sentiment de normalité et leur donnait un objectif tangible au milieu du chaos. Des systèmes de formation structurés et standardisés, avec des parcours de développement professionnel clairs, peuvent renforcer cette stabilité, en aidant le personnel à faire face à l'incertitude tout en renforçant sa confiance et ses compétences à long terme. Les futurs protocoles de test et d'évaluation des compétences en matière d'EREE pourraient contribuer à normaliser davantage le développement des capacités et à soutenir une reconnaissance plus large des compétences à l'échelle du secteur[127].

Les participants à l'atelier ont suggéré la création d'une cellule d'appui technique collaborative afin de renforcer rapidement et de manière coordonnée les capacités opérationnelles sur le terrain. Un tel dispositif pourrait fournir une assistance technique rapide, allant de la validation des messages jusqu'à l'appui à distance, notamment dans des environnements en constante évolution ou aux ressources limitées[128].

Garantir une assurance qualité rigoureuse demeure un pilier essentiel, quoique souvent sous-estimé, des programmes d'EREE/de PPC dans des contextes instables et à l'accès difficile. Plusieurs organisations ont adapté leurs systèmes d'assurance qualité pour qu'ils fonctionnent à distance, en recourant au mentorat virtuel, à l'analyse vidéo des séances et à l'accompagnement à distance des animateurs. En appréhendant l'assurance qualité comme un processus axé sur l'apprentissage, les organisations peuvent maintenir les normes de mise en œuvre tout en développant les capacités locales dans ce domaine.

Il est essentiel de renforcer les capacités communautaires en veillant à consolider les structures existantes, et non à les remplacer. Les bénévoles de la communauté, les enseignants, les responsables de camp et les agents de santé peuvent être des animateurs en EREE/PPC efficaces, à condition qu'ils bénéficient d'un soutien et d'une formation appropriés.

[127] S'il est approuvé par le Comité de révision des Normes internationales de la lutte antimines, ce protocole de test et d'évaluation établira des normes et des qualifications minimales pour les membres du personnel chargés de l'EREE, garantissant qu'ils acquièrent les connaissances, les compétences et les attitudes indispensables à leurs fonctions. Ce protocole comprend les compétences liées aux premiers secours, mais n'inclut pas la PPC en tant que telle. Voir : Centre international de déminage humanitaire, Éducation aux risques des engins explosifs : Analyse du secteur et des besoins, octobre 2024, p. 61.

[128] Au début de l'invasion russe de l'Ukraine en février 2022, les membres du Groupe consultatif sur l'EREE ont mis en commun leur expertise pour élaborer une série de questions-réponses sur l'EREE destinées à l'Ukraine, contribuant ainsi à la mise en œuvre de l'EREE et à l'éducation d'urgence concernant d'autres risques liés aux armes explosives. Cet exemple illustre comment un soutien consultatif à distance peut être apporté efficacement. Voir : EORE Advisory Group, Questions & Answers on Explosive Ordnance Risk Education (EORE) for Ukraine, 21 mars 2022.

Gaza – Renforcer les capacités locales et soutenir les équipes de terrain dans la mise en œuvre de l'EREE/de la PPC.

À Gaza, HI a mis en place un solide réseau local d'environ 80 agents communautaires et membres du personnel en charge de l'EREE/de la PPC, responsables de la diffusion de messages de préparation et de protection dans les zones à haut risque. Environ 300 agents communautaires ont été formés avant le 7 octobre 2023, ce qui a permis à HI de reprendre ses activités d'EREE/de PPC seulement quelques jours après le début du conflit, alors que d'autres acteurs restaient en attente. Dans la mesure du possible, HI fait évoluer ses bénévoles vers des postes officiels au sein de l'équipe, afin de reconnaître leur contribution et de leur garantir une certaine stabilité. Pour garantir la qualité et répondre à l'évolution des besoins, HI allie formation initiale, sessions de remise à niveau et accompagnement en temps réel. Les agents communautaires et les travailleurs sociaux reçoivent également une formation sur les premiers secours psychologiques, les violences basées sur le genre et les circuits de référencement, ce qui leur permet de répondre à d'autres besoins de protection au sein de leurs communautés. Il convient de souligner que HI investit également dans le bien-être de ses équipes, en proposant un soutien psychosocial, des séances de débriefing et des modalités de travail flexibles, afin d'aider les membres du personnel à mieux surmonter leurs difficultés personnelles et à accomplir leurs missions en toute sécurité, dans un environnement imprévisible et à haut risque. Cette approche souligne l'importance des modèles locaux de mise en œuvre, de la flexibilité dans la formation et des systèmes de soutien intégrés pour appuyer les programmes d'EREE/de PPC dans les contextes EWIPA. « Nous avons laissé aux membres de l'équipe la liberté de refuser s'ils ne se sentaient pas bien ou si la situation leur semblait trop risquée. Mon objectif n'était pas d'imposer un cadre strict pour les séances, mais de leur donner les moyens de les animer à leur façon. Nous nous sommes attachés à leur fournir des informations et des compétences précises, tout en plaçant leur sécurité et leur volonté de participer au premier plan. » – HI, Gaza, Palestine[129] .

Recommandations – Programme d'action

Groupe consultatif sur l'EREE, Comité de révision des NILAM et acteurs de l'EREE/de la PPC:

- Accélérer la finalisation, l'adoption et la diffusion du nouveau protocole de test et d'évaluation des compétences en EREE, afin d'établir des normes communes et de promouvoir la professionnalisation à l'échelle du secteur.

Acteurs de l'EREE/de la PPC et MA AoR/GMP:

- Donner la priorité au renforcement durable des capacités des OSC nationales et locales, en particulier dans les contextes à haut risque ou présentant des contraintes d'accès. Documenter et diffuser les approches concrètes ayant démontré leur efficacité pour améliorer l'action locale, la formation ou l'assurance qualité dans des contextes difficiles, afin d'en faciliter la reproduction à plus grande échelle.

Groupe consultatif sur l'EREE et ses membres, et MA AoR/GMP:

- Mettre en place une cellule de soutien technique sur l'EREE/la PPC dans les interventions d'urgence et mobiliser les financements nécessaires pour développer des outils pratiques, des messages et des conseils techniques. Cette cellule pourrait être activée pour soutenir une réponse à une crise en lien avec les EWIPA, ou sur demande.

[129] Entretien du 20 mars 2023.

3.2.2 Capacité institutionnelle et coordination avec les autorités

> *« Les ministères de la Défense, de l'Économie, de la Réinsertion, de l'Intérieur et de l'Éducation participent tous à l'éducation aux risques des engins explosifs. Cette démarche est désormais solidement ancrée dans les institutions. » ONGI, Ukraine*[130]

Les autorités nationales de lutte antimines (ANLAM) et les institutions locales concernées jouent un rôle décisif dans la coordination, la normalisation et la pérennisation des programmes d'EREE et de PPC. Leurs responsabilités incluent la coordination, la planification stratégique, la validation des messages, l'assurance qualité, la supervision de la formation et l'alignement sur les normes internationales. Cependant, dans de nombreux contextes (en particulier ceux touchés par les EWIPA dans le cadre d'un conflit en cours ou de situations d'urgence récurrentes), les autorités sont confrontées à des contraintes chroniques en matière d'expertise technique, de capacités institutionnelles et de ressources.

Dans des pays comme l'Ukraine et le Liban, les autorités nationales ont activement supervisé la validation des supports d'éducation aux risques et soutenu leur diffusion au niveau local. Leur engagement a permis de renforcer la cohérence entre les cadres nationaux et les pratiques opérationnelles, tout en favorisant l'adhésion d'autres acteurs étatiques. Il est essentiel de mieux articuler la coordination entre la lutte antimines et les programmes plus larges de protection, de santé et de protection civile, afin que l'EREE/la PPC soient pleinement intégrées dans les plans nationaux de préparation, les plans d'intervention d'urgence et les stratégies de réduction des risques de catastrophes.

Les ONG internationales et les États bailleurs jouent un rôle clé dans le soutien aux initiatives nationales d'EREE/de PPC, en apportant une assistance technique, en renforçant les capacités institutionnelles et en favorisant la coopération internationale. Cela comprend l'élaboration d'outils d'évaluation des capacités, de systèmes normalisés d'assurance qualité et de modèles de formation des formateurs pouvant être financés de manière durable, y compris par des fonds nationaux. Des mises à jour techniques régulières et des processus d'accréditation simplifiés demeurent indispensables pour garantir une mise en œuvre cohérente et de qualité[131].

Renforcement des capacités de PPC par l'ANLAM, dans le cadre de partenariats techniques.

Face à l'escalade des risques et aux mouvements de population, le Centre libanais de lutte antimines (CLLAM) a joué un rôle central dans le développement des capacités nationales. Reconnaissant l'importance de la PPC en complément de l'EREE traditionnelle, le CLLAM a mené des efforts pour élaborer conjointement des stratégies de PPC avec des ONGI, notamment NPA et HAMAP, ainsi que leurs partenaires locaux, Beeatoona et Sheild. Grâce à des évaluations structurées des capacités, à une planification conjointe et à une formation ciblée dispensée à la Regional School for Humanitarian Demining in Lebanon (RSHDL), le CLLAM a contribué à doter les agents de liaison avec la population et les relais communautaires des compétences nécessaires pour mettre en œuvre des interventions de PPC adaptées au contexte. Nombre d'entre eux étaient déjà formés à l'EREE, et la formation sur mesure leur a permis d'alterner entre l'EREE et la PPC, en fonction des besoins de la communauté et de l'évolution du conflit. L'expérience libanaise montre que les autorités nationales peuvent piloter la coopération technique, uniformiser la mise en œuvre et préparer les institutions ainsi que les communautés à des environnements de protection en constante évolution. « Durant l'escalade, et en coordination avec le CLLAM, nous avons organisé une formation commune des

[130] Entretien du 3 avril 2025.

[131] Voir : Centre international de déminage humanitaire, National Ownership and Localization: Progress, Challenges, and Future Directions under the Anti-Personnel Mine Ban Convention, novembre 2024, p. 4-5.

formateurs en PPC pour l'ensemble des partenaires de mise en œuvre au Liban. Nous avons fourni les supports pédagogiques, adapté les séances au contexte d'urgence et élaboré une présentation harmonisée. L'école régionale elle-même en a demandé une version afin de l'intégrer à son programme. » – ONGI, Liban[132].

Les services nationaux chargés de la gestion des situations d'urgence et les prestataires publics de protection jouent un rôle croissant dans la mise en œuvre de l'EREE/de la PPC. Grâce à des formations et à des équipements adaptés, ainsi qu'au soutien et à la supervision des autorités nationales, leur capacité d'action et leur légitimité locale peuvent favoriser l'intensification des interventions de préparation, en particulier dans les zones touchées par des déplacements répétés ou par le ciblage des infrastructures.

Les institutions nationales peuvent parfois rencontrer des difficultés opérationnelles ou souffrir d'un déficit de légitimité dans des contextes marqués par des conflits internes. Le renforcement des capacités des OSC locales devient alors essentiel dans ces environnements.

Recommandations – Programme d'action

ANLAM, autorités nationales extérieures au secteur de la lutte antimines, acteurs de l'EREE/de la PPC et organisations des Nations Unies:

- Renforcer la coordination nationale et le leadership technique en soutenant les ANLAM dans l'alignement de la mise en œuvre de l'EREE/de la PPC avec les dispositifs de préparation et de protection en situation d'urgence. Encourager des formations conjointes, l'adoption de normes de qualité harmonisées et une collaboration étroite avec les ministères clés (Santé, Éducation, Protection civile, etc.) afin de garantir des interventions cohérentes, adaptées au contexte et mises en œuvre à grande échelle.

[132] Entretien du 9 avril 2025.

IV. Renforcer la coordination, l'intégration et l'ancrage local de l'EREE et de la PPC

4.1 Améliorer la coordination et promouvoir des approches intégrées

Dépliants d'education aux risques et de preparation aux conflits produits par HI. ©HI

4.1.1 Plateformes de coordination et dispositifs intersectoriels

> *« Lorsque des situations d'urgence surviennent, des secteurs comme la santé ou la sécurité alimentaire sont prioritaires, tandis que la lutte antimines l'est rarement. Cela complique nos actions de plaidoyer et la coordination de nos efforts. Il arrive souvent que nous ne soyons pas invités aux principales réunions de coordination, et nos interventions se retrouvent reléguées au second plan dans les priorités de financement. Pourtant, l'éducation aux risques figure parmi les interventions les plus rapides à mettre en place et à étendre, et devrait donc être intégrée dès les premières discussions. » ONGI, Gaza et Cisjordanie, Palestine*[133]

[133] Entretien du 18 mars 2025.

Une coordination efficace au sein même du secteur de la lutte antimines est essentielle pour garantir que les messages liés à l'EREE et à la PPC soient cohérents, adaptés au contexte et capables de répondre à l'évolution des menaces. Un partage systématique des informations permet d'éviter les doublons, de limiter la confusion au sein des communautés et de renforcer la cohérence des programmes. À Gaza, par exemple, le domaine de responsabilité de la lutte antimines a rassemblé les contenus SMS de plusieurs organisations dans une bibliothèque commune et élaboré des messages harmonisés, adaptés aux différentes phases du conflit. Des initiatives similaires d'harmonisation des messages ont été menées au Myanmar et en Ukraine[134]. En Ukraine, la coordination a d'abord été renforcée grâce à un outil de planification simple, développé par le domaine de responsabilité de la lutte antimines, qui a permis aux acteurs de l'EREE/de la PPC de partager leurs zones d'intervention prévues, leurs publics cibles, ainsi que le calendrier de leurs séances[135]. Ces dispositifs de coordination favorisent une planification rapide, limitent les doublons et renforcent la cohérence globale des actions d'EREE/de PPC. La création de sous-groupes techniques dédiés à l'EREE au sein du MA AoR s'est révélée utile pour soutenir la planification, faciliter le partage d'expériences et concevoir ensemble des outils opérationnels[136].

Bien que les plateformes de coordination et les dispositifs intersectoriels constituent un point d'entrée pour intégrer l'EREE et la PPC pendant les phases aiguës du conflit, cette possibilité est rarement exploitée. Le manque de clarté concernant la PPC et sa place dans la lutte antimines, ainsi que la perception répandue (notamment en dehors du secteur de la lutte antimines) selon laquelle l'EREE est avant tout une activité post-conflit, freinent la mise en œuvre, la priorité étant généralement donnée à d'autres interventions vitales. On observe souvent un manque de collaboration intersectorielle, et la planification conjointe omet fréquemment d'intégrer l'EREE/la PPC dans les actions d'urgence. Ce problème touche particulièrement les prestataires nationaux et locaux, qui se heurtent à des obstacles limitant leur participation à la planification humanitaire ou aux réunions des groupes de protection. Comme l'a souligné une personne interrogée au niveau local, « *une coordination efficace repose sur l'engagement précoce et constant des organisations locales, non seulement en tant qu'agents de mise en œuvre, mais aussi en tant que partenaires à part entière dans l'élaboration de la stratégie*[137]. » En conséquence, l'EREE et la PPC sont souvent absentes des stratégies et des appels d'urgence, ce qui limite leur visibilité et leur financement.

Cependant, il existe un fort potentiel de coordination entre l'EREE/la PPC et d'autres secteurs (tels que la santé, l'éducation, l'hébergement et la SMSPS), en particulier durant la phase initiale d'une crise, ainsi que pour renforcer la place de l'EREE/de la PPC au sein des plateformes de coordination et des dispositifs intersectoriels. Certains groupes de protection commencent à reconnaître l'importance de la préparation et de l'autoprotection, et à défendre l'intégration de l'EREE/de la PPC dans la planification de l'action humanitaire. La tenue régulière d'ateliers intersectoriels au niveau national constitue un bon moyen de discuter de la manière dont l'EREE/la PPC peut être coordonné avec d'autres services essentiels pendant les situations d'urgence, notamment la distribution d'argent et d'articles non alimentaires. Ces ateliers permettent également de préciser les rôles des responsables sectoriels et organisationnels, et de voir comment l'EREE/la PPC peut contribuer à la fourniture de ces services.

[134] Pour l'Ukraine, voir : Handicap International – Humanité & Inclusion, Norwegian People's Aid et Ukrainian Deminers Association, Conflict Preparedness & Protection Messages in Ukraine, 12 décembre 2023.
[135] Nick Vovk, *Emergency Explosive Ordnance Risk Education: Lessons Learned from Ukraine*, *The Journal of Conventional Weapons Destruction*, vol. 28, n° 1, mars 2024.
[136] Voir aussi : Centre international de déminage humanitaire, Éducation aux risques des engins explosifs : Analyse du secteur et des besoins, octobre 2024, p. 49.
[137] ONGI, Gaza et Cisjordanie. Entretien du 8 avril 2025.

Coordination menée par le Groupe mondial de la protection dans le cadre de la réponse au séisme au Myanmar.

Le 28 mars 2025, un puissant séisme de magnitude 7,7 a frappé le centre du Myanmar. L'épicentre se trouvait près de Mandalay, la deuxième ville du pays. Ce tremblement de terre a provoqué d'importantes destructions et ses secousses ont été ressenties jusque dans les pays voisins. De nombreuses régions touchées étant contaminées par des mines et des EE, les opérateurs de la lutte antimines craignaient que ces engins aient été déplacés ou mis à découvert par le séisme et ses répliques, constituant une menace majeure pour les opérations de sauvetage, les personnes déplacées et les civils[138]. Face à cette situation d'urgence, le Groupe mondial de la protection (regroupant le domaine de responsabilité de la lutte antimines, celui de la protection de l'enfance et le sous-groupe sectoriel sur la violence sexiste) a partagé avec les organisations intervenant au Myanmar des informations actualisées sur le séisme, incluant les principaux risques de protection ainsi que des recommandations pour hiérarchiser les interventions. Ces recommandations portaient notamment sur l'évaluation des menaces liées aux mines et aux EE dans les zones touchées, ainsi que sur la diffusion de messages urgents d'EREE destinés aux populations sinistrées et aux intervenants humanitaires. Le domaine de responsabilité de la lutte antimines a mis à jour les messages standardisés d'EREE destinés aux acteurs extérieurs au secteur, afin d'y intégrer la sensibilisation aux EE lors des opérations de déblaiement, de renforcer la protection des enfants contre les EE après le séisme et de fournir des conseils pour aider les personnes piégées dans les bâtiments endommagés[139]. Les opérateurs de la lutte antimines ont également organisé des formations et des séances d'information sur la sécurité à l'intention des organisations humanitaires mobilisées140.Cet exemple illustre comment une coordination intersectorielle efficace, à l'échelle nationale, peut permettre d'identifier clairement les risques de contamination par les EE, ainsi que les risques liés au conflit pour les autres secteurs mobilisés lors d'une urgence, et de garantir l'intégration complète de l'EREE dans la réponse de protection en contexte EWIPA.

Les participants à l'atelier sur l'EREE/la PPC ont souligné l'importance des évaluations et de la planification conjointes, ainsi que du partage de l'assistance technique entre les différents acteurs de l'EREE/de la PPC et les acteurs humanitaires, afin d'assurer une réponse coordonnée. « *En Ukraine, nous avons mené des évaluations des besoins en collaboration avec les équipes chargées des moyens de subsistance et de la protection, ce qui nous a permis de recueillir l'ensemble des données pertinentes tout en évitant la lassitude du public.*[141] ».

Recommandations – Programme d'action

OCHA, organisations des Nations Unies concernées et acteurs de l'EREE/de la PPC:

- Intégrer systématiquement l'EREE et la PPC dans les dispositifs d'intervention rapide et les plans d'urgence interorganisations, afin de veiller à ce que les messages de prévention parviennent aux communautés exposées dès les premiers stades des situations d'urgence, notamment dans les contextes EWIPA.

4.1.2 Approches intégrées : inclure l'EREE/la PPC dans tous les secteurs

[138] Voir : Myanmar Information Management Unit, Myanmar Earthquake 2025, 2025.
[139] Myanmar Mine Action AoR, Earthquakes: Key EORE Messages for General Dissemination, mars 2025.
[140] ONGI, Myanmar. Entretien du 21 mars 2025.
[141] ONGI, Ukraine. Entretien du 19 mars 2025.

« Nous avons constaté que l'intégration des messages de PPC aux initiatives de protection menées par la communauté renforce l'adhésion locale et la pertinence. » ONGI, acteur mondial[142]

Lorsque les conditions le permettent, les acteurs de la lutte antimines associent les messages d'EREE et de PPC dans des séances communes. Cette approche tient compte du fait que les civils sont souvent confrontés simultanément ou à peu d'intervalle à la contamination et aux attaques actives. Elle contribue également à réduire la fatigue informationnelle et la désensibilisation, en évitant la multiplication des réunions d'information et en permettant aux animateurs de réagir en temps réel à l'évolution des risques. En Ukraine, les animateurs ont déclaré avoir combiné l'EREE et la PPC en utilisant une variété de supports d'IEC, de vidéos et de discussions scénarisées. Au Myanmar, des boîtes à outils modulaires ont permis aux équipes de terrain d'adapter leurs messages en fonction de la situation, qu'il s'agisse d'un pilonnage intensif ou d'une contamination survenue après une attaque.

Dans de nombreux contextes, l'EREE est financée et mise en œuvre comme une activité intégrée, parallèlement à d'autres piliers de la lutte antimines, tels que le déminage, les enquêtes et l'assistance aux victimes. Cette approche présente un intérêt particulier, car elle permet aux populations touchées de recevoir des messages de sécurité tout en observant les progrès réalisés dans la neutralisation et la destruction des engins explosifs, ou en bénéficiant d'un soutien en tant que victimes, ce qui peut contribuer à réduire les comportements à haut risque. La nécessité d'une meilleure intégration avec l'assistance aux victimes a été mise en évidence en Ukraine, à Gaza et au Myanmar, où des organisations ont expérimenté des équipes pluridisciplinaires associant l'éducation aux risques, l'identification et le référencement des victimes. Cette approche est conforme au paragraphe 4.5 de la Déclaration politique, qui demande aux États de *« fournir, faciliter ou aider l'assistance aux victimes (personnes blessées, survivants, familles de personnes tuées ou blessées), ainsi qu'aux communautés touchées par les conflits armés »*, reflétant les obligations prévues par la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel et la CASM. Les participants à l'atelier ont souligné la nécessité de renforcer les synergies entre l'EREE/la PPC et l'assistance aux victimes, en veillant à ce que les victimes d'armes explosives soient systématiquement identifiées et orientées vers un soutien approprié. Cela contribuerait également à la mise en œuvre de la Convention relative aux droits des personnes handicapées (CDPH).

Intégrer l'EREE/la PPC aux autres piliers de la lutte antimines.

Dans plusieurs contextes EWIPA, l'EREE et la PPC ont été efficacement intégrées aux activités de déminage, d'enquêtes et d'assistance aux victimes, ce qui a contribué à réduire les risques pour les communautés touchées. En Ukraine, l'EREE et la PPC ont été mises en œuvre parallèlement à la remise à disposition des terres agricoles, dans le cadre d'une initiative conjointe du PAM et de la FAO. Les animateurs ont également dirigé les agriculteurs vers un système national de compensation foncière. À Gaza, HI a travaillé avec les relais communautaires des camps de personnes déplacées et les équipes NEDEX pour identifier et sécuriser des itinéraires alternatifs sûrs lorsque la contamination a empêché l'accès à une source d'eau. Ces actions ont été complétées par des séances ciblées d'EREE et par le référencement vers des services essentiels. « Avant la rupture du cessez-le-feu, nos équipes ont mené des séances d'éducation aux risques et des opérations NEDEX sur un site où l'accès à la source d'eau était entravé par la présence d'EE. L'équipe NEDEX a déminé et sécurisé un itinéraire plus long mais plus sûr, dont les relais communautaires du camp ont fortement recommandé l'usage. Ils nous ont même sollicités pour organiser des séances d'EREE supplémentaires à l'arrivée de

[142] Entretien du 12 mai 2025.

nouvelles personnes. Cette intégration fonctionnait remarquablement bien » – ONGI, Gaza, Palestine[143].

L'intégration de l'EREE et de la PPC dans des domaines plus larges de l'aide humanitaire (tels que la santé, l'éducation, l'hébergement et les services de SMSPS) peut considérablement accroître la portée et la pertinence de ces actions, en particulier dans les premières phases de réponse à une crise. Bien que certains acteurs de la protection hésitent à s'impliquer dans l'EREE/la PPC en raison d'obstacles techniques supposés, la coopération avec les acteurs extérieurs au secteur de la lutte antimines est en nette progression[144]. Lorsqu'ils disposent d'outils, de conseils et d'un encadrement adaptés, ces partenariats permettent de diffuser des messages auprès des communautés mal desservies et d'améliorer les résultats transversaux en matière de protection. Intégrer l'EREE/la PPC dans des initiatives multisectorielles ou dans des prestations de services conjointes s'est révélé efficace pour répondre aux multiples risques auxquels sont confrontés les civils touchés par les EWIPA.

Les approches intégrées favorisent la progression des programmes d'action mondiaux et nationaux vers la réalisation des objectifs de développement durable, du programme pour les femmes et la paix et la sécurité, ainsi que le Nouvel agenda pour la paix.

Intégrer l'EREE/la PPC dans d'autres secteurs.

L'intégration de l'EREE/de la PPC dans des actions sectorielles plus larges permet de toucher des personnes qui, autrement, resteraient exclues, tout en harmonisant les messages avec les services essentiels :

**Santé : Dans de nombreux contextes, l'EREE/la PPC a été proposée parallèlement à des cliniques mobiles de santé ou lors de distributions humanitaires de nourriture et de kits d'hygiène, assurant ainsi l'accès des communautés recevant une aide essentielle.*

**Éducation : En Ukraine, l'EREE a été intégrée aux programmes scolaires par le biais de formats conçus par les jeunes et axés sur l'art. Au Myanmar, les séances sont dispensées via les réseaux de protection de l'enfance et les espaces « amis des enfants », afin d'aider les enfants à comprendre les menaces et à adopter des comportements sûrs. Au Liban, l'organisation locale SHEILD a élaboré des supports d'EREE/de PPC adaptés au programme scolaire national, afin de renforcer les comportements de préparation et de protection chez les enfants : « Nous avons travaillé avec le ministère de l'Éducation pour inclure des messages d'EREE dans les modules d'éducation civique. Les enseignants ont été formés pour présenter le contenu de façon à le relier aux réalités quotidiennes des élèves, notamment ceux qui vivent à proximité des frontières ou dans les zones touchées. » – ONG locale, Liban*[145]

**SMSPS et protection : En Ukraine, l'Ukrainian Deminers Association (UDA) a établi un partenariat avec une organisation spécialisée en SMSPS afin de renforcer sa capacité à soutenir les civils confrontés à un traumatisme et au stress. Cette collaboration a permis d'élargir les compétences de l'équipe et de favoriser une interaction sécurisée avec les populations à risque. À Gaza et au Liban, les acteurs ont intégré l'EREE/la PPC aux séances de soutien psychosocial, garantissant ainsi que les messages parviennent aux personnes les plus exposées aux EE et aux attaques en cours.*

[143] Entretien du 19 mars 2025.
[144] Centre international de déminage humanitaire, Éducation aux risques des engins explosifs : Analyse du secteur et des besoins, octobre 2024, p. 49-53.
[145] Entretien du 7 avril 2023.

Gestion de site : À Gaza, le Danish Refugee Council a intégré l'EREE à ses activités de gestion de site, assurant la coordination des services, des infrastructures et de la mobilisation communautaire dans les contextes de déplacement. En travaillant avec les comités locaux chargés de l'entretien des infrastructures d'eau, d'assainissement et d'hébergement, les acteurs de l'EREE ont pu atteindre les personnes les plus exposées au risque de contact avec des EE dans le cadre de leurs activités quotidiennes. Cette intégration a permis d'accroître la sensibilisation, de réduire l'exposition et d'assurer une prestation plus sûre des services essentiels dans un contexte hautement instable[146].

Recommandations – Programme d'action

États, MA AoR/GMP:

- Intégrer l'EREE/la PPC dans les plateformes de protection et autres plateformes de coordination, notamment par le biais d'une planification conjointe et de mécanismes de financement. Aligner les efforts sur les programmes d'action mondiaux tels que le Programme de développement durable à l'horizon 2030, le programme pour les femmes et la paix et la sécurité, ainsi que le Nouvel agenda pour la paix, et promouvoir l'EREE/la PPC dans les forums pertinents associés aux EWIPA et à la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel /à la CASM.

Acteurs de l'EREE/de la PPC, organisations des Nations Unies et autorités nationales de lutte antimines:

- Renforcer les synergies entre l'EREE/la PPC et l'assistance aux victimes, afin que les survivants d'armes explosives bénéficient du même accompagnement et des mêmes services que les survivants d'EE, tout en consolidant les avancées vers la mise en œuvre de la Convention relative aux droits des personnes handicapées.

Acteurs de l'EREE/de la PPC, organisations des Nations Unies et MA AoR/GMP:

- Former les autres acteurs humanitaires, y compris les organisations locales, à l'EREE/à la PPC afin d'intégrer ces dimensions dans la fourniture d'une aide ou d'une protection plus globale (par exemple, distributions alimentaires, SMSPS, cliniques mobiles).

4.2 Promouvoir un leadership local et durable

4.2.1 Appropriation nationale et ancrage local pérenne

La Déclaration politique salue le travail visant à émanciper, amplifier et intégrer les voix de toutes les personnes touchées par les EWIPA (paragraphe 1.10). Il incombe aux États de veiller à la poursuite de ce travail, notamment dans le contexte actuel marqué par une réduction des financements à l'échelle mondiale et par une opposition croissante, dans certains contextes, aux initiatives en faveur de l'égalité entre les hommes et les femmes et de la diversité. Le paragraphe 4.1 appelle les États à renforcer la coopération et l'assistance entre les parties prenantes concernées, en veillant à ce que les partenaires locaux bénéficient d'un appui concret, plutôt que d'être laissés seuls face à leurs responsabilités. Ces engagements mettent en évidence l'importance de l'appropriation nationale, comme le rappellent la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel et la CASM. Les États doivent mener des actions inclusives et ancrées

[146] Danish Refugee Council, Gaza – One Response, Shared Impact: Integrating Explosive Ordnance Risk Education in Site Management, juin 2025.

localement, tandis que les partenaires internationaux leur apportent un soutien par le biais d'une coopération effective et d'une assistance durable[147]. Pour respecter ces principes, il est essentiel de réfléchir à la manière dont l'EREE/la PPC peut être mieux positionnée, dotée des ressources nécessaires et adaptée aux spécificités des contextes EWIPA.

Les autorités nationales et locales jouent un rôle clé dans l'ancrage territorial et l'appropriation des politiques. Leur engagement peut encourager la mise en place de systèmes d'EREE ou de PPC durables, notamment par l'intégration de l'EREE ou de la PPC dans les stratégies et politiques nationales. Cependant, nombre de parties prenantes nationales, y compris les ANLAM, sont confrontées à des obstacles structurels en matière de leadership, tels que des allocations budgétaires insuffisantes et une expérience limitée en matière d'engagement politique, ce qui freine leur capacité à concevoir ou à influencer la stratégie[148]. La cartographie du secteur de l'EREE, réalisée par le GICHD en 2024, a révélé que les parties prenantes nationales et régionales disposent souvent d'une exposition limitée au travail de plaidoyer et à l'élaboration de politiques, et que les ANLAM, en particulier, ont besoin de soutien pour développer des stratégies claires de collecte de fonds et de mobilisation de ressources[149].

Pour combler ces lacunes, les personnes interrogées ont recommandé des modèles de partenariat institutionnel à long terme, reposant sur des évaluations partagées et sur le développement conjoint des compétences. Ces modèles ne se limiteraient pas à la formation technique, mais engloberaient également les ressources humaines, le financement, l'approvisionnement, la protection, ainsi que le suivi. Les ANLAM et les autorités nationales compétentes devraient être habilitées à faciliter l'intégration de l'EREE/de la PPC dans les systèmes et politiques nationaux, à encourager le transfert de savoir-faire des ONGI vers les acteurs nationaux et à diffuser les initiatives locales réussies dans les forums mondiaux, contribuant ainsi à façonner et influencer les processus d'ancrage local.

Liban – Favoriser l'appropriation nationale pour adapter la lutte antimines aux réalités des EWIPA.

En réponse à l'intensification du conflit et aux déplacements de population depuis la fin de l'année 2023, le Centre libanais de lutte antimines (CLLAM) a fait preuve d'un leadership affirmé en collaborant avec des partenaires internationaux et locaux pour adapter les programmes de lutte antimines aux réalités des contextes EWIPA. S'appuyant sur des évaluations rapides, le CLLAM a coordonné l'intégration de la PPC dans les activités d'EREE existantes, mettant en évidence la nécessité de mesures préventives plus larges dans les zones à haut risque. Grâce à cette approche nationale et à un partenariat avec des ONGI et des ONG locales, le CLLAM a mis en place des formations sur mesure accréditées, élaboré des messages standardisés et fourni aux équipes de terrain, préalablement formées à l'EREE, les moyens de mener des interventions associant EREE et PPC, tout en s'adaptant à l'évolution des menaces. Bien que la PPC ne soit pas encore formellement

[147] Voir, par exemple, l'action n° 1 du plan d'action de Siem Reap-Angkor 2025-2029 de la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel : « Démontrer un fort engagement national, ainsi qu'un haut niveau de partenariat et de coordination, en intégrant les activités de mise en œuvre de la Convention dans les plans, stratégies et budgets nationaux de développement, y compris ceux relatifs à la réduction de la pauvreté, à l'action humanitaire, à la santé et à la santé mentale, à l'égalité de genre, à l'inclusion des personnes handicapées, à la consolidation de la paix, aux droits humains, à l'adaptation aux changements climatiques, à la protection et à l'amélioration de l'environnement et/ou à la réduction des risques de catastrophes, lorsque cela est pertinent. » Draft Siem Reap-Angkor Action Plan 2025-2029, Fifth Review Conference of the APMBC States Parties, novembre 2024, p. 3.

[148] Voir : Centre international de déminage humanitaire, National Ownership and Localization: Progress, Challenges, and Future Directions under the Anti-Personnel Mine Ban Convention, novembre 2024, p. 2-3.

[149] Centre international de déminage humanitaire, Éducation aux risques des engins explosifs : Analyse du secteur et des besoins, octobre 2024, p. 13 et 15.

incluse dans la stratégie nationale de lutte antimines, les actions du CLLAM montrent comment les autorités nationales peuvent promouvoir la mise en œuvre de l'EREE/de la PPC grâce à des approches concertées. « Ensemble, nous renforçons la résilience et sauvons des vies quand cela compte le plus. » – Centre libanais de lutte antimines (CLLAM)[150]. L'expérience du CLLAM prouve qu'il est possible d'adapter les programmes de lutte antimines pour répondre aux besoins émergents de protection dans les contextes EWIPA, et met en évidence le rôle du leadership national pour assurer des réponses rapides, pertinentes et centrées sur la communauté.

Les États devraient également intégrer l'EREE/la PPC au sein des systèmes nationaux de RRC et de préparation humanitaire, en garantissant l'allocation de ressources publiques suffisantes pour soutenir cette intégration. Un appui à plus long terme visant à développer le leadership institutionnel peut contribuer à assurer la durabilité de l'EREE/de la PPC et à permettre aux autorités nationales de jouer un rôle de premier plan en matière de protection dans les contextes EWIPA. Les personnes interrogées ont également souligné la nécessité de renforcer la représentation locale au sein des plateformes de coordination. Le fait que des ONG nationales ou les ANLAM coprésident les réunions du domaine de responsabilité de la lutte antimines est considéré comme une avancée tangible vers un leadership plus intégré.

Si les engagements en faveur de l'ancrage local ont gagné en visibilité dans le discours humanitaire, les ressources qui leur sont consacrées restent insuffisantes. D'après le *Landmine Monitor*, moins de 1 % de l'aide internationale totale à la lutte antimines a été directement attribué aux organisations nationales et locales en 2023, contre 46 % pour les ONGI[151]. Des tendances similaires s'observent dans le secteur humanitaire au sens large, où le financement direct des acteurs nationaux et locaux reste faible (4,3 % des contributions totales) par rapport à l'objectif du Grand Bargain (25 %)[152]. Il est essentiel de veiller à ce que les organisations locales soient pleinement intégrées et bénéficient de ressources adéquates. Les États devraient instaurer un environnement favorable aux OSC et s'engager à mettre en œuvre des mesures concrètes reconnaissant le leadership des organisations locales de la société civile, non seulement en tant que partenaires de mise en œuvre, mais aussi en tant qu'acteurs de premier plan dans l'élaboration des stratégies de protection des civils dans les contextes EWIPA.

Recommandations – Programme d'action

États et autorités nationales de lutte antimines:

- Mettre en place des dispositifs de suivi et d'information sur les progrès accomplis en matière de coopération et d'assistance dans le domaine de l'EREE/de la PPC, conformément aux obligations prévues par la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel et la CASM, ainsi qu'aux engagements formulés aux paragraphes 4.6 et 4.7 de la Déclaration politique. Cela implique notamment de favoriser la participation active des acteurs locaux, de promouvoir des partenariats inclusifs, et de documenter les initiatives visant à renforcer l'appropriation nationale et la pérennité des actions.

[150] Entretien du 27 mars 2025 et présentation faite par le Centre libanais de lutte antimines (CLLAM) lors de l'atelier sur l'EREE/la PPC dans les contextes EWIPA, 11-12 juin 2025.
[151] Campagne internationale pour interdire les mines, Landmine Monitor 2024, novembre 2024, p. 109-110.
[152] Development Initiatives, Falling short? Humanitarian funding and reform, octobre 2024, p. 21-23. Le Grand Bargain, adopté en 2016 à Istanbul, visait à réformer la fourniture de l'aide humanitaire, notamment en garantissant un soutien et un financement accrus aux secouristes locaux et nationaux. Voir : Comité permanent interorganisations, The Grand Bargain – A Shared Commitment to Better Serve People in Need, mai 2016.

Acteurs de l'EREE/de la PPC, GICHD, Nations Unies et autorités nationales de lutte antimine:

- Renforcer le plaidoyer en faveur de l'EREE/de la PPC dans les contextes EWIPA en valorisant le leadership des ANLAM dans ce domaine, en mettant en avant des réussites, et en s'appuyant sur des initiatives collaboratives et innovantes, fondées sur des données probantes, pour alimenter les discussions mondiales et mobiliser les parties prenantes concernées.

États bailleurs:

- Mettre en place des mécanismes de financement direct des organisations nationales en charge de l'EREE/de la PPC, notamment pour soutenir les efforts de préparation et d'action anticipative dans les contextes EWIPA, ainsi que la coopération technique.

4.2.2 Leadership de la société civile et représentation des dimensions HGA

> *« Le potentiel des organisations locales est considérable. Il demande un financement stable et pérenne. On ne peut pas dispenser une formation, puis tout arrêter pour passer à autre chose. » ONGI, Myanmar*[153]

La société civile locale (y compris les organisations de défense des droits des femmes, les associations dirigées par des femmes, les réseaux de jeunes, les organisations de personnes handicapées et les groupes communautaires) joue et peut jouer un rôle central dans la mise en œuvre de l'EREE et de la PPC. Par ailleurs, il existe un potentiel important pour un leadership renforcé de la société civile au niveau national.

Les OSC nationales et locales apportent une expertise précieuse dans le secteur de la lutte antimines. Les personnes interrogées ont souligné que, dans de nombreux contextes, les initiatives communautaires en matière d'EREE et de PPC contribuent à l'élaboration des stratégies, à l'identification des priorités ainsi qu'à l'adaptation du contenu aux réalités locales. Les ONGI collaborent de plus en plus avec les OSC, reconnaissant leur plus grande portée sociétale. Comme l'a expliqué l'une des personnes interrogées : *« En Ukraine, nous envisageons des partenariats avec des organisations faîtières pour atteindre des groupes divers, notamment les personnes handicapées et les communautés roms*[154]*. »*

Ukraine : les femmes en première ligne de l'EREE/de la PPC.

En Ukraine, les organisations de défense des droits des femmes sont actives depuis les années 1990 et sont des actrices clés au sein de la société civile. Leur forte présence dans les communautés, notamment auprès des personnes handicapées, des anciens combattants, des survivants, des jeunes et des personnes âgées, fait d'elles des partenaires essentielles pour garantir une éducation aux risques véritablement inclusive. Beaucoup proposent également des services spécialisés tels que la SMSPS, la protection contre l'exploitation et les abus sexuels, ainsi que la lutte contre les VBG, ce qui fait d'elles des alliées naturelles pour relier la lutte antimines à des actions de protection plus larges, y compris le programme pour les femmes et la paix et la sécurité. À la suite de l'invasion russe de grande ampleur en février 2022, nombre de ces organisations ont dû intensifier leurs activités pour répondre aux nouveaux besoins des populations touchées. Les organisations de la société civile, y compris celles défendant les droits des femmes et celles dirigées par des femmes, contribuent

[153] Entretien du 21 mars 2025.
[154] ONGI, Ukraine. Entretien du 25 avril 2025.

désormais à des approches plus inclusives en matière d'EREE/de PPC. Par exemple, l'organisation féministe Girls, certifiée par le Centre ukrainien de lutte antimines, intègre l'EREE dans ses initiatives d'éducation et de protection de l'enfance, notamment dans les zones où l'accès a récemment été rétabli. Elle atteint les communautés par le biais des jardins d'enfants, des écoles et des distributions humanitaires. En collaboration avec la Fédération suisse de déminage (FSD), l'ONG Girls a également publié récemment une étude sur les obstacles et les opportunités pour les femmes dans le déminage humanitaire[155]. *« Nous travaillons principalement avec des femmes, des filles et des personnes vulnérables. Nous avons décidé de jouer un rôle pour impliquer davantage les femmes dans la lutte contre les mines. Nous savons qu'il y a peu de femmes dans ce secteur, et qu'elles ne peuvent pas saisir les opportunités offertes si elles n'en ont pas connaissance. » – ONG locale (Girls), Ukraine*[156]

Toutefois, les obstacles empêchant l'engagement des OSC doivent être levés. Les personnes interrogées, y compris les représentants locaux, ont souligné que les organisations extérieures au secteur de la lutte antimines trouvent peu de portes d'entrée pour s'impliquer de manière significative dans l'EREE et la PPC. Cela s'explique souvent par la perception de la lutte antimines comme trop technique et encadrée par des protocoles stricts, ce qui fait écho aux défis déjà identifiés dans la section 3.2.1, où les questions de certification et de responsabilité ont freiné la mobilisation locale. Dans certains cas, les OSC peinent à participer aux réunions sectorielles en raison d'obstacles linguistiques, des coûts de déplacement ou du manque de reconnaissance. Comme l'a rappelé une ONGI interrogée : *« L'intégration des OSC dans les espaces de coordination de la lutte antimines reste un défi. Elles sont souvent absentes des réunions stratégiques, ce qui limite les perspectives d'inclusion*[157]*. »* Des efforts sont déployés pour remédier à cette situation. Par exemple, le domaine de responsabilité de la lutte antimines au Myanmar utilise désormais la traduction simultanée et organise des réunions infrarégionales pour faciliter l'implication des acteurs locaux[158].

De nombreuses OSC locales et nationales souffrent d'un manque de reconnaissance institutionnelle, de modalités d'accréditation adaptées ou de financements stables, un problème structurel également abordé à la section 4.2.1 concernant les acteurs nationaux. Dans les contextes où l'espace de la société civile est restreint, les organisations locales font aussi face à d'autres menaces que les armes explosives et la contamination, notamment le harcèlement, la détention et la violence.

Le financement reste une préoccupation majeure. Les petites OSC ont souvent du mal à se conformer aux exigences des bailleurs, à produire des rapports et à assurer la protection. Les participants à l'atelier ont appelé à simplifier les mécanismes de subventions redistribuées ainsi que les flux de financement direct destinés aux organisations locales, notamment en ce qui concerne la préparation et les mesures d'anticipation. Dans les contextes EWIPA, la flexibilité et la pérennité du soutien sont cruciales. Les fonds humanitaires gérés localement, tels que le fonds NEAR pour le changement, fournissent un financement flexible et adapté au contexte, permettant aux OSC locales et nationales de répondre rapidement aux besoins émergents et d'allouer les ressources là où elles sont le plus nécessaires[159].

[155] L'ONG Girls a également produit un podcast comprenant des interviews de femmes travaillant au sein de HALO Trust.
[156] Présentation faite par Girls lors de l'atelier sur l'EREE/la PPC dans les contextes EWIPA, 11-12 juin 2025. Voir aussi le site de Girls : https://divchata.org/en/.
[157] ONGI, Gaza et Cisjordanie, Palestine. Entretien du 11 avril 2025.
[158] Myanmar Protection Cluster, Myanmar – Protection Analysis Update: Update on Protections Trends, Risks and Protection Situation, janvier-décembre 2024, p. 12.
[159] NEAR, Solutions. Pour d'autres exemples de fonds humanitaires communs gérés localement, voir : Development Initiatives, Falling short? Humanitarian funding and reform, octobre 2024, p. 25. Voir : NEAR.

Une enquête menée dans le cadre du processus de refonte du système humanitaire a conclu que les acteurs locaux et nationaux doivent être aux commandes et façonner cette refonte en fonction de leurs propres priorités, car ce sont eux qui comprennent le mieux leurs communautés et savent comment les placer au cœur des interventions humanitaires[160]. Comme l'a rapporté une personne interrogée : « *Les acteurs locaux ne veulent plus être de simples invités à la table des décisions : ils aspirent à devenir des co-architectes*[161]. »

Recommandations – Programme d'action

États bailleurs et organisations des Nations Unies:

- Favoriser l'ancrage local en mettant en place des sources de financement permettant d'orienter des ressources vers les acteurs communautaires, notamment grâce à des dispositifs simplifiés de subventions redistribuées. Donner la priorité à un financement flexible et pluriannuel des initiatives communautaires en matière d'EREE/de PPC dans les contextes EWIPA.

États bailleurs, MA AoR et autres plateformes de coordination:

- Donner la priorité au financement des organisations intégrant les dimensions HGA et dirigées par des survivants, tout en veillant à ce qu'elles participent activement à l'élaboration des stratégies, aux cadres de suivi et aux mécanismes de coordination.

[160] 2 % des personnes interrogées dans le cadre de cette enquête appartenaient au domaine de responsabilité de la lutte antimines.
[161] OCHA, Local and National Actors Speak Out on the Future of the Humanitarian System, mai 2025.

Publié par Handicap International – Humanity & Inclusion

Site internet: http://www.hi.org

Ce document a été réalisé avec le soutien financier de l'Union européenne et du ministère norvégien des Affaires étrangères. Les opinions exprimées dans ce document ne reflètent en aucun cas leur opinion officielle.

Norway

Funded by the European Union

Publié pour la première fois en août 2025, © Handicap International.

Handicap International est enregistrée en France sous les références suivantes : N° SIRET : 519 655 997 00038 - Code APE : 9499Z.

Cette publication est protégée par le droit d'auteur, mais peut être reproduite par tout moyen sans frais ni autorisation préalable à des fins pédagogiques, mais pas pour la revente. Pour toute autre reproduction, une autorisation écrite préalable doit être obtenue auprès de l'éditeur, et des frais peuvent être exigés.

Photo de couverture : Séances d'éducation aux risques organisées par HI dans le nord de Gaza. © K. Nateel / HI